

ministre chargé de l'eau contre l'engagement du demandeur de constituer et de fournir, dans un délai de trois mois, l'entier dossier de demande d'agrément.

Article 14 : Toute entreprise dont la demande d'agrément a été rejetée peut demander que son dossier soit réexaminé, à condition de fournir à la direction générale de l'hydraulique des précisions ou des informations complémentaires.

Chapitre 4 : Du contrôle des entreprises agréées

Article 15 : La direction générale de l'hydraulique assure un contrôle permanent des activités des entreprises de travaux et de prestations de services du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Elle tient à jour la liste et les dossiers de ces entreprises.

Les entreprises agréées sont tenues de lui adresser chaque fin d'année un rapport d'exercice sur l'exécution de leurs prestations.

Article 16 : Les contrôles qui portent sur les conditions d'installation et de fonctionnement des entreprises agréées, leur régime social, commercial, fiscal et douanier, sont effectués par les autorités administratives compétentes dans les formes et dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Toute infraction constatée lors d'un contrôle est signalée à la direction générale de l'hydraulique.

Chapitre 5 : De la suspension et du retrait de l'agrément

Article 17 : Les violations par le titulaire de l'agrément de ses obligations légales ou réglementaires dûment constatées par la direction générale de l'hydraulique ou par les autres services compétents de l'Etat ou encore déclarées par les bénéficiaires des travaux et des prestations de services, peuvent, suivant leur gravité, conduire à la suspension ou au retrait de l'agrément, sans préjudice des sanctions prévues par la législation en vigueur.

Article 18 : Les décisions de suspension ou de retrait de l'agrément sont prises par le ministre chargé de l'eau.

Chapitre 6 : Dispositions transitoires, diverses et finales

Article 19: Les entreprises exerçant les activités de travaux et les entreprises exerçant les activités de prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont tenues de respecter la réglementation sur les installations classées et de veiller particulièrement aux dispositions concernant la sûreté et la sécurité des personnes, des installations et des équipements, la protection de l'environnement, les règles en matière d'urbanisme et de santé.

Article 20 : La direction générale de l'hydraulique s'assure de la capacité de l'entreprise à obtenir des autorisations, avant de se prononcer favorablement sur la demande à elle présentée, au cas où l'exercice effectif des activités de travaux et ou de prestation de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement par une entreprise donnée dépendrait également d'une ou des autorisations délivrées par d'autres administrations.

Article 21 : Les paiements au bénéfice des entreprises agréées ainsi que les paiements de celles-ci aux tiers, en rémunération de travaux et de prestations de services exécutés sur le territoire national se font dans les banques congolaises.

Les paiements dans les banques étrangères ne sont admis que pour les entreprises agréées et les tiers non implantés ou non résidents au Congo.

Article 22 : Dans l'exercice des missions prévues par le présent décret, la direction générale de l'hydraulique peut recourir, chaque fois que nécessaire, à l'assistance d'autres administrations publiques compétentes.

Article 23 : Les entreprises exerçant l'activité de travaux et les entreprises exerçant l'activité de prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment les entreprises titulaires d'une autorisation provisoire d'exercice, disposent d'un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret pour régulariser leur situation administrative.

Article 24 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République.

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de l'énergie et l'hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Décret n° 2010-822 du 31 décembre 2010
portant approbation de la stratégie de développement des secteurs de l'énergie électrique, de l'eau et assainissement

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau ;

Vu la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2010-123 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre de l'énergie et de l'hydraulique ;
Vu le décret n° 2010-241 du 16 mars 2010 portant organisation du ministère de l'énergie et de l'hydraulique.

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier: Est approuvée la stratégie de développement des secteurs de l'énergie électrique, de l'eau et assainissement dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de l'énergie et de l'hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

DOCUMENTS DE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS DE L'ENERGIE ELECTRIQUE, DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

LISTE DES DOCUMENTS

- 1- Note conceptuelle
- 2- Diagnostic stratégique eau et assainissement
- 3- Lettre de politique sectorielle de l'eau et assainissement
- 4- Diagnostic stratégique énergie électrique
- 5- Lettre de politique sectorielle de l'énergie électrique
- 6- Schémas de restructuration des services publics de l'eau et de l'électricité

SOMMAIRE

- 1- Introduction
- 2 - Les documents de stratégie de politique sectorielle
- 3 - Fondements, objectifs et orientations stratégique
- 3 - 1 Vision
- 3 - 2 Objectifs
- 3 - 3 Orientations stratégiques
- 3 - 3 - 1 Axes stratégiques
- 3 - 3 - 2 Thèmes
- 4 - Cadre de mise en œuvre
- 5 - Conclusion

NOTE CONCEPTUELLE

1 - Introduction

La République du Congo s'est engagée dans la libéralisation de son économie et par conséquent, le désengagement de l'Etat du secteur productif à travers notamment la loi cadre sur la privatisation des entreprises publiques et la charte des investissements. Dans le domaine de l'électricité, de l'eau potable et assainissement, il a été promulgué les codes de l'électricité et de l'eau qui assurent au secteur privé les conditions favorables à son implantation et à l'instauration de la concurrence.

Des initiatives d'ordre stratégique et politique ont conduit respectivement i) à l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière d'accès à l'eau potable en rapport avec la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DIEPA), période 1981-1990 ; et ii) à des tentatives de privatisation des sociétés publiques du secteur. Ces orientations n'ont pas produit les résultats escomptés et les taux d'accès à l'électricité et à l'eau potable demeurent très faibles.

Le Gouvernement de la République du Congo s'est engagé conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des populations d'ici à 2015.

Le Congo a élaboré le Document final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui s'inscrit, conformément aux OMD, dans le processus de reconstruction du pays et d'amélioration des conditions de vie de ses citoyens d'autant plus qu'il est établi que 50,7% de la population Congolaise vivent en dessous du seuil de pauvreté estimé à 544,40 F CFA par adulte et par jour.

Pour atteindre les OMD et mettre en œuvre le projet de société du Président de la République « la Nouvelle Espérance », en matière d'électricité, d'eau et assainissement, le Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique a choisi d'inscrire son action dans une démarche stratégique. Aussi a-t-il été entrepris l'élaboration d'un document de stratégie et de politique sectorielle dont la finalité est notamment, de doter la République du Congo d'instruments de politique pour les deux secteurs aussi bien en milieu urbain que rural.

2 - Documents de stratégie et de politique sectorielle

La démarche stratégique engagée par le Ministère de l'énergie et de l'Hydraulique a conduit à l'élaboration des documents de formulation et de mise en œuvre de la stratégie et des politiques sectorielle. Les principaux documents sont les suivants pour chacun des secteurs :

- Le document de diagnostic, qui présente la situation du secteur en termes de forces, faiblesses et

opportunités ;

- Le document d'orientations stratégiques, qui fixe les fondements de la stratégie de (vision, enjeux), les objectifs à atteindre, les axes stratégiques ainsi que les thèmes de déploiement des actions de la stratégie. Les thèmes retenus sont les suivants (i) Réformes institutionnelles, en vue de l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience du secteur ; (ii) Infrastructures : il s'agit de la réhabilitation des ouvrages existants et de la construction de nouvelles infrastructures ainsi que l'amélioration de l'efficacité technique ; (iii) Système de gouvernance : il s'agit de l'ensemble des procédures et des normes permettant à chaque acteur d'exercer efficacement ses missions, rôles et responsabilités.
- Le document de mise en œuvre, constitué par les plans et programmes nationaux qui regroupent l'ensemble des actions à mener en milieu urbain et rural pour chacun des thèmes.

Les résultats de cette démarche trouvent leurs condensés dans les Lettres de politiques sectorielle de l'Energie Electrique, de l'eau et assainissement par lesquelles le gouvernement annonce sa politique, les options retenues et l'effort financier qu'il est prêt à consentir dans la réalisation des programmes d'investissement.

3 - Fondements, objectifs et orientations stratégiques

3-1 Vision

La vision de développement du secteur consiste à mettre à la disposition de chaque citoyen congolais et autres usagers du milieu urbain et rural, l'énergie pérenne et l'eau potable en quantité suffisante, et en qualité acceptable, ainsi que les services adéquats d'assainissement, en exploitant au mieux toutes les potentialités disponibles.

3-2 Objectifs

L'objectif global est d'amener le plus grand nombre possible des populations à accéder à l'énergie, à l'eau potable et au service d'assainissement de façon pérenne et au moindre coût dans un environnement assaini, en tenant compte des couches les plus démunies.

Les objectifs spécifiques tiennent des objectifs de bonne gouvernance, des objectifs de couverture et de desserte à savoir :

Pour le secteur de l'énergie :

- un taux d'accès à l'énergie de 60% en 2011 et 90% en 2015 en milieu urbain, de 25% en 2011 et 50% en 2015 en milieu rural ;
- une desserte des douze (12) Chefs lieux de départements et des quatre vingt six (86) chefs lieux de districts en électricité pérenne.

Pour le secteur de l'eau potable :

- un taux d'accès à l'eau potable de 75% en 2011 et 90% en 2015 en milieu urbain, de 50% en 2011 et 75% en 2015 en milieu rural ;

Pour l'assainissement :

- un accès au service adéquat d'assainissement dans 56% des ménages en milieu urbain d'ici à 2015.

3-3 - Orientations stratégiques

3-3-1 Axes stratégiques

Pour atteindre les objectifs fixés, les axes stratégiques suivants ont été identifiés :

- la réduction des facteurs d'inefficacité et d'inefficience ;
- l'exploitation de toutes les potentialités ;
- l'augmentation de la capacité de l'offre ;
- la mise en place d'un système de gouvernance.

3-3-2 Thèmes

Ces axes stratégiques seront déployés à travers des thèmes de mobilisation autour desquels les objectifs spécifiques ou intermédiaires seront fixés. Il s'agit des thèmes suivants :

- les réformes institutionnelles et structurelles, qui auront deux composantes (i) la réorganisation de l'administration publique en charge de l'eau et assainissement et de l'énergie électrique, et (ii) la restructuration des activités confiées aux opérateurs publics des deux secteurs ;
- la réhabilitation des infrastructures existantes et la construction de nouvelles infrastructures ;
- l'amélioration de la gouvernance qui aura entre autres des volets de régulation et de mise en place des procédures.

4 - Cadre de mise en œuvre de la stratégie

Le cadre de mise en œuvre de la stratégie est un maillon aussi important que la politique elle-même. Il passe par la mise en place d'un cadre unique d'intervention garantissant l'efficacité, l'efficience, la pérennité et la transparence.

Ce cadre trouve sa déclinaison dans :

- le Plan National du secteur de l'Energie électrique (PNSE) et le Plan National du secteur de l'Eau et Assainissement (PNSEA) qui deviendront dans le cadre des programmes nationaux, les référentiels de toutes les actions et initiatives liées respectivement à l'électricité, à l'eau et assainissement, en milieu urbain et rural ;
- les Programmes nationaux qui auront les composantes suivantes en milieu urbain et en milieu rural ;
- Réforme institutionnelle ;
- Infrastructures ;
- Système de gouvernance.

Les horizons de programmation des activités retenus sont : 2011, 2015 et 2025.

Pour l'élaboration des plans et programmes nationaux, il sera observé une démarche associative, afin de permettre à l'ensemble des acteurs - clé de participer, d'amender et de s'approprier les orientations en vue de la réussite de leur mise en œuvre. Il s'inscrit dans une démarche participatif permettra d'élaborer les plans et programmes nationaux. Il s'inscrit dans une démarche dialectique et rigoureuse ayant pour but d'obtenir plus de visibilité sur les décisions présentes et futures dans les deux secteurs, et de mobiliser de façon cohérente moyens nécessaires à la mise en œuvre des actions préconisées.

5 - Conclusion

Le document de stratégie de développement du secteur de l'énergie électrique, de l'eau et assainissement permettra de rompre avec la navigation à vue qui a caractérisé le secteur pendant plusieurs décennies et prescrira la voie qu'il faudra désormais emprunter grâce à une navigation aux instruments afin d'accroître l'efficacité et l'efficacité des interventions publiques et privées du secteur sur le territoire national.

Cette démarche permettra également la participation des populations et favorisera leur implication dans les activités de développement des deux secteurs.

Ainsi nous aurons relevé le principal défi qui est de pouvoir élaborer et mettre en place une politique qui assure un développement durable des secteurs de l'énergie électrique, de l'eau et assainissement.

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE EAU ET ASSAINISSEMENT

SOMMAIRE

- 1 Introduction
- 2 Sous-secteur eau
 - 2.1 Ressources en eau
 - 2.1.1 Eaux de surface
 - 2.1.2 Eaux souterraines
 - 2.2 Gestion des ressources en eau
 - 2.2.1 Dispositif institutionnel et juridique
 - 2.2.2 Faiblesses et menaces
 - 2.2.2.1 Faiblesses
 - 2.2.2.2 Menaces
 - 2.2.3 Forces et opportunités
 - 2.2.3.1 Forces
 - 2.2.3.2 Opportunités
 - 2.3 Eau potable
 - 2.3.1 Eau potable en milieu urbain
 - 2.3.1.1 Rappels
 - 2.3.1.2 Données
 - 2.3.1.3 Atouts
 - 2.3.1.4 Contraintes
 - 2.3.2 Eau potable en milieu rural
 - 2.3.2.1 Dispositif institutionnel et juridique
 - 2.3.2.2 Situation de l'accès à l'eau potable
 - 2.3.2.2.1 Atouts

- 2.3.2.1.2 Contraintes
- 3 Sous-secteur assainissement
 - 3.1 Assainissement urbain
 - 3.1.1 Situation actuelle
 - 3.1.1.1 Dispositif institutionnel et juridique
 - 3.1.1.2 Situation de l'accès
 - 3.1.2 Atouts
 - 3.1.3 Contraintes
 - 3.2 Assainissement rural
 - 3.2.1 Situation actuelle
 - 3.2.1.1 Dispositif institutionnel et juridique
 - 3.2.1.2 Situation de l'accès
 - 3.2.2 Atouts
 - 3.2.3 Contraintes
- 4 Recommandations
 - 4.1 Recommandations de maintien
 - 4.2 Recommandations de renforcement
 - 4.3 Recommandations de rupture
 - 4.4 Recommandations pour le sous secteur assainissement

1 Introduction

La République du Congo a une superficie de 342 000 Km² et compte 3.551.257 habitants dont 65,42% vivent en milieu urbain (Brazzaville et Pointe-Noire notamment). Bien qu'appartenant à une sous région du continent jouissant du privilège de la relative abondance des ressources en eau, le Congo souffre principalement d'une gestion inefficace de ses ressources.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique s'est engagé dans une démarche stratégique devant conduire, sur la base d'un diagnostic exhaustif, à l'élaboration des différents documents constitutifs de la stratégie à proposer au Gouvernement et à la Nation, parmi lesquels le présent document « **diagnostic du secteur de l'eau et assainissement** »,

L'analyse porte notamment sur la gestion des ressources en eau, l'accès à l'eau potable et aux services adéquats d'assainissement, tant en milieu urbain que rural.

2 Sous-secteur eau

2.1 Ressources en Eau

Le Congo dispose d'abondantes ressources en eau constituées des eaux de surface et des eaux souterraines, avec un potentiel de 88.196 m³ par an et par habitant qui le classent dans les pays dits à « ressources en eau pléthoriques ».

2.1.1 Eaux de surface

Les eaux de surface sont drainées principalement par deux grands bassins fluviaux : le bassin du Congo et le bassin du Kouilou-Niari.

Le bassin du Congo couvre une superficie de 3,5 millions de km² dont 6,57%, soit 230 000 km² situés

sur le territoire congolais, sont constitués par les affluents de la rive droite du fleuve Congo. Le principal collecteur est le fleuve Congo qui borde le pays sur plus de 600 km avec son module inter annuel de $41.700 \text{ m}^3/\text{seconde}$ qui lui confère le rang de deuxième fleuve du monde après l'Amazonie.

Les sous bassins les plus importants sont ceux de la Sangha ($24\,000 \text{ km}^2$), de la Likouala Mossaka ($60\,000 \text{ km}^2$), de l'Alima ($20\,300 \text{ km}^2$) et de la Nkéné ($6\,200 \text{ km}^2$).

Le bassin du Kouilou - Niari ($56\,000 \text{ km}^2$ avec un module de $930 \text{ m}^3/\text{seconde}$) couvre la partie sud-ouest du pays. Le collecteur le plus important est le fleuve Kouilou. Il porte le nom de Niari dans son cours moyen et celui de Ndouo dans son cours supérieur.

Les sous bassins importants sont ceux de la Louessé ($15\,630 \text{ km}^2$) et de la Bouenza ($4\,920 \text{ km}^2$).

Les bassins côtiers sont ceux de la Nyanga ($5\,800 \text{ km}^2$) et de la Loémé ($3\,060 \text{ km}^2$).

La principale et première source d'alimentation des cours d'eau est constituée par les eaux de ruissellement des précipitations. Les ressources hydriques, eaux souterraines et eaux de surface y trouvent leur origine.

2.1.2 Eaux souterraines

L'analyse des données géologiques permet d'identifier quatre ensembles aquifères sur tout le territoire national. Ces ensembles se répartissent de la façon suivante :

- a) Aquifères de bassin sédimentaire côtier (secondaire, tertiaire et quaternaire) : $6\,000 \text{ km}^2$;
- b) Aquifères du bassin sédimentaire du fleuve Congo (secondaire, tertiaire et quaternaire) : $224\,000 \text{ km}^2$;
- c) Aquifères des séries du sédimentaire ancien (précambrien supérieur) : $68\,000 \text{ km}^2$;
- d) Aquifères des roches cristallines et cristallophylliennes (précambrien moyen et inférieur) : $44\,000 \text{ km}^2$.

Les ensembles **a** et **b** (70% de la superficie du pays) sont formés essentiellement de roches sédimentaires meubles, très peu ou pas consolidées ayant une porosité d'interstice. Ces ensembles constituent des aquifères généralisés.

Les aquifères discontinus sont représentés par les ensembles **c** et **d**. Il s'agit de roches sédimentaires compactes et indurées, de roches granitiques et métamorphiques. Dans ces ensembles la porosité de fissures domine.

Ainsi, les ressources en eau douce totales disponibles

sont estimées à $1\,588$ milliards de m^3/an . Les prélèvements d'eau sont effectués pour satisfaire les besoins domestiques (69%), industriels (22%) et agricoles (9%).

2.2 Gestion des ressources en Eau

2.2.1 Dispositif institutionnel et juridique

Au plan organisationnel, la gestion des ressources en eau est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique qui définit la politique en la matière et en assure la mise en œuvre.

Les ministères dont les activités ont une implication directe ou indirecte sur les ressources en eau interviennent également dans le secteur, notamment :

- Le ministère en charge du plan et de l'aménagement du territoire ;
- Le ministère en charge de la pêche et de la pisciculture ;
- Le ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage ;
- Le ministère en charge de la recherche scientifique ;
- Le ministère en charge de l'économie forestière ;
- Le ministère en charge de l'environnement ;
- Le ministère en charge des transports ;
- Le ministère en charge de la santé ;
- Les organisations de la société civile et le secteur privé sont aussi des acteurs majeurs du secteur.

Enfin, les organismes d'aide multilatérale et bilatérale (CICR, UNICEF, PNUD, JICA, AFD, etc.) ainsi que les institutions financières internationales (BAD, Banque Mondiale, BEI, etc.) jouent un rôle essentiel par le soutien technique et/ou financier qu'ils apportent au secteur.

En ce qui concerne la coordination sectorielle, le cadre institutionnel formel a été jusqu'ici le Comité National de l'Eau et de l'Assainissement (CNEA) institué par décret n°86/894 du 6 août 1986 et qui n'a jamais été opérationnel. Cette faiblesse de coordination est responsable de la fragmentation et du chevauchement d'activités relevant d'institutions diverses avec pour conséquence la dispersion des efforts, pour des résultats peu lisibles.

En matière de planification, la lettre de politique approuvée par le gouvernement en juillet 2001 s'est davantage préoccupée des questions d'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations, dans les meilleures conditions de prix, de quantité et de qualité. Il n'existe donc pas à ce jour un plan d'action national d'aménagement et d'utilisation des ressources en eau.

Au plan juridique, avant la promulgation de la loi n°13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau, la gestion du secteur de l'eau a été caractérisée non seulement par une absence de cadre législatif de base, mais aussi par la faiblesse du cadre réglementaire. Les textes réglementaires portant application

du Code de l'eau, en cours d'approbation, permettront de traduire en dispositions juridiques les orientations stratégiques du gouvernement dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

Sont particulièrement visées par le Code de l'eau dans ce domaine, les matières ci-après :

- la mise en œuvre hydrographiques (articles 2 à 4) ;
- la définition du domaine public hydraulique (articles 6 à 13) ;
- les modalités de mise en œuvre de la police des eaux (articles 14 à 49) ;
- les conditions de gestion du service public de l'eau (articles 50 à 75) ;
- les modalités de financement du développement sectoriel (articles 78 à 80).

2-2-2 Faiblesses et menaces

2.2.2.1 Faiblesses

Les principales faiblesses relevées en matière de gestion des ressources en eau sont les suivantes :

- absence de politique nationale clairement formulée et partagée par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux ;
- faiblesse dans la maîtrise de la gestion des ressources en eau ;
- inexistence d'un système d'information ainsi que d'une base de données sur le secteur ;
- insuffisance des moyens de fonctionnement des services de l'administration en charge du secteur ;
- insuffisance quantitative et qualitative des ressources humaines en rapport avec les importantes réformes en cours.

2.2.2.2 Menaces

La qualité de la gestion et de la protection des ressources en eau pourrait être menacée par :

- une faible mobilisation des ressources financières allouées au secteur notamment pour la pérennité et la protection des ressources en eau ;
- une faible capacité d'intervention de certains acteurs du secteur, particulièrement ceux du secteur privé et de la société civile ;
- une inefficacité des actions du secteur induite par l'absence de cadre de coordination ;
- un amenuisement progressif des compétences nationales.

2-2-3 Forces et opportunités

2.2.3.1 Forces

En dépit des faiblesses et menaces précitées, le Congo dispose de quelques atouts en matière de gestion des ressources en eau, notamment :

- le fort potentiel en eau dont dispose le pays, qui n'est exploité qu'à hauteur de 13% ;
- le nouveau cadre juridique favorable aux change-

ments structurels du secteur ;

- la mise en place de plusieurs cadres de concertation regroupant les acteurs étatiques et non étatiques du secteur, notamment pour lancer des initiatives dans les domaines ci-après :
- l'appui au processus de développement de la GIRE lancé en juillet 2005 ;
- l'appui au dialogue national sur l'eau et l'assainissement lancé en février 2006 dans le cadre de l'initiative eau de l'Union Européenne.

2.2.3.2 Opportunités

En matière de gestion des ressources en eau, les principales opportunités du Congo sont les suivantes :

- la volonté politique affirmée par Son Excellence Monsieur le Président de la République à travers les douze engagements contenus dans la Nouvelle Espérance situant la question de l'eau aussi bien au centre des engagements (3, 4, 6, 11, 12), que bénéficiaire directe des mesures préconisées (3, 5, 8, 9) ;
- l'atteinte par le Congo du point de décision de l'initiative PPTE.

2.3 Eau potable

2.3.1 Eau potable en milieu urbain

2.3.1.1 Rappels

Au plan juridique, le sous-secteur a connu les évolutions suivantes :

- l'orientation stratégique sectorielle du Gouvernement contenue dans la lettre de politique sectorielle de juillet 2001 visant la libéralisation du secteur et donc son ouverture à la concurrence a été confirmée par la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau qui prévoit à son article 51 de faire assurer le service public de l'eau « dans des conditions de nature à favoriser le recours à l'initiative privée et l'instauration d'un régime de concurrence » ;
- en application de la loi-cadre sur les privatisations, la Société Nationale de Distribution d'Eau a été mise en concession au profit de la société BIWATER PIC en janvier 2002. L'échec des négociations portant sur la convention d'exploitation n'a pas permis aux deux parties de s'accorder et la mise en concession a été annulée en octobre 2006 ;
- pour permettre la relance du processus de restructuration du service public de l'eau en milieu urbain, le gouvernement de la République avec l'appui de la Banque Mondiale a mis en place en décembre 2003 le Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Eau et d'Electricité (PRIEE) dont les axes majeurs pour l'eau portaient sur :
- la réhabilitation des ouvrages de production et de distribution de l'eau du périmètre géré par la SNDE ;
- la réalisation d'un audit social et institutionnel de la SNDE ;

- le renforcement et la modernisation de la gestion de la SNDE ;
- le renforcement des capacités du personnel de la SNDE.

Ce projet visait la mise en place à terme d'un schéma institutionnel de partenariat public privé.

En avril 2006, la Banque mondiale a revu sa politique de financement du secteur et le gouvernement s'est proposé de requalifier le projet pour le dénommer « Projet Spécial Eau et Electricité ».

Parallèlement à cette démarche et face à l'incapacité persistante de l'entreprise à offrir des services satisfaisants aux consommateurs, le conseil d'administration de la SNDE, réuni en session extraordinaire le 13 décembre 2004, avait recommandé l'élaboration d'un schéma des réformes institutionnelles et structurelles. Les principales articulations de ce schéma étaient les suivantes :

- Modification des Statuts de la SNDE pour les adapter aux dispositions du nouveau Code de l'eau ainsi qu'à celles de l'Acte Uniforme de l'OHADA ;
- Audit de la gestion des ressources humaines et révision de la convention collective ainsi que du règlement intérieur de l'entreprise ;
- Elaboration d'une nouvelle politique de gestion portant sur l'ensemble des fonctions de l'entreprise (technique, financière, ressources humaines, commerciale etc.).

Un programme d'urgence visant l'assainissement de la gestion de la SNDE a en outre été approuvé par le Conseil d'Administration. Ce programme avait pour objectifs :

- l'augmentation de la production d'eau de l'ordre de 40% ;
- l'amélioration de la desserte et de la qualité de service ;
- l'accroissement du chiffre d'affaires de l'ordre de 15% ;
- l'amélioration de la gestion des ressources humaines et financières.

En attendant l'aboutissement de la restructuration du service public de l'eau, la SNDE poursuit de fait l'exercice du monopole de production et de distribution de l'eau en milieu urbain avec des résultats mitigés

- Au plan opérationnel, les principaux indicateurs techniques sont en dégradation depuis deux décennies : (i) le taux de desserte a été estimé en 2005 à 47% pour l'ensemble des agglomérations desservies par la SNDE ; (ii) le taux de pertes techniques du réseau de distribution est évalué à

30% ; (iii) pour un volume d'eau produite en 2005 de 39 millions de m³, la SNDE estime le déficit de production à 75000 m³/jour ; (iv) pour 108.000 abonnés enregistrés en 2005, 50% des abonnements ont été suspendus, la mauvaise qualité des prestations de l'opérateur étant l'une des causes majeures du peu d'enthousiasme de l'usager dans le règlement des factures d'eau ;

- Au plan financier, le résultat net d'exploitation demeure déficitaire depuis 2000 avec un solde cumulé négatif de 1,362 milliards de francs CFA ; ce qui ne permet pas à l'entreprise de dégager une marge d'autofinancement pour sa croissance en dehors des subventions et prêts extérieurs ;

De manière générale, la SNDE est une entreprise en difficulté ; ce qui nécessite la mise en œuvre urgente de la restructuration du service public de l'eau en milieu urbain.

Il y a lieu de signaler que malgré les contre-performances de l'opérateur public, l'Etat consent depuis 2002 des efforts considérables pour améliorer la desserte en eau des principales agglomérations du pays, notamment à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, mais aussi pour construire de nouveaux systèmes d'AEP dans les villes secondaires dans le cadre des travaux de la municipalisation accélérée.

Pour la période allant de 2001 à 2006, les investissements réalisés dans le sous-secteur de l'hydraulique urbaine sur fonds propres du budget de l'Etat s'élèvent à 12,500 milliards de francs CFA.

Au plan institutionnel, l'eau potable en milieu urbain relève de la responsabilité de l'Etat à travers : (i) l'administration centrale, les services déconcentrés et (ii) l'opérateur public SNDE.

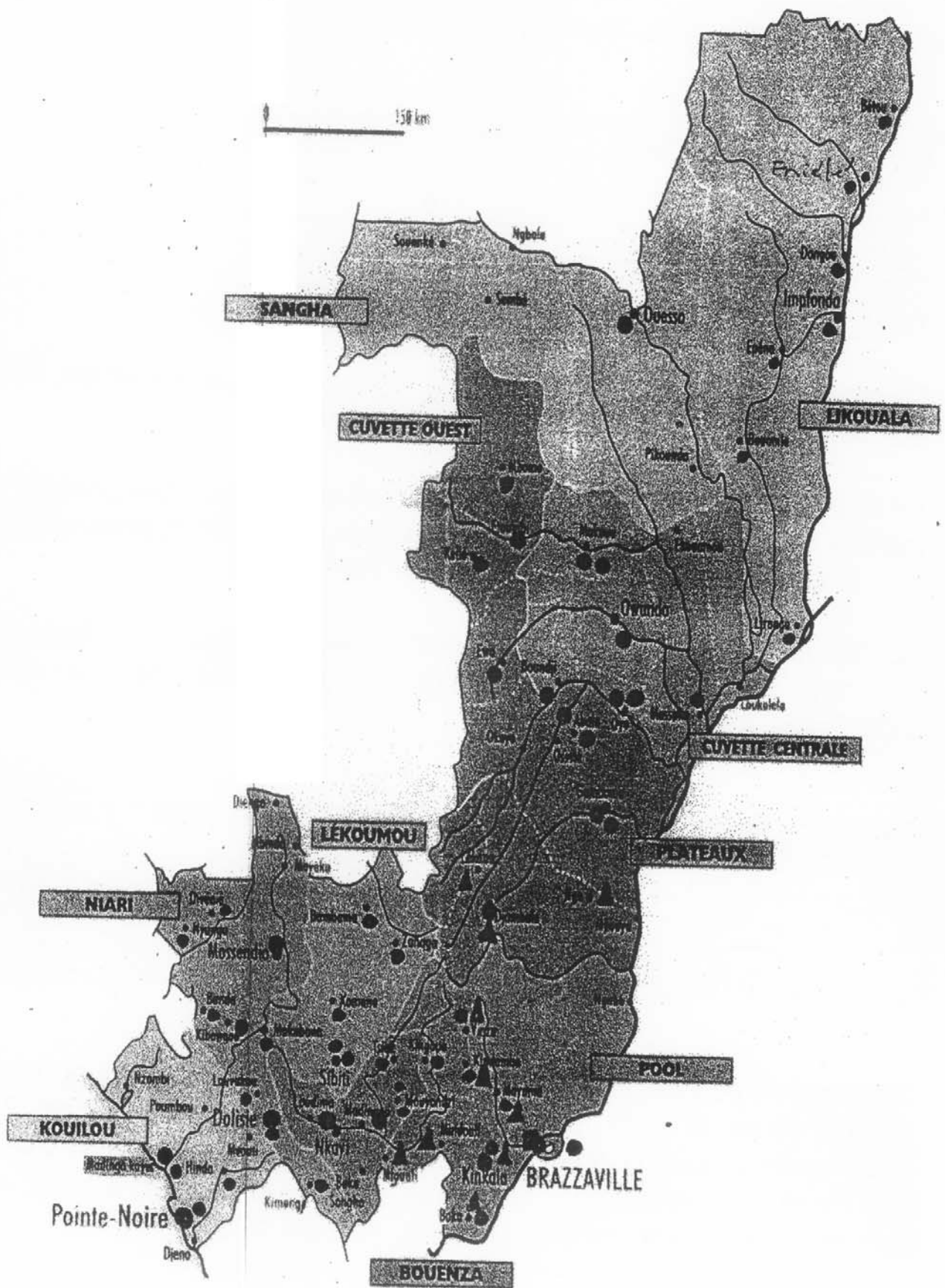
L'Etat agit à travers le ministère en charge de l'eau qui a la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'hydraulique.

La direction générale de l'hydraulique avec ses services déconcentrés (directions départementales) en est l'organe technique.

La SNDE est l'organisme public ayant en charge, au terme de la loi n°5-67 du 15 juin 1967, la production, la distribution et la commercialisation de l'eau potable sur l'ensemble du territoire national.

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, la SNDE dessert actuellement 21 centres dont l'activité est coordonnée par quatre directions départementales basées à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Oyo.

Carte de localisation des ouvrages de production



2.3.1.2 Données

L'environnement opérationnel sera apprécié sur la période 1998-2008 au niveau de chaque direction départementale selon la production et le stockage, le réseau de distribution, les abonnements et les aspects financiers.

a - Production et stockage

Les ouvrages de production d'eau potable dans la zone desservie par la SNDE sont constitués par des usines et des forages qui se répartissent respectivement comme suit selon les directions départementales :

Direction départementale	Usines	Forages
Brazzaville	4	6
Pointe-Noire	0	23
Dolisie	4	7
Oyo	9	3
Total	17	39

La production nationale est assurée par 65 ouvrages de production, dont 59 sont en bon état de fonctionnement, 1 en arrêt et 5 hors service.

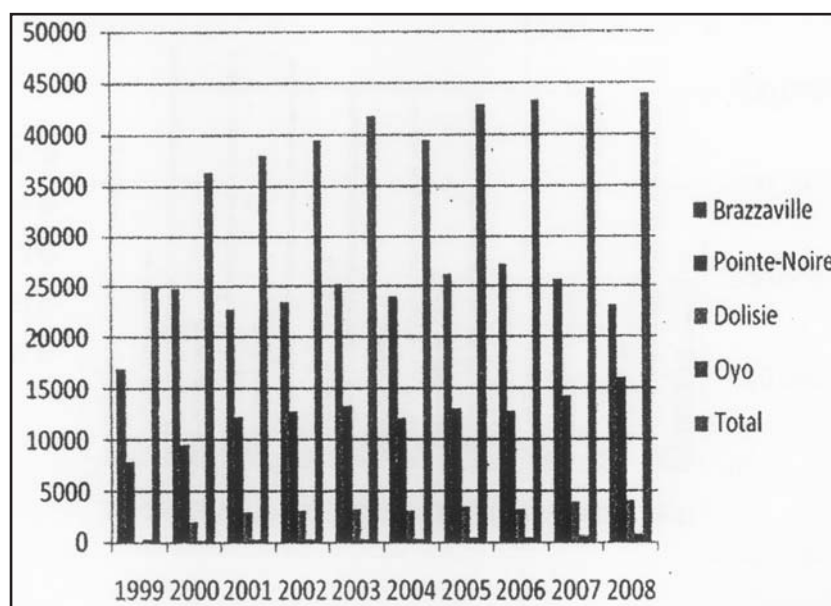
La capacité nominale est de 8.426 m³/h pour un volume d'eau produite en 2007 de 44,36 millions de m³. L'âge moyen des ouvrages de production (usines et forages) dépasse 15 ans. Les dates de mise en service vont de 1954 à 2006.

Sur les dix dernières années, la production des ouvrages de la direction départementale de Brazzaville a contribué à hauteur de 51 % des réalisations, ceux de Pointe-Noire pour 35%, Dolisie 8% et Oyo 6%.

Unité : milliers de m³

Direction départementale	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	16 872	24 742	22 762	23 466	25 210	23 971	26 199	27 094	25 650	23 161
Pointe-Noire	7 817	9 420	12 082	12 639	13 193	11 986	12 899	12 639	14 153	15 960
Dolisie	0	1 987	2 891	3 065	3 161	3 109	3 461	3 254	3 934	4 023
Oyo	227	155	247	306	239	345	400	369	624	738
Total	24 916	36 304	37 982	39 476	41 803	39 411	42 959	43 356	44 362	43 882

Sur la même période, la production d'eau potable a connu une progression régulière, avec un taux moyen de 4,4% pour une production moyenne annuelle de 37,46 millions de m³. Les pics de production ont été enregistrés durant les périodes allant de 2005 à 2007 avec des niveaux de production variant entre 42,96 millions de m³ et 44,36 millions de m³. Des baisses de production ont été constatées en 1999 et 2004.



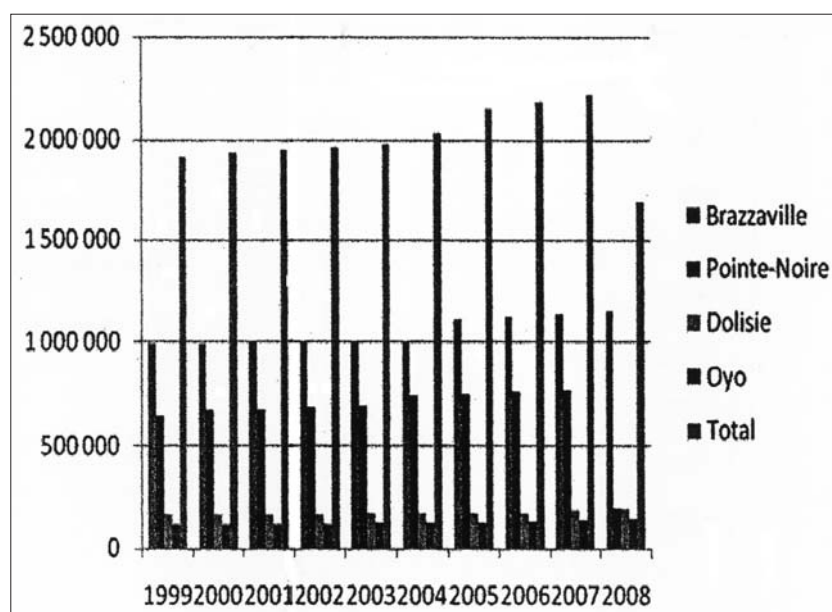
b - Réseau de distribution**Longueur du réseau**

Unité : mètres linéaires

Direction départementale	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	986482	989 022	993820	995 757	998 727	1004 059	1 107605	1117714	1 132 314	1 149
Pointe-Noire	643666	666 760	669624	679485	686034	735153	744 731	755948	764 761	778 Z
Dolisie	166 166	166 166	166 328	170 284	171331	171 972	172 986	175861	185 664	196 3d
Oyo	118481	118561	120389	120389	124 887	124887	127 289	134197	138568	14551
Total	1 914 795	1940 609	1 950161	1965 915	1 980 979	2036 071	2152 611	2 183 720	2221307	2270

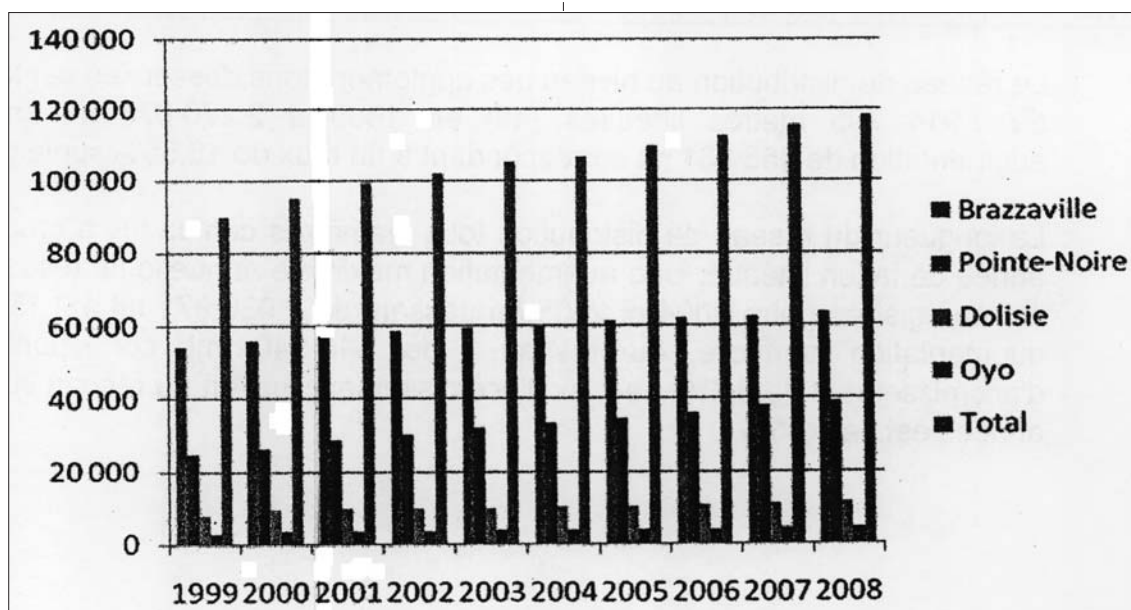
Le réseau de distribution au niveau des agglomérations desservies par la SNDE est passé de 1914 795 mètres linéaires (ml) en 1999 à 2 270 076 ml en 2008, soit une augmentation de 355 281 ml correspondant à un taux de 18,55% sur la période.

La longueur du réseau de distribution tous diamètres confondus a progressé d'année en année de façon linéaire. Une augmentation maximale annuelle du réseau sur la période a été enregistrée entre 2004 et 2005 en passant de 2 036 071 ml à 2 152 611 ml, soit une augmentation annuelle du réseau de 116 540 ml correspondant à un taux d'accroissement de 5,7%. Le taux d'accroissement moyen du réseau sur les dix dernières années est de 1,85%.

**Branchements :**

Le nombre de branchements réalisés est passé de 89 676 en 1999 à 118 276 en 2008, soit une augmentation de 28 620 branchements au cours des dix dernières années ; ce qui correspond à un taux d'accroissement de 31,91 % sur la période décennale.

Direction départementale	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	54 151	55 614	57308	58 371	59 269	59 542	61160	61830	62 576	63 746
Pointe-Noire	24 739	26 181	28 634	30 111	32 033	33 263	34 474	36024	37 760	38 852
Dolisie	7897	9 418	9 624	9 827	9943	10061	10 210	10 543	10 875	11 417
Oyo	2 889	3 553	3598	3658	3 707	3 761	3843	3980	4106	4 281
Total	89 676	94 166	99 164	101 967	104 952	106 627	109 687	112 377	115 317	118 298



c) Aspects commerciaux et financiers

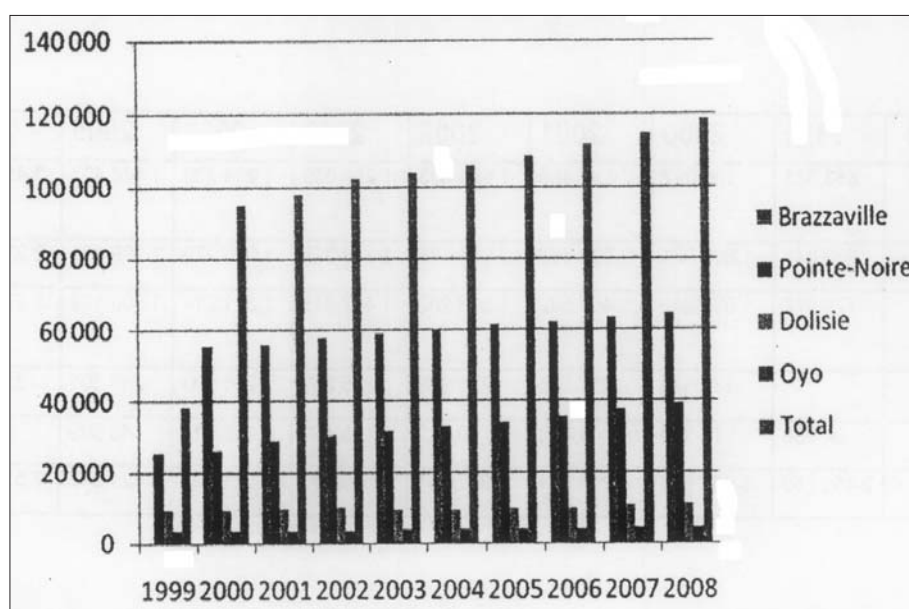
Abonnements :

Au niveau national, le nombre total d'abonnements enregistrés par la SNDE est passé de 92 790 en 1999 à 118 440 en 2008 soit une augmentation de 25 650 abonnés sur les dix dernières années correspondant à un taux d'accroissement de 27,64%.

Le nombre d'abonnements se répartit comme suit :

Direction départementale	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	54 618	55 328	55 576	57 870	59 075	59 535	61 318	62 128	63 019	64 368
Pointe-Noire	25 384	26 281	28 932	30 547	31 521	32 874	33 760	35 310	37 338	38 846
Dolisie	9 417	9 469	9 681	9 970	9 280	9 433	9 602	9 934	10 346	10 930
Oyo	3 371	3 553	3 597	3 671	3 710	3 764	3 848	3 988	4 118	4 296
Total	92 790	94 631	98 786	102 058	103 586	105 606	108 528	111 360	114 821	118 440

En 2008 la répartition des abonnements par département est de 54,35% pour Brazzaville, 32,80% pour Pointe-Noire, 9,22% pour Dolisie et 3,63% pour Oyo.



Evolution du chiffre d'affaires (en milliers de F CFA)

Direction	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Direction Générale	927 260	963 413	1061 805	833 945	786 033	1 083 437	989 509	815 650	797 473	1 271 261
DD Brazzaville	1 865 953	2588 229	3180 162	3 072 412	2 592 312	2 377 275	2 535 181	2 831 196	3 196 188	3 179 164
DD Pointe-Noire	1 324 530	1745 216	1932 203	2 312 741	1 522 120	1 704 893	1 939 897	2 181 877	2 282 181	2 303 247
DD Dolisie	0	148 218	264 297	355 819	171 236	272 413	282 653	366 372	395 864	454 739
DD Oyo	34965	84 356	61 936	57 676	36 597	54 916	57 434	57 075	62 040	73 364
Total	4 152 699	5900 134	6500 403	6 632 595	5 671 493	5 492 935	5 804 674	6 252 170	6 733 745	7 281 775
Taux d'accroissement		42,08%	10,17%	2,03%	-14,49%	-3,15%	5,68%	7,71%	7,70%	8,14%

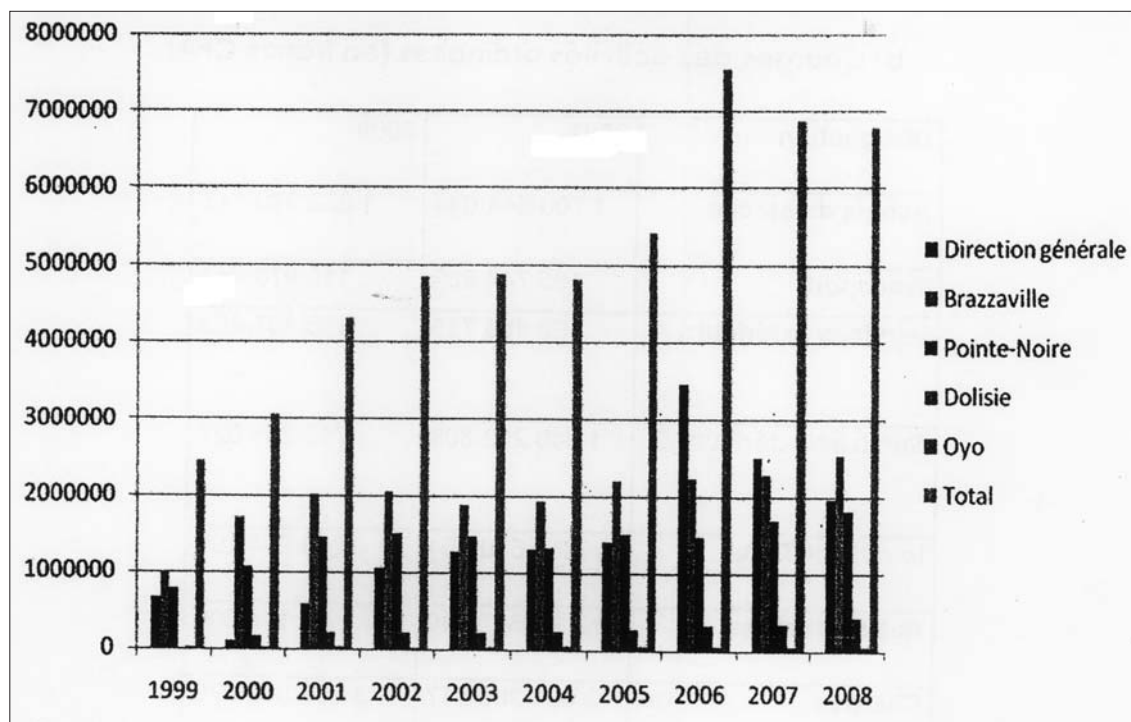
Le chiffre d'affaires de la SNDE est passé de 4 152 699 000 francs CFA en 1999 à 7 281 775 000 francs CFA en 2008, soit une augmentation de 3 129 076 000 francs CFA, ce qui représente un taux d'accroissement de 75,35%.

Le chiffre d'affaires moyen annuel de la période décennale est de 6 042 262 000 francs CFA pour un taux d'accroissement moyen annuel de 7,32%. Le taux d'accroissement annuel du chiffre d'affaires a varié entre 42,08% (1999-2000) et -14,49% (2003-2004).

Evolution des encaissements (en milliers de francs CFA)

Direction	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Direction Générale	663 883	105 097	581 466	1 054 603	1 266 039	1294 230	1 408 407	3 456 178	2 504 529	1 957 517
Brazzaville	983 844	1699 571	2 003 767	2 044 165	1 878 327	1925 279	2 199 831	2 230 574	2 281 781	2 539 830
Pointe-Noire	779 072	1062 246	1 454 532	1 508 282	1 462 845	1 311 214	1 500 199	1 472 928	1 695 106	1 813 876
Dolisie		163 546	217 625	224 999	226 869	235193	267 301	323 992	341 532	417 429
Oyo	24 956	17 226	41 124	19 112	35 490	45 819	45 509	52 952	43 867	55 376
Total	2 451 755	3047 686	4 298 514	4 851 161	4 869 570	4 811 735	5 421 247	7 536 624	6 866 815	6 784 028

Au cours des dix dernières années, les encaissements ont graduellement augmenté avec un pic en 2006.



ELEMENTS DU COMPTE D'EXPLOITATION**a) Produits des activités ordinaires (en francs CFA)**

Désignation	2007	2008
Ventes	6 291 410 574	7 281 774 735
Subventions	0	0
Production Immobilisée	225 344 200	293 726 320
Autres produits	199 883 269	248 418 345
Revenus financiers	0	0
TOTAL	6 716 638 043	7 823 919 400

Les produits des activités ordinaires de la période 2007 à 2008 ont connu une hausse de 1 107 281 357 francs CFA, ce qui représente un taux d'accroissement de 16,49%.

b) Charges de activités ordinaires (en francs CFA)

Désignation	2007	2008
Achats de stocks	1 700 544 044	1 822 978 117
Transport	165 744 909	119 976 441
Services extérieurs A	196 485 735	155 167 483
Services extérieurs B	1 040 213 306	715 255 027
Impôts et Taxes	214 510 704	249 234 190
Autres charges	164 700 000	11 195 000
Charges du personnel	3 691 200 517	3 933 302 670
Frais financiers	30 626 381	32 528 759
Dotation aux amortissements	1 489 174 712	1 459 209 388
TOTAL	8 530 147 308	8 498 847 075

Les charges des activités ordinaires ont baissé de 31 300 233 francs CFA entre 2007 et 2008 soit une diminution de ,37%.

c) Investissements (en francs CFA)

Désignation	2007	2008
Charges immobilisées	0	0
Immobilisations incorporelles	24 459 000	76 439 675
Terrains	0	7 500 000
Bâtiments, installations et agences	704 742 686	588 643 009
Matériel	1 563 337 152	481 919 568
Dépôts et Cautionnement	0	1 276 000
TOTAL	2 292 538 838	1 155 778 252

2.3.1.3 Atouts

Les atouts identifiés sont les suivants :

- l'adoption et la mise en oeuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui sert de base pour la mobilisation des ressources orientées vers la lutte contre la pauvreté par l'amélioration de l'accessibilité à l'eau potable ;
- le processus de restructuration de la gestion du service public de l'eau en cours, visant la remise à niveau des capacités de gestion de la SNDE et à terme la conclusion du partenariat public-privé ;
- la mise en oeuvre en cours, du nouveau cadre juridique tiré du code de l'eau qui créera un environnement institutionnel propice à l'efficacité et à l'efficience et dont les axes majeurs sont :
 - La délégation du service public de l'eau à des opérateurs privés ou publics;
 - La mise en place en cours, des organes de gouvernance de l'eau à savoir :
 - (i) l'organe de régulation du secteur de l'eau ;
 - (ii) le fonds de développement du secteur de l'eau et (iii) le conseil consultatif de l'eau.
- la poursuite de l'effort d'investissement sur fonds propres du budget de l'Etat dans l'amélioration de la desserte en eau des grandes agglomérations du pays ;
- la reprise de la coopération avec les principaux partenaires, notamment la Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale, etc.

2.3.1.4 Contraintes

Les principales contraintes du sous-secteur de l'hydraulique urbaine sont d'ordre organisationnel et technique :

Au plan organisationnel :

- absence de stratégie et plan d'action spécifique ;
- Faiblesse de la capacité opérationnelle de la SNDE ;
- Retard dans la mise en oeuvre des réformes relatives à la libéralisation du secteur de l'eau ;
- Inexistence d'une politique tarifaire garantissant l'équilibre financier du secteur, notamment la couverture des coûts de production et de distribution d'eau ;
- Faiblesse des ressources allouées au sous secteur, en inadéquation avec l'ambition de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- Absence de cadre contractuel de gestion des services Etat - SNDE ainsi que d'indicateurs de performance nécessaires au suivi et évaluation de la gestion opérationnelle du service.

Au plan technique :

- Vétusté des installations de production et de distribution d'eau, et faiblesse de la capacité de production ;
- Faiblesse de la capacité d'entretien des installa-

tions existantes ;

- Faiblesse du taux d'accès des ménages à l'eau potable, particulièrement en zone péri urbaine, ayant pour cause la faiblesse de l'infrastructure de distribution consécutive à l'urbanisation incontrôlée des villes ;
- Faiblesse du taux d'évolution des abonnés avec une moyenne annuelle de 2,6% sur les dix dernières années.

2.3.2 Eau potable en milieu rural

2.3.2.1 Dispositif institutionnel et juridique

En milieu rural, l'alimentation en eau potable relève de la responsabilité de l'Etat qui, à travers le ministère chargé de l'eau, coordonne les actions de mise en place des programmes et d'organisation de la gestion des infrastructures. Ainsi, les services déconcentrés de la direction générale de l'hydraulique sont implantés dans trois départements (Niari - Plateaux, Cuvette) avec entre autre mission, la promotion du développement de l'hydraulique rurale.

Le ministère est aidé dans cette tâche par les organisations de la société civile et les partenaires au développement qui apportent un appui technique et financier à ce sous-secteur, notamment par la mise en place des programmes de construction des infrastructures et l'encadrement des communautés rurales bénéficiaires, impliquées dans la gestion des points d'eau à travers les comités de gestion.

A la suite du constat de faiblesse des capacités des pouvoirs publics dans la prise en charge du sous secteur, il a été mis en place une agence nationale de l'hydraulique rurale créée par loi n°38-2008 du 31 décembre 2008.

2.3.2.2 Situation de l'accès à l'eau potable

En matière d'accès, l'hydraulique rurale n'a pas disposé à ce jour d'un cadre formel de planification et de programmation, ni de vision stratégique explicite. Les tentatives de programmation des investissements au profit de ce sous secteur, engagées par le gouvernement en, rapport avec les objectifs de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et Assainissement (DIEPA) 1981-1990, se sont avérées vaines, faute de financement.

Le parc d'infrastructures dont dispose le pays a été pour l'essentiel réalisé grâce à l'aide de la coopération japonaise et allemande ainsi que celle de l'Unicef.

Ainsi, sur **4269** villages recensés, **655** ouvrages hydrauliques ont été identifiés dont

- 30 mini-adductions d'eau ;
- 358 forages et puits équipés ;
- 131 citernes ou impluviums ;
- 136 sources aménagées.

Le niveau de desserte en milieu rural reste donc très faible et ne dépasse pas 16% à ce jour. La plus gran-

de partie de la population rurale s'approvisionne encore à partir des sources traditionnelles que sont les puits non équipés, les mares, les ruisseaux ainsi que l'eau de pluie. Ces points d'eau mal protégés présentent en conséquence une forte prévalence de certaines pathologies liées à l'eau.

2.3.2.2.1 Atouts

Le sous-secteur dispose de quelques atouts et opportunités :

- les options de la décentralisation qui prévoient le transfert de compétence en matière de promotion et de gestion des services d'hydraulique rurale;
- l'installation en cours de l'agence nationale de l'hydraulique rurale ainsi que du fonds de développement du secteur de l'eau ;
- la mise en œuvre imminente de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, base de la mobilisation de ressources financières orientées vers une réduction des disparités dans les conditions d'accès à l'eau potable ;
- l'émergence d'une société civile susceptible de promouvoir des approches novatrices en matière de gestion de l'eau.

2.3.2.2.2 Contraintes

Les contraintes du sous-secteur hydraulique rurale sont les suivantes :

- absence de cadre stratégique de développement, responsable du tarissement des ressources financières, particulièrement celles en provenance des partenaires au développement ;
- faiblesse de capacités de gestion et d'exploitation des ouvrages, cause principale d'une fonctionnalité non satisfaisante des infrastructures, particulièrement les impluviums qui sont presque tous hors d'usage ;
- inexistence d'un service après-vente de pièces détachées, ce qui constitue un handicap important pour la pérennisation des infrastructures ;
- inexistence d'acteurs privés susceptibles d'accompagner la gestion de l'eau dans les communautés rurales ;
- manque d'accompagnement du processus de décentralisation dans les nouvelles missions de promotion du service de l'eau au niveau local ;
- absence de données sur le potentiel et les besoins en eau des populations rurales, indispensables pour une meilleure programmation des investissements.

3. Sous-secteur assainissement

3.1 Assainissement urbain

3.1.1 Situation actuelle

3.1.1.1 Dispositif institutionnel et juridique

De façon formelle, les responsabilités en matière d'assainissement sont réparties comme suit :

- le ministère en charge de l'environnement assure en la matière : (i) la coordination des actions de lutte contre la pollution ; (ii) la gestion des déchets ; (iii) l'assistance aux mairies et autres institutions pour la réalisation des projets d'assainissement ;
- le ministère en charge de l'eau élabore les études et réalise les projets d'assainissement;
- le ministère en charge de la santé met en œuvre la politique nationale en matière d'hygiène générale et d'assainissement ;
- le ministère en charge de l'urbanisme et de l'habitat a entre autres missions : (i) la préparation des programmes relatifs aux schémas d'aménagement et d'urbanisme ; (ii) la définition et la mise en œuvre des actions d'aménagement foncier et d'urbanisme opérationnel ;
- les services municipaux des principales villes interviennent dans la maîtrise d'ouvrage des grands travaux d'assainissement collectif ;
- les ONG nationales et les partenaires au développement axent leur intervention dans l'encadrement, l'appui technique et financier, particulièrement dans le domaine de la collecte et du traitement des ordures ménagères et déchets industriels ;
- le secteur privé intervient sur la base contractuelle, dans le traitement et le ramassage des déchets solides, notamment à Brazzaville et Pointe noire.

Ce cadre institutionnel qui traduit un chevauchement notoire de rôles et une absence de coordination des actions est source d'inertie et condamne la promotion du sous secteur de l'assainissement. Il y a donc nécessité de clarifier les compétences des différents intervenants et d'engager une meilleure redistribution des missions gouvernementales.

Sur le plan juridique, quelques textes législatifs font une évocation allusive de l'assainissement sans pour autant fixer dans sa globalité le cadre juridique spécifique au sous-secteur. Il s'agit :

- du Code l'eau
- de la loi portant protection de l'environnement ;
- de la loi portant transfert de compétences aux collectivités locales.

La réglementation du sous-secteur de l'assainissement reste donc à élaborer.

3.1.1.2 Situation de l'accès

- Eaux usées et excréta

Les eaux produites par les unités industrielles, les principaux établissements hôteliers et centres hospitaliers des grandes agglomérations, notamment Brazzaville et Pointe-Noire, sont rejetées sans traitement dans le milieu naturel parce que les stations d'épuration sont hors d'usage depuis de nombreuses années.

Les eaux usées ménagères (cuisine et douche) sont

rejetées dans des puits perdus, dans les caniveaux adjacents à la parcelle ou directement sur le sol de la chaussée voire directement dans la parcelle elle-même. Seuls 14% des habitants rejettent ces effluents dans un dispositif de type puisard.

Les excréta ont pour destination des fosses creusées dans les parcelles et vidangées artisanalement, d'autres sont abandonnées pour de nouvelles fosses creusées à quelques mètres. Il est à noter que la vidange des matières de vidanges des fosses et leur restitution dans le milieu naturel (rivières, caniveaux, sites de dépotage improvisés) ne font que déplacer le phénomène en le rendant encore plus aigu à son point d'arrivée.

Le taux d'accès en assainissement individuel urbain adéquat (wc avec chasse d'eau et latrines améliorées) est de l'ordre de 10,5%. Le reste des infrastructures, soit 89,5% est constitué de latrines non conventionnelles.

- Eaux pluviales

L'évacuation des eaux de ruissellement constitue un des problèmes majeurs des principales agglomérations du pays, compte tenu de l'insuffisance et de l'état défectueux du réseau de drainage. La dégradation des sites urbains dans les quatre (4) principales villes du pays par l'érosion hydrique prend une dimension inquiétante et son impact sur les réseaux de distribution d'eau, le transport et l'habitat est impressionnant. Celle-ci est favorisée par la nature argilo sableuse des sols, l'accroissement des surfaces imperméabilisées, l'importance des pentes et le manque d'entretien des installations existantes.

Les inondations sont fréquentes dans certains quartiers de Brazzaville, comme Ouenzé et Moungali, compte tenu de la topographie des terrains et de la faible profondeur de la nappe phréatique.

La ville de Pointe-Noire ne dispose que d'un embryon de système de drainage, d'une longueur d'environ 41 km, mis en place dans les années 1950. Il ne couvre que le centre ville (l'arrondissement n° 1, Lumumba) et une partie de l'arrondissement n°2, Mvoumvou. Il est constitué essentiellement de buses enterrées et de drains en béton armé qui débouchent sur l'océan atlantique et dans la rivière Songolo qui traverse le périmètre urbain. Ces ouvrages très ensablés ou complètement obstrués ont une débitance limitée. Les ouvrages à ciel ouvert sont le réceptacle des eaux vannes (wc) et ménagères facteur de pollution. Les bas fonds urbanisés de manière anarchique sont le lieu d'inondations et de crues qui s'accompagnent de dégâts importants aux habitations riveraines.

- Déchets solides

Le niveau de collecte des ordures ménagères reste très faible dans les principaux centres urbains du pays et en particulier à Brazzaville et Pointe-Noire où moins de 10% des ordures produites sont évacuées.

En effet, quand les déchets domestiques ne sont pas enterrés dans les parcelles d'habitation, ils sont collectés par des artisans « pousse-pousseurs » qui les transportent dans des chariots rudimentaires vers des décharges sauvages réparties sur le territoire communal, les ruisseaux ou marigots, les ravins d'érosion et les zones marécageuses.

Les faibles moyens de la municipalité de Brazzaville ne permettent que d'enlever environ, 20m³/j sur une production estimée à 450m³/j, soit moins de 5% des ordures produites.

A Pointe-Noire, le concessionnaire des décharges ne collecte que 20m³/j de déchets ménagers sur une production totale estimée à 300 m³/j, soit un taux de desserte de 7%.

Les faibles capacités de gestion du secteur, le bas niveau de service de collecte et l'absence de décharges aménagées pour les déchets solides industriels et/ou toxiques, ont une incidence négative sur la qualité de l'environnement et sur la santé des populations, en particulier celle des enfants.

3.1.2 Atouts

Les atouts et opportunités identifiés sont les suivants :

- Présence de quelques ONG, associations et acteurs du secteur privé possédant un savoir-faire dans le domaine ;
- Existence de quelques expériences pilotes, particulièrement dans la collecte et le traitement des déchets solides ;
- Intérêt de plus en plus marqué pour le sous-secteur par plusieurs partenaires du développement (Banque Africaine de Développement, Agence Française de Développement, PNUD, Union Européenne, Unicef, etc.).

3.1.3 Contraintes

Les principales contraintes de l'assainissement en milieu urbain sont :

- Absence de lisibilité du cadre gouvernemental de promotion de l'assainissement, avec pour corollaire le manque de coordination des actions de différents intervenants ;
- Absence de stratégie sous sectorielle ;
- Faiblesse de capacités des administrations concernées dans la promotion du sous-secteur ;
- Absence d'un cadre juridique adéquat de gestion opérationnelle des infrastructures ;
- Inapplication de schémas directeurs d'assainissement des eaux pluviales pour la majorité des grandes villes ;
- Absence du sous secteur dans la nomenclature du budget national avec pour conséquence la dilution et la faiblesse des allocations budgétaires ;
- Inexistence du dispositif de sensibilisation, d'éducation et de communication sur les questions d'assainissement et d'hygiène du milieu.

3.2 Assainissement rural

3.2.1 Situation actuelle

3.2.1.1 Dispositif Institutionnel et juridique

Il n'existe pas un cadre organisationnel et juridique propre à l'assainissement rural. Les services d'hygiène générale implantés dans les chefs-lieux de départements et les communes essaient de faire la promotion de l'hygiène du milieu en zone rurale, avec des résultats mitigés en raison de la faiblesse de leurs capacités d'intervention.

Il en est de même des directions départementales de l'hydraulique qui ont la responsabilité de suivre l'exécution des travaux d'équipement ainsi que la gestion des ouvrages d'assainissement.

3.2.1.2 Situation de l'accès

En milieu rural, le taux de couverture en assainissement individuel adéquat constitué par le système d'évacuation des excréta est de l'ordre de 0,4% ; le reste des infrastructures concerne les latrines non conventionnelles ; plus de 17% des ménages ont recours à la défécation dans la nature.

Quelques programmes d'assainissement individuel soutenus par des partenaires au développement ont été engagés : (i) la coopération allemande (projet SANIPLAN) pendant la décennie 1980; (ii) l'Unicef en 2005 dans le département du Pool.

Par ailleurs, l'utilisation de systèmes d'évacuation des eaux usées ménagères est quasi inexistante.

Le principal enjeu pour l'assainissement rural reste donc à ce jour l'absence d'alternatives aux pratiques traditionnelles considérées comme non hygiéniques dans le système de référence défini par l'Unicef et l'OMS et dont l'incidence sur la morbidité et la mortalité n'est pas maîtrisée.

3.2.2 Atouts

Les principaux atouts de l'assainissement rural sont :

- Présence d'acteurs de la société civile et du secteur privé possédant un savoir-faire ;
- Intérêt marqué des partenaires au développement.

3.2.3 Contraintes

Les principales contraintes de l'assainissement rural sont les suivantes :

- Absence de cadre de planification et de programmation spécifique en milieu rural ;
- Inaccessibilité des ménages ruraux au système d'assainissement adéquat, compte tenu du coût élevé de travaux de construction dudit système ;
- Lenteur dans la mise en œuvre des orientations du cadre législatif de la décentralisation, notamment sur le transfert des compétences aux collec-

tivités locales en matière d'assainissement ;

- Absence de dispositif d'Information, d'Education et de Communication (IEC) en matière de santé et d'hygiène.

4 Recommandations pour le sous-secteur de l'eau

4.1 Recommandations de maintien

La poursuite de la mise en œuvre d'un cadre institutionnel et juridique cohérent est une en priorité dans l'organisation du sous-secteur de l'eau et notamment l'installation effective des agences de régulation, d'hydraulique rurale et du fonds de développement du secteur de l'eau.

Le soutien de l'Etat au secteur de l'eau s'effectuera à travers le financement des activités de réhabilitation des infrastructures existantes et de construction de nouvelles infrastructures. Tous les efforts de restructuration viseront l'assainissement de l'opérateur public et tendront à la réalisation de l'équilibre financier du sous secteur.

4.2 Recommandations de renforcement

Les capacités des acteurs du sous secteur devront être renforcées sur les plans organisationnel, humain et financier. Il faudra achever la construction des infrastructures de production et de distribution d'eau potable et poursuivre la mise en œuvre du programme de construction de nouveaux ouvrages.

Au plan juridique et financier, les actions de mise en conformité avec la réglementation en vigueur et la certification des états financiers dans les délais requis constituent une réelle force de négociation avec les différentes parties prenantes.

Dans le cadre de la gestion des ressources en eau, il faudra élaborer et mettre en place un système d'information et de communication de l'eau et oeuvrer pour la réalisation du transfert de compétence dans le domaine de l'eau aux collectivités locales dès lors qu'elles auront acquis les capacités de gestion nécessaires.

4.3 Recommandations de rupture

Pour garantir la pérennité, l'accessibilité et la qualité du service public de l'eau tant en milieu urbain que rural, il est nécessaire de rompre avec la navigation à vue actuelle.

4.4 Recommandations pour le sous secteur assainissement

La définition du cadre institutionnel et juridique de l'assainissement s'avère d'une nécessité impérieuse. A cet effet, il est logique d'attribuer le leadership de l'assainissement au département ministériel en charge de l'eau, pour éviter la dispersion des responsabilités et des chevauchements dans les interventions. L'élaboration du code de l'assainissement est une priorité pour mettre un terme au vide juridique

actuel.

Il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs institutionnels, associatifs et privés qui interviennent : (i) dans la vulgarisation des techniques adaptées à faible coût ; (ii) dans la mise en oeuvre des projets et (iii) dans la promotion de l'éducation à l'hygiène et à l'assainissement.

Les mécanismes de financement adaptés au sous-secteur assainissement susceptibles d'emporter l'adhésion des partenaires au développement devront être élaborés et mis en application pour permettre : (i) le développement des systèmes collectifs d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales en milieu urbain ; (ii) la promotion de l'hygiène individuelle et collective, et l'assainissement de base en milieu rural.

LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

SOMMAIRE

1 Introduction

2 Cadre général du secteur

2-1 Rappel historique

2-1-1 Pour l'eau

2-1-2 Pour l'assainissement

2-2 Situation actuelle de l'eau et de l'assainissement

2-2-1 Ressources en eau

2-2-2 Gestion des ressources en eau

2-2-3 Eau potable

2-2-3-1 Eau potable en milieu urbain

2-2-3-2 Eau potable en milieu rural

2-2-4 Assainissement

2-2-4-1 Assainissement en milieu urbain

2-2-4-2 Assainissement en milieu rural

3 Politique sectorielle de l'eau et assainissement

3-1 Fondement de la politique

3-1-1 Vision

3-1-2 Enjeux

3-1-3 Cadre juridique et institutionnel

3-1-4 Cadre de cohérence

3-2 Objectifs

3-2-1 Objectif global

3-2-2 Objectifs spécifiques

3-2-2-1 Gestion des ressources en eau

3-2-2-2 Satisfaction de la demande en eau potable

3-2-2-3 Accès aux services d'assainissement

3-3 Orientations stratégiques

3-3-1 Gestion des ressources en eau

3-3-2 Satisfaction de la demande en eau potable

3-3-3 Accès aux services d'assainissement

4 Cadre de mise en œuvre

4-1 Composantes du programme

4-1-1 Gestion des ressources en eau

4-1-2 Satisfaction de la demande en eau potable

4-1-3 Accès aux services d'assainissement

4-2 Cadre institutionnel et planification des actions

4-3 Financement

4-4 Programme d'investissement 2009-2011

Annexe

Sigles et abréviations

AMCOW : Conseil des Ministres africains en charge de l'eau

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CNEA : Comité National de l'Eau et de l'Assainissement

CICOS : Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha

DSRP : Document stratégique de Réduction de la Pauvreté

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

NEPAD : Nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PIPC : Programme Intérimaire Post Conflit

PNAE : Plan National d'Action pour l'Environnement

PNEA : Programme National de l'Eau et de l'Assainissement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

SNDE : Société Nationale de Distribution d'Eau

SMDD : Sommet Mondial sur le Développement Durable

1 Introduction

La politique pour l'eau et l'assainissement vise, au regard du nouvel environnement juridique et institutionnel né de la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau, à traduire en programme du gouvernement, l'engagement N°6 contenu dans le projet de société du Président de la République, la Nouvelle Espérance, à savoir : « *réduire la pauvreté en rendant accessible au plus grand nombre des congolais, l'eau potable qui doit cesser d'être une denrée rare au Congo.* »

La République du Congo s'est engagée dans un processus de lutte contre la pauvreté, après les conflits armés récurrents des années 90 qui ont détérioré les conditions de vie des populations et détruit le tissu économique. Pour mettre en œuvre cet engagement, le gouvernement a approuvé le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) devant servir de référence pour les orientations stratégiques des différents secteurs dont celui de l'eau et de l'assainissement.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente lettre de politique sectorielle dont l'instrument pour sa mise en œuvre sera le Programme National de l'Eau et de l'Assainissement, destiné à contribuer à l'atteinte par le Congo des objectifs de réduction de la pauvreté que la communauté internationale s'est fixés à l'horizon 2015.

Cette lettre de politique sectorielle expose d'abord le cadre général de l'eau et assainissement, ensuite les objectifs et orientations stratégiques de la politique, et enfin les programmes, projets et plans d'actions.

2. CADRE GENERAL DU SECTEUR

2-1 Rappel historique

Les principales étapes historiques ayant conduit à la formulation des stratégies pour le secteur de l'eau et de l'assainissement sont les suivantes :

2-1-1 Pour l'eau.

• **1981-1990** : Adoption et mise œuvre d'une stratégie nationale en matière d'accès à l'eau potable en rapport avec la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DIEP). Cette stratégie était basée sur la planification et la réalisation des infrastructures d'approvisionnement en eau potable aussi bien en milieu urbain que rural ;

• **1994-2002** : Mise en œuvre du programme d'ajustement structurel avec le soutien de la Banque Mondiale et de l'Agence Française de Développement. Ce programme prévoyait des réformes sectorielles dont celle de l'eau. Dans le cadre de cette réforme, l'Etat concentrait son action dans les fonctions de planification/régulation/contrôle, la gestion opérationnelle des services étant assurée dans des conditions de nature à favoriser le recours à l'initiative privée sous la forme de délégation. Ce processus a été interrompu du fait des troubles sociopolitiques ;

• **Juin 1998** : Relance du programme d'ajustement structurel à travers le Programme Intérimaire Post-Conflict (PIPC) ;

• **Juillet 2001** : Adoption par le Gouvernement d'une lettre de politique sectorielle. L'objectif majeur était l'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations tant en milieu urbain que rural, dans les meilleures conditions de prix, de quantité et de qualité ;

• **2003** : Adoption de la loi n°13-2003 du 10 avril 2003, portant code de l'eau. Ce nouveau cadre législatif a introduit les principales innovations suivantes :

- Recentrage du rôle de l'Etat à la définition de la politique de développement, à la planification et à la régulation sectorielle ;
- Délégation de l'exercice de l'activité du service public de l'eau à une ou plusieurs personnes morales de droit privé sous forme de concession, d'affermage ou de régie ;
- Mise en place d'un organe de régulation pour le suivi et le contrôle des activités des délégataires ;
- Institution d'un fonds national de développement du secteur de l'eau ;
- Institution du conseil consultatif de l'eau pour une gestion globale, intégrée et concertée des ressources en eau ;
- Mise en place d'un dispositif juridique de répression des infractions.

2-1-2 Pour l'assainissement.

• **1994** : Adoption du Plan National d'Action pour

l'Environnement (PNAE) qui a identifié parmi les priorités d'action de premier rang :

- L'éradication des érosions dues à l'eau dans les grandes villes ;
- L'évacuation des eaux pluviales dans les grandes cités ;
- Le traitement des eaux usées et des déchets solides dans les villes.

• **2005** : Elaboration de la politique nationale de la santé et de l'environnement ayant retenu la salubrité de l'environnement dans son ensemble comme l'un des axes prioritaires d'intervention.

2-2 Situation actuelle de l'Eau et de l'Assainissement

L'évolution du secteur et les nouveaux engagements du gouvernement ont rendu nécessaire l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique d'orientation pour la mise en valeur durable et des ressources en eau du Congo en vue de satisfaire les besoins de base des populations et d'assurer le développement économique et social du pays, dans le respect de son environnement.

2-2-1 Ressources en Eau

Disposant d'un potentiel de 88.196 m³ par an et par habitant, le Congo possède d'abondantes ressources en eau qui le classent dans le groupe des pays dits à « ressources en eau pléthoriques ». Constituées des eaux de surface et des eaux souterraines, les ressources en eau du Congo sont réparties comme suit :

- Les eaux de surface drainées principalement par deux grands bassins fluviaux, notamment : le bassin du fleuve Congo (230 000 km², avec un module de 41 700 m³/seconde) et le bassin du Kouilou - Niari (56 000 km² avec un module de 930m³/seconde) ;
- Les eaux souterraines constituées de deux ensembles géologiques qui sont : (i) les aquifères généralisés de la cuvette congolaise et du bassin sédimentaire côtier (230 000 km²); (ii) les aquifères discontinus, représentés par les séries du sédimentaire ancien et les roches cristallines et cristallophylliennes du précambrien inférieur pour une superficie totale de 112 000 km²;
- Les prélèvements d'eau les plus importants sont effectués pour satisfaire les besoins domestiques (69%), industriels (22%) et agricoles (9%).

2-2-2 Gestion des ressources en Eau

Au plan organisationnel, la gestion des ressources en eau est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique qui définit la politique en la matière et en assure la mise en œuvre. Il est secondé par d'autres ministères dont les activités ont une implication directe sur les ressources. Les organisations de la société civile et le secteur privé sont aussi

des acteurs majeurs du secteur. Enfin, les organismes d'aide multilatérale et bilatérale jouent un rôle essentiel par le soutien technique et/ou financier qu'ils apportent au secteur.

En ce qui concerne la coordination sectorielle, le cadre institutionnel formel a été jusqu'ici le Comité National de l'Eau et de l'Assainissement (CNEA) institué par décret n° 86/894 du 6 août 1986 et qui n'a jamais été opérationnel.

En matière de planification, il n'existe donc pas à ce jour un plan d'action national d'aménagement et d'utilisation des ressources en eau.

Au plan juridique, les textes réglementaires portant application du Code de l'eau, en cours d'approbation, permettront de traduire en disposition juridique les orientations stratégiques du Gouvernement dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

Les contraintes relevées en matière de gestion des ressources en eau sont les suivantes :

- absence de politique nationale clairement formulée et partagée par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux ;
- faiblesse de la maîtrise de la gestion des ressources en eau ;
- inexistence d'un système d'information ainsi que d'une base de données sur le secteur ;
- faiblesse des moyens humains et matériels des services de l'administration en charge du secteur .

En dépit de ces contraintes précitées, le Congo dispose de quelques atouts en matière de gestion des ressources en eau, notamment :

- le fort potentiel en eau dont dispose le pays, qui n'est exploité qu'à hauteur de 13% ;
- la volonté politique affirmée par Son Excellence Monsieur le Président de la République à travers les douze engagements contenus dans la Nouvelle Espérance situant la question de l'eau soit au centre des engagements (3, 4, 6, 11, 12), soit bénéficiaire direct des mesures préconisées (3, 5, 8, 9) ;
- le cadre juridique favorable aux changements structurels du secteur ;
- la mise en place de plusieurs cadres de concertation regroupant les acteurs étatiques et non étatiques du secteur.

2-2-3 Eau potable

2-2-3-1 Eau potable en milieu urbain

L'eau potable en milieu urbain relève de la responsabilité de l'Etat à travers ; l'administration centrale, les services déconcentrés et l'opérateur SNDE. Toutefois il faut noter l'émergence d'un secteur privé local qui s'investit particulièrement dans la production de l'eau minérale.

La Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE) est l'organisme public ayant en charge, au terme de la loi n°5/67 du 15 juin 1967, la production, le

transport, la distribution et la commercialisation de l'eau potable sur l'ensemble du territoire national.

Ce monopole de fait est remis en cause par la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau qui prévoit à son article 51 « *de faire assurer le service public de l'eau dans les conditions de nature à favoriser le recours à l'initiative privée et l'instauration d'un régime de concurrence* ».

Dans le cadre de la mise en oeuvre des engagements contenus dans la lettre de politique sectorielle de juillet 2001, le gouvernement a lancé en janvier 2002, la restructuration du service public de l'eau qui a débouché sur la mise en concession de la Société Nationale de Distribution d'Eau au profit de la société de droit anglais dénommée BIWATER PIC. L'échec des négociations portant sur la convention d'exploitation n'a pas permis aux deux parties de concrétiser le contrat et la mise en concession de la SNDE a été annulée par décret n° 2006-642 du 30 octobre 2006.

En attendant l'aboutissement de la restructuration du service public de l'eau en cours, la SNDE poursuit de fait l'exercice du monopole de production et de distribution de l'eau en milieu urbain avec des résultats mitigés qui se traduisent par les principaux indicateurs ci après :

- i) Taux d'accès estimé 47% pour l'ensemble des agglomérations desservies par l'opérateur public;
- ii) Taux de pertes techniques du réseau de distribution évalué à 30% ;
- iii) Au plan financier, le résultat net d'exploitation est globalement déficitaire depuis 2000 avec un solde cumulé négatif cumulé de 1,362 milliards de FCFA. Ce qui ne permet pas à l'entreprise de dégager une marge d'autofinancement de sa croissance en dehors des subventions et prêts extérieurs.

De manière générale, la SNDE est une entreprise en difficulté ; ce qui nécessite la mise en oeuvre urgente de la restructuration du service public de l'eau en milieu urbain.

Malgré ce tableau sombre, l'Etat consent depuis 2002 des efforts considérables pour améliorer la desserte en eau des principales agglomérations du pays, notamment à Brazzaville, Pointe Noire et Dolisie, mais aussi pour construire de nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable (SAEP) dans les villes secondaires dans le cadre des travaux de la municipalisation accélérée.

Pour la période allant de 2001 à 2006, les investissements réalisés dans le sous-secteur de l'hydraulique urbaine sur fonds propres du budget de l'Etat s'élèvent à 12,5 milliards de FCFA.

Contraintes

Les principales contraintes organisationnel et technique du sous-secteur de l'hydraulique urbaine sont d'ordre organisationnel et technique :

Au plan organisationnel :

- Absence de stratégie et de plan d'actions spécifiques au sous secteur ayant pour conséquence majeure l'interruption des appuis financiers et/ou techniques des partenaires au développement depuis plus de dix ans;
- Faiblesse de la capacité opérationnelle de la SNDE ;
- Absence de modèle économique susceptible de garantir l'équilibre financier du secteur ;
- Absence de cadre contractuel de gestion des services Etat - SNDE.

Au plan technique :

- Vétusté des installations d'exploitation pour la production et la distribution de l'eau et faible capacité de production ;
- Absence de politique de renouvellement des équipements ;
- Faiblesse de la capacité d'entretien des installations existantes ;
- Faiblesse du taux d'accès des ménages à l'eau potable, particulièrement en zone périurbaine avec pour cause la faiblesse de l'infrastructure de distribution consécutivement à l'urbanisation incontrôlée des villes ;
- Faible taux d'évolution des abonnés avec une moyenne annuelle de 2,6% sur les dix dernières années.

Atouts et opportunités

Les atouts et opportunités du sous-secteur sont les suivants :

- L'adoption du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui sert de base à la mobilisation des ressources orientées vers la lutte contre la pauvreté par l'amélioration de l'accessibilité à l'eau potable.
- Le processus de restructuration de la gestion du service public de l'eau en cours, visant la remise à niveau des capacités de gestion de la SNDE et à terme la conclusion du partenariat public privé.
- La mise en œuvre en cours, du nouveau cadre juridique tiré du code de l'eau créera un environnement institutionnel propice à l'efficacité et l'efficience.
- La poursuite de l'effort d'investissement sur fonds propres du budget de l'Etat dans l'amélioration de la desserte en eau des grandes agglomérations du pays.
- La reprise de la coopération avec les principaux partenaires, notamment la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque mondiale.

2-2-3-2 Eau potable en milieu rural

L'alimentation en eau potable relève de la responsabilité de l'Etat qui, à travers le ministère chargé de l'eau, coordonne les actions de mise en place des programmes ainsi que l'organisation de la gestion des infrastructures.

Le ministère est assisté dans ces missions par les organisations de la société civile et les partenaires au développement qui apportent un appui technique et

financier à ce sous secteur, notamment par la mise en place des programmes de construction des infrastructures et d'encadrement des communautés rurales bénéficiaires, impliquées dans la gestion des points d'eau à travers les comités de gestion.

Face à ce constat de faiblesse d'intervention des pouvoirs publics dans la prise en charge du sous secteur, le gouvernement a mis en place l'agence nationale de l'hydraulique rurale chargée de la promotion et du développement de l'hydraulique rurale. En matière d'accès, l'hydraulique rurale ne dispose pas à ce jour d'un cadre formel de planification et de programmation. Les tentatives de programmation des investissements au profit de ce sous secteur, engagées par le gouvernement en rapport avec les objectifs de la DIEPA (1981-1990), se sont avérées vaines, faute de financement. Le parc des infrastructures dont dispose le pays a été pour l'essentiel réalisé grâce à l'aide de la coopération japonaise et allemande ainsi que celle de l'Unicef. Ainsi, sur 4269 villages recensés, 655 ouvrages hydrauliques ont été réalisés. Le niveau de desserte en milieu rural reste donc très faible et ne dépasse pas 15% en 2008. La plus grande partie de la population rurale s'approvisionne encore à partir des sources traditionnelles, notamment les puits non équipés, les ruisseaux ainsi que l'eau de pluie.

Les contraintes du sous-secteur hydraulique rurale sont les suivantes :

- Absence de cadre stratégique de développement qui a pour entre autres conséquences, un déficit de mobilisation des ressources financières particulièrement celles en provenance des partenaires au développement ;
- Faiblesse de capacité de gestion, d'exploitation et de maintenance des ouvrages ;
- Absence d'acteurs privés susceptibles d'accompagner la gestion de l'eau dans les communautés rurales ;
- Manque d'accompagnement du processus de décentralisation dans les nouvelles missions de promotion du service de l'eau au niveau local ;
- Retard dans la mise en place du processus de décentralisation dans les nouvelles missions de promotion et développement de l'hydraulique rurale ;
- Faible disponibilité de données sur le potentiel et les besoins en eau des populations rurales, indispensable pour une meilleure programmation des investissements.

Le sous-secteur dispose de quelques atouts et opportunités suivants :

- Les options de la décentralisation qui prévoient le transfert de compétences en matière de promotion et de gestion des services ;
- L'installation en cours de l'agence nationale de l'hydraulique rurale, de l'organe de régulation du secteur de l'eau, du fonds de développement sectoriel, des agences de bassins hydrographiques ainsi que la poursuite du déploiement des services déconcentrés de l'administration en charge de l'eau ;

- L'émergence d'une société civile à même de promouvoir des approches novatrices en matière de gestion de l'eau.

2-2-4 Assainissement.

2-2-4-1 Assainissement en milieu urbain

De façon formelle, les responsabilités en matière d'assainissement sont réparties comme suit :

- le ministère chargé de l'environnement qui assure en la matière : (i) la coordination des actions de lutte contre la pollution ; (ii) la gestion des déchets ; (iii) l'assistance aux mairies et autres institutions pour la réalisation des projets d'assainissement ;
- le ministère chargé de l'eau qui a la mission de concevoir et réaliser les projets d'assainissement ;
- le ministère chargé de la santé qui met en œuvre la politique nationale en matière d'hygiène générale et d'assainissement ;
- le ministère chargé de l'urbanisme et de l'habitat qui a entre autres missions : (i) la préparation des programmes relatifs aux schémas d'aménagement et d'urbanisme ; (ii) la définition et la mise en œuvre des actions d'aménagement foncier et d'urbanisme opérationnel
- les services municipaux des principales villes qui interviennent dans la maîtrise d'ouvrage des grands travaux d'assainissement collectif ;
- les ONG nationales et les partenaires au développement qui interviennent dans l'encadrement, l'appui technique et financier, particulièrement dans le domaine de la collecte et du traitement des ordures ménagères et déchets industriels ;
- le secteur privé qui intervient sur une base contractuelle, dans le traitement et le ramassage des déchets solides, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire.

Le cadre institutionnel actuel qui se traduit par un chevauchement de rôles et une absence de coordination des actions est source d'inertie et condamne la promotion du sous secteur de l'assainissement. Il y a donc nécessité de clarifier les compétences des différents intervenants et d'engager une meilleure redistribution des missions gouvernementales.

Sur le plan juridique, quelques textes législatifs font une évocation allusive de l'assainissement sans pour autant fixer dans sa globalité le cadre juridique spécifique au sous secteur. Il s'agit (i) de la loi portant code de l'eau ; (ii) de la loi portant protection de l'environnement ; (iii) de la loi portant transfert de compétences aux collectivités locales. La réglementation du sous-secteur de l'assainissement reste donc à élaborer.

En matière d'accès aux services d'assainissement en milieu urbain, la situation se présente comme suit :

- Eaux usées et excréta

Les eaux usées provenant des unités industrielles,

des principaux établissements hôteliers et les principaux centres hospitaliers sont rejetées sans traitement dans le milieu naturel parce que les stations d'épuration, lorsqu'elles existent, sont hors d'usage depuis de nombreuses années.

Les eaux usées ménagères sont rejetées essentiellement dans la cour et sur les voies du domaine public et seulement 14% des ménages rejettent ces effluents dans un dispositif de type puisard.

En matière de gestion des excréta, le taux d'accès en assainissement individuel urbain adéquat (WC avec chasse d'eau et latrines améliorées) est de l'ordre de 10,5%. Le reste des infrastructures, soit 89,5% est constitué de latrines non conventionnelles.

- Eaux pluviales

L'évacuation des eaux de ruissellement constitue un des problèmes majeurs des principales agglomérations du pays, compte tenu de l'insuffisance et de l'état défectueux du réseau de drainage. La dégradation des sites urbains dans les quatre (4) principales villes du pays par l'érosion hydrique prend une dimension inquiétante et son impact sur les réseaux de distribution d'eau potable, le transport et l'habitat est préoccupant.

Les inondations sont fréquentes dans certains quartiers de Brazzaville, compte tenu de la topographie des terrains et de la faible profondeur de la nappe phréatique.

- Déchets solides

Le niveau de collecte des ordures ménagères reste très faible dans les principaux centres urbains du pays et en particulier à Brazzaville et à Pointe-Noire où moins de 10% des ordures produites sont évacuées.

Les faibles moyens de la Municipalité de Brazzaville ne permettent que d'enlever environ 20m³/j sur une production estimée à 450m³/j, soit moins de 5% des ordures produites.

A Pointe-Noire, le concessionnaire des décharges ne collecte que 20m³/j de déchets ménagers sur une production totale estimée à 300 m³/j, soit un taux de desserte de 7%.

Les principales contraintes de l'assainissement en milieu urbain :

- inexistence d'un document de stratégie et de politique nationale pour l'hygiène et l'assainissement ;
- inexistence d'une institution leader pour l'hygiène et l'assainissement et manque de coordination des actions des différents intervenants ;
- insuffisance des ressources humaines et matérielles ;
- faiblesse du cadre juridique de gestion opérationnelle des infrastructures ;

- absence du sous secteur dans la nomenclature du budget national avec pour conséquence la dilution et la faiblesse des allocations budgétaires ;
- absence d'un dispositif de sensibilisation, d'éducation et de communication sur les questions d'assainissement et d'hygiène du milieu.

2-2-4-2 Assainissement en milieu rural

Il n'existe pas un cadre organisationnel et juridique propre à l'assainissement en milieu rural.

Le taux de couverture en assainissement individuel adéquat en milieu rural, notamment les systèmes d'évacuation des excréta, est de l'ordre de 0,4% ; environ 80% des infrastructures sont constituées de latrines non conventionnelles ; plus de 17% des ménages ont recours à la défécation dans la nature.

Les principales contraintes de l'assainissement en milieu rural sont les suivantes :

- absence d'un cadre de planification et de programmation spécifique ;
- coût élevé de construction du système d'assainissement adéquat qui constitue une barrière pour une majorité des ménages ;
- lenteur dans la mise, en œuvre du cadre législatif de la décentralisation, notamment sur le transfert des compétences aux collectivités locales en matière d'assainissement ;
- absence de structures de gestion et d'appui logistique en matière d'exploitation et de maintenance des ouvrages ;
- absence d'un dispositif d'information, d'éducation et de communication (IEC) en matière de santé et d'hygiène.

Les principaux atouts et opportunités en milieux urbain et rural :

- présence de plusieurs ONG, associations et acteurs du secteur privé possédant un savoir-faire et une expérience nationale et internationale dans le domaine ;
- existence de quelques expériences pilotes, particulièrement dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets solides ;
- intérêt de plus en plus marqué de plusieurs partenaires au développement ayant manifesté leur disponibilité à soutenir le développement du sous secteur (Banque Africaine de Développement, Coopération française, PNUD, Union Européenne, Unicef, Banque Mondiale...).

3 - POLITIQUE SECTORIELLE DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

L'évolution du secteur et les nouveaux engagements du gouvernement ont ainsi rendu nécessaire l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique d'orientation pour la mise en valeur durable et des ressources en eau du Congo en vue de satisfaire les besoins de base des populations et d'assurer le développement économique et social du pays, dans le respect de son envi-

ronnement.

3-1 Fondement de la politique

3-1-1 Vision

A moyen terme, réduire de moitié, d'ici à l'an 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement de base, et à long terme (2025) assurer un approvisionnement en eau potable et en assainissement pour l'ensemble de la population.

3-1-2 Enjeux

La Ressource « Eau » du point de vue de ses usages, de sa gestion, de son utilité et son rôle socioéconomique induit des enjeux divers par rapport :

(i). au développement durable : Les enjeux du secteur de l'eau et assainissement sont ceux d'assurer une gouvernance du secteur, d'augmenter le taux de desserte, de réaliser l'objectif de 35 litres par habitant et par jour tel que préconisé par l'OMS, de maintenir les ouvrages déjà installés en milieu urbain et rural et enfin d'atteindre les OMD ;

(ii). à la réduction de la pauvreté : Les enjeux portent sur l'accès aux services sociaux de base notamment à l'eau potable et sur la contribution à la réduction du taux de mortalité ;

(iii). aux investissements : L'efficacité et l'efficience seront recherchées notamment dans l'allocation des ressources financières pour le développement du secteur ;

(iv). à la qualité de vie des populations et usagers : il s'agit d'avoir accès de manière pérenne à l'eau potable en quantité suffisante, en qualité jugée « acceptable », et à des coûts accessibles, ainsi qu'aux services d'assainissement adéquats ;

(v). à la protection de l'écosystème : il s'agit d'assurer une gestion globale, intégrée et concertée des ressources en eau.

3-1-3 Cadre juridique et institutionnel

Le secteur de l'eau et assainissement est régi par la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau, et les textes subséquents, notamment la loi n° 38-2008 du 31 décembre 2008 portant création de l'Agence Nationale de l'Hydraulique rurale, la loi n° 10-2003 du 6 février 2003, portant transfert de compétences aux collectivités locales, le décret n° 2003-155 du 04 août 2003 portant attributions et organisation de la Direction Générale de l'Hydraulique, le décret n° 2008-67 du 3 avril 2008 fixant organisation et fonctionnement du conseil consultatif de l'eau, le décret n° 2008-66 du 3 avril 2008 portant approbation des statuts de l'Organe de Régulation du Secteur de l'Eau, le décret n° 2008-559 du 28 novembre 2008 portant approbation des statuts du Fonds de

Développement du secteur de l'Eau, le décret n° 2008-85 du 16 avril 2008 fixant les modalités et les conditions d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau.

3-1-4 Cadre de cohérence

La politique du secteur de l'eau et assainissement s'inscrit dans le cadre des stratégies initiées tant au niveau national que régional, en parfaite cohérence avec : (i) la Nouvelle Espérance, la vision politique de son Excellence Monsieur le Président de la République Denis SASSOU NGUESSO (ii) le Document final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; (iii) le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ; (iv) les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD), résolution 55/2 adoptée le 13 Septembre 2000 à New York par l'Assemblée générale des Nations Unies ; (v) le Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu en 2002 à Johannesburg sur la gestion intégrée des ressources en eau ; (vi) la création du Conseil des Ministres Africains en charge de l'eau (AMCOW) à Abuja (Nigéria) en 2003; (vii) le 4^e Forum mondial de l'eau de Mexico sur la gestion des eaux transfrontalières en 2006; (viii) la déclaration d'éThekwini (Durban) sur l'hygiène et l'assainissement en 2008 ; (ix) la déclaration de Tunis lors de la première semaine africaine de l'eau en 2008 ; (x) la déclaration du 11^e sommet de l'Union Africaine de Sharm El Sheikh (Egypte) en 2008.

3-2 OBJECTIFS

3.2.1 Objectif global

L'objectif global pour l'eau et l'assainissement est d'améliorer les conditions de vie des populations par l'utilisation optimale de la ressource en eau et l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement tant en milieu urbain que rural.

3.2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette stratégie nationale sont :

3.2.2.1 Gestion des ressources en eau

- définir et mettre en œuvre la politique nationale de l'eau dans le cadre de bassins hydrographiques ;
- améliorer la gouvernance de l'eau par la publication des textes d'application du Code de l'eau ;
- préparer et mettre en œuvre les stratégies sous sectorielles ainsi que les plans d'investissements qui s'y rapportent, notamment dans les domaines suivants :
 - l'approvisionnement en eau potable et le développement de l'assainissement ;
 - le développement agricole par le recours à l'irrigation ;
 - la valorisation du potentiel hydraulique par la

- production d'énergie hydroélectrique ;
- l'aménagement des rivières pour le transport ;
- la protection de l'environnement par la maîtrise de l'eau.
- réaliser le transfert de compétences dans le domaine de l'eau vers les collectivités locales en application de la loi n° 10-2003 du 6 février 2003 ;
- élaborer et mettre en place un système d'information et de communication sur l'eau ;
- prévenir les conflits dans la gestion internationale des ressources en eau par le développement de la coopération.

3.2.2.2 Satisfaction de la demande en eau potable

En milieu urbain

- Poursuivre les réformes institutionnelles par : i) la restructuration de la Société Nationale de Distribution d'Eau ; ii) la mise en place de nouveaux organes de gestion notamment : l'organe de régulation du secteur de l'eau et le fonds de développement sectoriel ;
- Atteindre un taux d'accès de 90% à l'horizon 2015, avec un accent particulier pour les populations à faible revenu ;
- Améliorer l'accessibilité dans les localités disposant d'un système d'alimentation en eau potable ;
- Réaliser l'équilibre financier du secteur.

En milieu rural

- Poursuivre les réformes institutionnelles par la mise en place de l'ANHYR ;
- Améliorer la gouvernance du sous secteur par une institutionnalisation des comités de gestion et la mise en place des procédures de gestion ;
- Atteindre un taux d'accès de 75% à l'horizon 2015.

3.2.2.3 Accès aux services d'assainissement

En milieu urbain

- Mettre en place un cadre juridique et institutionnel cohérent de promotion de l'assainissement ;
- Définir et mettre en œuvre une stratégie propre à l'assainissement urbain dans ses composantes ci-après : eaux usées et excréta, eaux pluviales et déchets solides ;
- Atteindre un taux d'accès de 55% à un service d'assainissement adéquat ;
- Renforcer les capacités des acteurs institutionnels, associatifs et privés.

En milieu rural

- Définir un cadre juridique et institutionnel propre à l'assainissement rural ;
- Elaborer et mettre en œuvre de manière cohérente et concertée des programmes de construction des infrastructures d'assainissement ;
- Mettre en place des campagnes d'éducation pour l'hygiène et l'assainissement ;

- Atteindre un taux d'accès de 30% à un service d'assainissement adéquat à l'horizon 2015.

3.3 ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Les orientations stratégiques à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs précités sont les suivantes :

3.3.1 Gestion des ressources en eau

- Renforcement du dispositif institutionnel de coordination sectorielle ;
- Définition d'un cadre approprié pour la gestion des ressources en eau sur la base d'une approche par bassin hydrographique ;
- Réalisation du transfert effectif de compétences aux collectivités locales ;
- Renforcement des capacités des acteurs du secteur ;
- Amélioration de la connaissance des ressources en eau ;
- Promotion de la coopération sous régionale, régionale et internationale.

3.3.2 Satisfaction de la demande en eau potable

En milieu urbain

- Mise en œuvre de la libéralisation du secteur par la séparation des fonctions de planification et de réglementation de celle de gestion opérationnelle :
- Le ministère en charge de l'eau est responsable de la planification stratégique, de la réglementation et du contrôle.
- La gestion du service est confiée à des opérateurs publics ou privés sur délégation de l'Etat qui en assure la régulation contractuelle par un organe de régulation.
- Restructuration de la SNDE en deux phases :
- Une phase de préparation et de mise en équilibre du service dans le périmètre SNDE (2009-2011). Un cadre contractuel régissant les relations entre l'Etat et la SNDE sera mis en place ;
- Une phase consacrant la libéralisation totale du secteur et la sélection d'opérateurs privés nationaux et/ou internationaux, délégataires du service de l'eau (à partir de 2012).
- Elaboration d'une politique tarifaire adaptée et cohérente ;
- Amélioration de la desserte par la préparation et la mise en œuvre d'un schéma directeur national de développement du sous secteur hydraulique urbaine ;
- Mise en place d'un dispositif incitatif à l'investissement dans le secteur de l'eau.

En milieu rural

- Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de couverture nationale pour l'hydraulique rurale ;
- Etablissement d'un plan directeur d'hydraulique rurale ;
- Lancement et développement de l'AN HYR avec entre autres missions :

- La gestion et l'exploitation provisoire des infrastructures de production et de distribution de l'eau potable dans les centres ruraux (2009-2011) ;
- Transfert progressif de l'exploitation des infrastructures de production et de distribution de l'eau potable des centres ruraux de l'ANHYR aux collectivités locales à partir de 2012 ;
- Promotion de technologies appropriées et de l'approche participative ;
- Promotion des actions d'information, d'éducation et de communication ;
- Prise en compte du critère de rentabilité économique et financière dans la préparation et l'exécution des projets en vue d'en garantir la viabilité ;

3.3.3 Accès aux services d'assainissement

En milieu urbain

- Redéfinition du cadre juridique et institutionnel de l'assainissement.

Pour cela, les axes d'intervention ci-après seront développés :

- Mise en place d'un Code de l'assainissement ;
- Mise en place d'une structure chargée de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages d'assainissement urbain. Cette mission sera confiée à un opérateur public ou privé ;
- Mise en place d'un pilotage sous sectoriel par la création d'un comité interministériel.

Ce comité sera structuré comme suit :

- Le ministère chargé de l'eau assurera la responsabilité de la politique et la stratégie nationale d'assainissement. A ce titre, il coordonnera le comité interministériel et sera en outre responsable de toute la chaîne eaux usées et excréta. Une nouvelle dénomination compatible avec ces nouvelles missions devra être attribuée audit ministère ;
- Le ministère chargé des travaux publics gèrera le domaine des eaux pluviales (voirie) ;
- Le ministère chargé de l'environnement se chargera de la gestion des déchets solides ;
- Le ministère chargé de la santé s'occupera des questions liées à l'hygiène générale ;
- Les municipalités exerceront la responsabilité locale de planification et de maîtrise d'ouvrage de projets.
- Développement de systèmes collectifs urbains d'évacuation des eaux usées et eaux pluviales.
- Promotion et vulgarisation des techniques adaptées et à faible coût dans la mise en œuvre des projets.
- Promotion de l'éducation à l'hygiène et assainissement ;
- Elaboration et mise en application des mécanismes de financement adaptés au sous secteur ;
- Renforcement des capacités opérationnelles des acteurs locaux.

En milieu rural

- Promotion de l'hygiène individuelle et collective ainsi que l'assainissement de base ;
- Développement des technologies appropriées en matière d'assainissement à faible coût ;
- Promotion d'un environnement juridique et institutionnel propice à la mise en place d'une offre pérenne de services de proximité ;
- Renforcement des capacités opérationnelles des acteurs locaux dont les rôles seront définis comme suit :
- L'Etat assumera en sus de ses missions générales la maîtrise d'ouvrage des grands projets d'assainissement ;
- Les collectivités locales exerceront la responsabilité locale de planification et de maîtrise d'ouvrage de projets de petite et moyenne envergure ;
- Les populations rurales seront les acteurs directs de la promotion de l'assainissement individuel ;
- Le secteur privé s'impliquera dans les travaux et services d'assainissement ;
- Les ONG participeront aux actions d'appui et de formation en direction des différents acteurs ;
- Les partenaires au développement seront invités par l'Etat à apporter leur appui technique et/ou financier.

4. CADRE DE MISE EN ŒUVRE

Le cadre de mise en œuvre de la politique de l'eau et de l'assainissement est le **Programme National de l'Eau et de l'Assainissement** en sigle **PNEA**. Le PNEA sera le cadre unique d'intervention, de programmation, de mobilisation des acteurs ainsi que de suivi et d'évaluation de la politique sectorielle.

La segmentation de l'environnement du secteur de l'eau et assainissement permet de décliner le PNEA selon le milieu urbain et rural. Les trois composantes suivantes constituent l'ossature du PNEA :

1. Programme de gestion des ressources en eau ;
2. Programme d'approvisionnement en eau potable ;
3. Programme d'assainissement.

Pour l'élaboration et la mise en œuvre du PNEA, chaque composante sera déployée selon les trois thèmes d'activités, de mobilisation, de suivi et d'évaluation suivants :

- Réformes institutionnelles
- Système de gouvernance ;
- Infrastructures.

4.1 Composantes du programme

4.1.1 Gestion des ressources en eau

- *Réformes institutionnelles* :
- Rendre opérationnel le Conseil Consultatif de l'Eau ;
- Rendre opérationnel le Fonds de Développement du Secteur de l'Eau pour le financement des activités des institutions du secteur ;

- Créer les agences de bassin chargées d'assurer le suivi de la gestion quantitative et qualitative des ressources en eau au niveau des bassins hydrographiques ;
- Renforcer les capacités des collectivités locales en matière de gestion des ressources en eau ;
- Renforcer les moyens humains, financiers et matériels des acteurs du secteur ;
- Mettre en place un plan d'actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur, prenant en compte les dimensions GIRE et genre.

- *Gouvernance* :

- Elaborer et mettre en œuvre le document de politique nationale de l'eau dans le cadre de bassins hydrographiques ;
- Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).
- Elaborer et mettre en œuvre un programme de modélisation et de suivi qualitatif et quantitatif des ressources en eau souterraine du pays ;
- Elaborer la carte de potentialités et établir le cadastre et la balance hydraulique ;
- Elaborer et mettre en place un système d'information et de communication sur l'eau, fournir des outils permettant de centraliser les données, les traiter et les diffuser ;
- Renforcer la coopération à travers les Etats et les Institutions sous-régionales (AMCOW Afrique centrale, CICOS, CEEAC).

4.1.2 Satisfaction de la demande en eau potable

En milieu urbain

- *Réformes institutionnelles* :

- Rendre opérationnels les différents organes de gestion de l'hydraulique urbaine (DGH, ORSE, FDSE) ;
- Restructurer l'opérateur public (SNDE).

- *Infrastructures* :

- Réhabiliter les infrastructures existantes ;
- Construire de nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable.

- *Gouvernance* :

- Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour l'hydraulique urbaine ;
- Mettre en place les contrats de délégation entre l'Etat propriétaire et les opérateurs ;
- Renforcer les capacités dans les domaines d'identification, conception, mise en œuvre, suivi et évaluation des projets ;
- Mettre en place un système d'information et de suivi évaluation des projets ;
- Réaliser une étude tarifaire visant l'équilibre financier du secteur et garantissant l'accès à l'eau potable des ménages à faible revenu.

En milieu rural

- *Réformes institutionnelles* :

- Rendre opérationnels les différents organes de gestion de l'hydraulique rurale (DGH, ANHYR,

ORSE, FDSE) ;

- Organiser la gestion transitoire du service public de l'eau en milieu rural (ANHYP);
- Préparer le transfert de compétence aux collectivités locales en matière de gestion des infrastructures de l'hydraulique.

- *Infrastructures* :

- Réhabiliter les infrastructures existantes ;
- Construire de nouvelles infrastructures d'hydraulique rurale.

- *Gouvernance* :

- Elaborer et mettre en oeuvre un plan d'action pour l'hydraulique rurale ;
- Renforcer les capacités dans les domaines d'identification, conception, mise en œuvre, suivi et évaluation des projets ;
- Mettre en place un système d'information et de suivi évaluation des projets ;
- Développer des technologies adaptées en milieu rural et des procédures de participation à la gestion communautaire avec la prise en compte de la dimension genre.

4.1.3 Accès aux services d'assainissement

En milieu urbain

- *Réformes institutionnelles* :

- Redéfinir le cadre institutionnel de gestion;
- Elaborer le code de l'assainissement ;
- Mettre en place les organes de gestion de l'assainissement (Comité interministériel, administrations, opérateurs) ;
- Renforcer les capacités des acteurs et doter les services en équipement adéquat.

- *Infrastructures* :

- Réhabiliter les infrastructures existantes ;
- Construire de nouveaux systèmes d'assainissement collectifs, semi-collectifs et autonomes.

- *Gouvernance* :

- Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour l'assainissement urbain ;
- Mettre en place un système d'information et de suivi évaluation des projets;

En milieu rural

- *Réformes institutionnelles* :

- Mettre en place des organes de gestion de l'assainissement rural (comités locaux de gestion, collectivités locales, opérateurs locaux) ;
- Renforcer les capacités des acteurs institutionnels, associatifs et privés ;
- Réaliser le transfert de compétence aux collectivités locales en matière de gestion des infrastructures de l'assainissement rural.

- *Infrastructures* :

- Réhabiliter les infrastructures existantes ;
- Construire de nouveaux systèmes d'assainissement autonome.

- *Gouvernance* :

- Elaborer et mettre en oeuvre un plan d'action pour l'assainissement rural ;
- Renforcer les capacités dans les domaines d'identification, conception, mise en œuvre, suivi et évaluation des projets ;
- Mettre en place un système d'information et de suivi évaluation des projets ;
- Développer des technologies adaptées en milieu rural et des procédures de participation à la gestion communautaire avec la prise en compte de la dimension genre ;
- Mettre en place un programme d'éducation à l'hygiène du milieu et à l'assainissement.

4.2 Cadre institutionnel et planification des actions

La réussite de la mise en œuvre du PNEA repose sur une répartition claire des responsabilités entre pouvoirs publics, opérateurs privés et bénéficiaires ou usagers à tous les stades des actions, depuis l'identification des besoins et priorités jusqu'au contrôle de l'exécution. Ainsi, les rôles des acteurs dans la mise en œuvre du PNEA seront repartis comme suit :

- Les pouvoirs publics ont en charge la définition des politiques et stratégies sous-sectorielles, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Il s'agit particulièrement des collectivités locales et des organisations de la société civile qui constituent un maillon de proximité entre les communautés de base et les acteurs institutionnels ;
- Le secteur privé intervient dans ses domaines de compétence notamment : les travaux, l'appui-conseil et la formation.
- Les populations dont le rôle est important dans l'identification des activités, leur programmation et leur mise en œuvre ;
- Les partenaires qui interviennent sur le double plan technique et financier pour contribuer à la mise en œuvre des actions du programme.

Il est entendu que la coordination du PNEA est assurée au niveau national par le ministère en charge de l'eau. Le niveau local devra être coordonné en tenant compte des spécificités locales.

Le cadre de planification des actions du PNEA s'intègre dans le DSRP et les OMD. Ainsi l'horizon de planification retenu est 2015, l'exécution du PNEA se décomposant en deux phases : 2009-2011 et 2012-2015.

4.3 Financement

Pour le financement du Programme National de l'Eau et Assainissement (PNEA), il sera fait appel à l'Etat, à travers le budget d'investissement, aux investisseurs privés, aux bailleurs de fonds et aux usagers.

L'Etat continuera à intervenir dans le financement des infrastructures à travers des prêts négociés et rétrocédés aux organes de développement du secteur.

Les bailleurs de fonds dans le cadre bilatéral et/ou multilatéral seront sollicités pour le financement des infrastructures.

Le secteur privé national sera également mis à contribution pour le financement du secteur de l'eau et assainissement.

Les usagers interviendront dans le financement du raccordement au réseau de distribution.

En milieu rural, en plus des collectivités locales, les bailleurs de fonds, la société civile et les établissements de micro finance seront sollicités selon un schéma de partenariat gagnant - gagnant.

Le Partenariat Public - Privé (PPP) sera un axe majeur dans le financement et l'absorption des ressources allouées.

L'organe de financement de l'Etat est le Fonds de Développement du Secteur de l'Eau (FDSE).

4.4 Programme d'investissement 2009 – 2011

Le coût estimatif global du programme d'investissement 2009-2011 est de cent seize mille quatre cent trente millions (116 430 MF) de FCFA ainsi réparti :

- Projet de Réforme Institutionnelle : 2 000 millions de FCFA soit 1,72%
- Projet « Infrastructures » : 113 910 millions de FCFA soit 97,83%
- Projet Gouvernance de secteur : 520 millions de FCFA soit 0,45%

Fait à Brazzaville, le

Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

ANNEXE

CADRE LOGIQUE

Programme National de l'Eau et Assainissement (PNEA)

Description	Indicateurs Objectivement Véritables (OV)	Moyens de Vérification (MV)	Suppositions importantes
1. OBJECTIF SECTORIEL Améliorer les conditions de vie de population par l'utilisation optimale de la ressource en eau, et l'accès à l'eau potable en quantité et qualité suffisantes à des coûts accessibles à tous et au service d'assainissement adéquat tant en milieu urbain que rural, dans un environnement institutionnel favorable au développement du secteur privé	1.1 L'incidence de pauvreté est ramenée à 15 % en 2015. 1.2 90% de la population a accès à l'eau potable en milieu urbain et 75 % en milieu rural en 2015. 1.3 55% de la population a accès à un service d'assainissement adéquat en milieu urbain et 30% en milieu rural en 2015.	Statistiques nationales Statistiques MEH/DGH Rapport DSRP Rapport OMD	Une politique a été formulée pour le secteur la stratégie est cohérente avec les OMD, le DSRP et la Nouvelle Espérance La lettre de Politique sectorielle (LPS) a été adoptée.

<p>2. OBJECTIFS DU PROGRAMME</p> <p>2.1 Améliorer la gestion des ressources en eau</p> <p>2.2 Doter le pays d'un cadre environnemental Institutionnel efficace et libéralisé</p> <p>2.3 Améliorer l'accès à l'eau potable et au service d'assainissement des populations.</p> <p>2.4 Améliorer l'efficacité et l'efficience du service public de l'eau en République du Congo.</p> <p>2.5 Doter le pays d'un cadre de gouvernance favorable au partenariat public privé..</p>	<p>2.1.1 rendre la ressource en eau durablement accessible à tous en la protégeant efficacement ;</p> <p>2.1.2 Satisfaire durablement les besoins en eau de la population en quantité et qualité suffisantes en veillant au respect de l'écosystème.</p> <p>2.2.1 Améliorer les performances administratives et techniques du service public de l'eau potable ;</p> <p>2.2.2 Améliorer les capacités organisationnelles, juridiques et de gestion de l'assainissement ;</p> <p>2.2.3 Phase 2009- 2011 - La réorganisation de l'administration centrale se poursuit ; - Le gestionnaire Intérimaire privé est sélectionné par appel d'offres ; - Le secteur privé local intervient dans les activités de travaux et services ; - La révision des statuts de la SNDE est effective ; - Les agences ORSE, ANHYR et Fonds de développement du secteur de l'eau sont opérationnelles ; - Le modèle économique du secteur a été élaboré</p> <p>2.2.4 Phase 2012- 2015 - La réorganisation de l'administration centrale se poursuit ; - La libéralisation totale du secteur est effective dans le cadre du PPP. sur les activités de Production, Distribution et Commercialisation ; - L'Etat se concentre sur les activités de gestion de son patrimoine.</p> <p>2.3.1 Des objectifs sont fixés : Atteindre un taux d'accès de 90% en milieu urbain en 2015 : - 100% des villes sont desservies en eau potable d'ici à 2015.</p> <p>Atteindre un taux d'accès de 75% en milieu rural d'ici à 2015 : - 100% des chefs lieux de département sont desservis en eau potable ; - 100% des chefs lieux de district, des communautés urbaines et rurales sont alimentés en eau potable.</p> <p>2.4.1 Une stratégie de réhabilitation des infrastructures existantes et de réalisation de nouveaux ouvrages pour augmenter les capacités techniques a été adoptée.</p> <p>2.4.2 Le programme d'adduction d'eau potable pour améliorer la desserte dans les grandes villes se poursuit.</p> <p>2.4.3 Un schéma directeur national a été adopté.</p> <p>2.5.1 Un cadre de mise en oeuvre favorable à la recherche d'efficacité et d'efficience dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie est défini. « Approche Programme ; budget - objectifs</p> <p>2.5.2 Les programmes de renforcement des capacités des acteurs et d'Information Education Communication (IEC) sont établis.</p> <p>2.5.3 Les capacités humaines et organisationnelles sont renforcées et la formation est réalisée.</p>	<p>Document de stratégie du secteur</p> <p>Rapports SNDE</p> <p>Rapports ANHYR</p> <p>Rapports Organe de régulation du secteur de l'eau et assainissement</p> <p>Rapport final du Consultant</p> <p>Document de stratégie du secteur (thème Réforme de l'environnement)</p> <p>Le Document d'élaboration du Programme national</p> <p>La Composante Renforcement des capacités du programme</p> <p>Statistiques nationales,</p> <p>Statistiques Ministère en charge de l'eau et assainissement (DGH)</p> <p>Rapport des conseils d'administration de la SNDE</p>	<p>1. Cadre macroéconomique stable.</p> <p>2. La volonté de libéralisation du secteur a été réaffirmée par le gouvernement pour atteindre l'équilibre du secteur</p> <p>Les facteurs d'inefficacité et d'inefficience sont réduits.</p> <p>3 : Les interventions des autres bailleurs de fonds du secteur sont réalisées.</p> <p>Le Gouvernement et le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) ont adopté le schéma directeur de l'eau et assainissement.</p>
---	---	--	--

<p>3. REALISATIONS</p> <p>3.1 Les réformes de la SNDE et de l'environnement institutionnel sont entreprises.</p> <p>3.2 Les Infrastructures sont réhabilitées.</p> <p>3.3 De nouveaux ouvrages sont étudiés et réalisés.</p> <p>3.4 Le système de gouvernance du secteur est mis en place.</p>	<p>Phase 2009 – 2011</p> <p>3.1.1 les réformes institutionnelles sont entreprises : - Le gestionnaire Intérimaire privé a été sélectionné par appel d'offres international ; - Les deux filiales de la SNDE (Production, Distribution et Commercialisation, Travaux et Services) sont créées ; - La gestion des centres ruraux est confiée à l'ANHYR ; - Les Organes prévus par le code de l'eau (Organe de Régulation du Secteur de l'Eau, Agence Nationale de l'Hydraulique Rurale, Fonds de Développement du Secteur de l'Eau, Conseil Consultatif de l'Eau) sont mis en place et sont opérationnels ; - Le code de l'assainissement est élaboré et adopté ; - Les organes de gestion de l'assainissement (comité Inter-ministériel, administration, opérateurs) sont mis en place.</p> <p>3.2.1 Les projets du Programme spécial d'Eau et d'Electricité (PSEE) sont réalisés : - Usines de traitement d'eau potable (Djiri, Djoué, Nkayl) ; - Ouvrages de stockage ; - Réseaux de distribution.</p> <p>3.3.1 Les études de pré faisabilité et de faisabilité des systèmes d'adduction d'eau potable sont lancées.</p> <p>3.3.2 La construction des ouvrages a démarré.</p> <p>3.3.3 Le programme d'adduction d'eau potable des chefs lieux de département et de district se poursuit.</p> <p>3.3.4 Les Projets d'hydraulique rurale sont réalisés dans les chefs lieux de district, les communautés urbaines et rurales.</p> <p>3.4.1 Le schéma directeur national est élaboré.</p> <p>3.4.2 Les capacités des acteurs et des collectivités locales sont renforcées.</p> <p>3.4.3 Les études tarifaires et le système d'information sont mis en place.</p> <p>Phase 2012- 2015</p> <p>3.1.2 La libéralisation du secteur est effective.</p> <p>3.2.2 Le Programme d'entretien des usines de traitement d'eau, des ouvrages de stockage et des réseaux de distribution se poursuit.</p> <p>3.3.5 Les usines de traitement d'eau du' Djoué et de Djiri sont achevées.</p> <p>3.3.6 Le programme d'adduction d'eau potable des chefs lieux de département et de district se poursuit.</p> <p>3.3.7 Les Projets d'hydraulique rurale dans les chefs lieux de district, les communautés urbaines et rurales se poursuivent.</p> <p>3.4.1 La libéralisation du secteur est affirmée ; un partenaire privé international est sélectionné pour les activités de production, distribution et commercialisation.</p>	<p>Rapport PSEE</p> <p>Missions de supervision</p> <p>Rapport d'achèvement</p> <p>Rapports des entreprises</p> <p>Rapports d'activité de la SNDE et des filiales</p> <p>Rapport de l'Organe de régulation</p> <p>Rapport de l'ANHYR</p>	<p>Les textes d'application sont adoptés.</p>
---	--	---	---

<p>4. ACTIVITES</p> <p>4.1 Mise en place de l'Unité de Coordination du Programme National de l'Eau et Assainissement de la République du Congo (PNEA).</p> <p>4.2 Composante Réformes institutionnelles :</p> <p>Phase 1 2009-2011 Phase 2 2012-2015</p> <p>4.3 Composante Infrastructures :</p> <p>1) Recrutement d'entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation (PSEE)</p> <p>2) Recrutement de Consultants pour la réalisation des études et la surveillance des travaux de réalisation de nouveaux ouvrages</p> <p>4.4 Composante Gouvernance</p> <p>1) Recrutement de consultants pour la réalisation du schéma directeur national de l'eau</p> <p>2) Mesures d'accompagnement : Formation, IEC</p> <p>Connaissance :</p> <p>31 Système d'information 32 Système de mesure 33 Etudes tarifaires</p>	<p>FINANCEMENT (en millions de FCFA)</p> <p>Phase 1 : 2009-2011</p> <p>Réformes : 1500 1,64%</p> <p>Infrastructures : 89 757 98,01%</p> <p>Gouvernance : 320 0,35%</p> <p>S/total Urbain : 91 577 100%</p> <p>Réformes : 500 2,01%</p> <p>Infrastructures : 24 153 97,18%</p> <p>Gouvernance : 200 0,81%</p> <p>S/Total Rural : 24 853 100%</p> <p>Phase 2 : 2012- 2015</p> <p>Réformes : 700 0,96%</p> <p>Infrastructures : 72 000 98,83%</p> <p>Gouvernance : 150 0,21%</p> <p>Sous total Urbain : 72 850 100%</p> <p>Réformes : 600 1,47%</p> <p>Infrastructures : 40 000 97,92%</p> <p>Gouvernance : 250 0,61%</p> <p>Sous Total Rural : 40 850 100%</p>	<p>Budget de l'Etat Prévisions du DSRP Fonds PPTE Partenariat Public Privé (PPP) Dons et prêts des partenaires Contribution des usagers et des collectivités locales</p>	
--	--	--	--

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE ENERGIE ELECTRIQUE

SOMMAIRE

1 Introduction

2 Cadre juridique, institutionnel et politique

2.1 Cadre juridique et institutionnel

2.2 Cadre politique

2.3. Forces et opportunités

2.4 Faiblesses et menaces

3 Situation de l'accès à l'électricité

3.1 Ressources énergétiques

3.2 Sources de production

3.3 En milieu urbain

3.3.1 Situation de l'offre

3.3.2 Indicateurs

3.3.3 Qualité du service public de l'électricité

3.3.4 Etat des équipements

3.3.5 Forces et opportunités

3.3.6 Faiblesses et menaces

3.3.6.1 Au plan de l'organisation et du plaidoyer

- 3.3.6.2 Au plan de l'exploitation
- 3.3.6.3 Au plan économique et financier
- 3.4 En milieu rural
 - 3.4.1 Situation de l'offre
 - 3.4.2 Situation de l'accès
 - 3.4.3 Qualité du service public
 - 3.4.4 Economie du sous secteur
 - 3.4.5 Indicateurs
 - 3.4.6 Forces et opportunités
 - 3.4.7 Faiblesses et menaces
 - 3.4.7.1 Au plan de l'organisation et du plaidoyer
 - 3.4.7.2 Au plan de l'accès et de la qualité de l'électricité
 - 3.4.7.3 Au plan économique et financier

4 Gouvernance et financement

- 4.1 Forces et opportunités
 - 4.1.1 Milieu urbain
 - 4.1.2 Milieu rural
- 4.2 Faiblesses et menaces
 - 4.2.1 Milieu urbain
 - 4.2.2 Milieu rural

5 Recommandations

- 5.1 Recommandations de maintien
- 5.2 Recommandations de renforcement
- 5.1 Recommandations de rupture

1 Introduction

La situation actuelle de l'énergie électrique en République du Congo est caractérisée par l'insuffisance de l'offre au regard d'une demande toujours croissante, les difficultés techniques et financières considérables auxquelles est confronté l'opérateur historique qui bénéficiait jusqu'ici d'un monopole de fait dans la production, le transport et la distribution d'électricité.

Aussi, le Gouvernement de la République, à travers le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique s'est-il engagé dans une démarche stratégique devant conduire, sur la base d'un diagnostic exhaustif, à l'élaboration, pour le secteur, des différents documents constitutifs de la stratégie à proposer au Gouvernement et à la Nation, notamment :

- le Document diagnostic dont l'objet est de dégager les forces et les faiblesses du secteur en vue de formuler des recommandations sérieuses en recommandations de maintien, de renforcement et de rupture ;
- le Document d'orientations stratégiques qui fixent les décisions et orientations stratégiques pour atteindre les objectifs assignés ;
- le Document de mise en oeuvre qui propose des solutions opérationnelles pour les différents axes stratégiques (Réformes, Infrastructures et Gouvernance) intégrées dans les Plans et Programmes Nationaux qui sont les référentiels de toutes les actions et initiatives liées au secteur ;

Le présent document qui extrait du diagnostic stratégique global du secteur a été élaboré pour accompagner la lettre de politique sectorielle. Il fait une ana-

lyse du cadre juridique, institutionnel et politique, de la situation de l'accès à l'électricité en milieu urbain et rural, de la gouvernance et du financement du secteur. Il suggère quelques recommandations qui sont sérieuses en recommandations de maintien, de renforcement et de rupture.

2 Cadre juridique, institutionnel et politique

2.1 Cadre juridique et institutionnel

Le fondement juridique et institutionnel du secteur de l'électricité est constitué par la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité et les autres textes subséquents, notamment :

- la loi n° 15-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'Agence Nationale d'Electrification Rurale (ANER), structure administrative chargée désormais de la promotion et de l'exploitation à titre provisoire de l'électrification des zones rurales pour le compte de l'Etat. La gestion des ouvrages construits sera ultérieurement confiée aux collectivités locales, à des opérateurs publics ou privés, à travers des contrats de délégation ;
- la loi n° 16-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), organe chargé d'une part, du contrôle et du suivi des contrats existants entre l'Etat et les opérateurs intervenant dans le secteur, et d'autre part, de garantir l'équilibre financier du secteur ;
- la loi n° 17-2003 du 10 avril 2003 portant création du Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSEL) destiné à financer les opérations d'électrification rurale et de construction des ouvrages de production et de transport d'électricité, ainsi que les activités des agences ;
- la loi n° 10-2003 du 6 février 2003 portant transfert des compétences aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation ;
- la loi n° 21-94 du 10 août 1994 portant loi-cadre de la privatisation qui place la SNE dans le premier périmètre des entreprises à privatiser ;
- le décret n° 2003-156 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'énergie.

Les missions des autres opérateurs économiques qui interviennent dans le secteur sont fixées par le code de l'électricité. Ces missions concernent notamment les auto-producteurs et les producteurs indépendants.

Le secteur privé au Congo dispose d'un cadre juridique dont le pivot est la charte des investissements qui offre un cadre attractif aux investisseurs potentiels.

2.2 Cadre politique

L'élaboration et la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière d'électricité est assurée par le ministère en charge de l'électricité qui s'appuie sur son organe technique : la direction générale de l'énergie.

Après la promulgation du code de l'électricité en avril 2003, la mise en œuvre des textes d'application de ladite loi n'a été effective qu'en 2008. Il n'existe pas de document proposant une vision et une politique claire pour le développement du secteur. C'est ainsi que malgré les ressources naturelles dont il regorge, le Congo continue à recourir notamment au thermique diesel pour la production de l'électricité, principalement en milieu rural, alors qu'il n'y a pas de couverture nationale en hydrocarbures et les coûts de production et d'exploitation sont élevés.

2.3 Forces et opportunités

Les forces et opportunités relevées sont :

- La volonté politique affirmée par les plus hautes autorités du pays, pour la restructuration du secteur de l'énergie, retenu comme secteur de concentration pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration du cadre de vie des populations.
- Le cadre juridique favorable aux changements structurels du secteur de l'électricité susceptibles de créer un environnement institutionnel propice à l'efficacité et à l'efficience ;
- La finalisation du document de stratégie et de politique de développement du secteur en vue de formuler, estimer, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer les programmes et projets nécessaires pour la mise en œuvre de la politique.

2.4 Faiblesses et menaces

Les faiblesses et menaces relevées sont :

- L'absence de politique nationale clairement formulée et partagée par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux ;
l'absence de plan stratégique avec un système de planification, de programmation et de suivi - évaluation susceptible d'établir la confiance des divers partenaires et d'augmenter le volume des investissements indispensables au développement du sous-secteur de l'électricité urbaine. Cette situation a engendré un déficit de support de communication institutionnelle ;
- La faiblesse du cadre de mise en œuvre de la politique de l'électricité : la SNE par exemple, dans sa structure et son mode d'organisation actuels n'est pas apte à répondre efficacement à la demande de plus en plus forte et urgente d'accès à l'électricité ;

Malgré la volonté politique affirmée et les différents engagements nationaux et internationaux pris par la République du Congo, la principale contrainte au développement du secteur de l'électricité rurale demeure l'absence de politique sectorielle déclinée et partagée avec les populations rurales et les organisations villageoises. Outre ce manque de cadre, il faut noter une insuffisance de ressources financières.

3 Situation de l'accès à l'électricité

3.1 Ressources énergétiques

Le Congo dispose d'un important réseau hydrographique dont les ressources en eau disponibles sont

estimées à 842 milliards de m³ et la capacité des sites déjà identifiés pour la production d'électricité à 14 000 MW.

Le Congo est un pays producteur de pétrole dont l'exploitation moyenne annuelle est évaluée à 88 millions de barils entre 2000 et 2007.

Les ressources du Congo en gaz naturel sont importantes et quasi inexploitées. Le bassin côtier congolais regorge aussi bien des réserves d'huile que de gaz (environ 130 milliards de Sm³) sous forme de gaz naturel et de gaz associé. Les gisements de gaz naturel de Banga, Litchendjili, Louvessi, Libonolo ne sont pas encore développés. Le niveau de réserves de gaz atteint 73 milliards de Sm³ dont 32 milliards Sm³ pour les champs en production et 41 milliards de Sm³ pour les gisements non développés. Ces réserves sont disséminées dans des gisements de taille modeste. Pour le gaz associé, le niveau de réserves atteint 57,15 milliards de Sm³, réparti de la manière suivante : 33,65 milliards de Sm³ pour les champs en production et 23,5 milliards de Sm³ pour les gisements non développés. La disponibilité du gaz des champs en production est limitée par bon nombre de contraintes (champs dédiés huile notamment).

L'ensoleillement est d'environ 12 heures par jour, ce qui offre des opportunités d'exploitation d'énergie solaire, le Congo étant situé à cheval sur l'équateur.

La productivité potentielle de biomasse dans les forêts tropicales du Congo est parmi les plus élevées du monde. Toutefois, cette source d'énergie doit être utilisée avec prudence pour éviter que sa consommation abusive ne provoque la disparition de certains couverts végétaux ou l'appauvrissement accéléré des sols fragiles.

3.2 Sources de production

Les sources de production exploitées en République du Congo sont : l'hydroélectricité, le thermique diesel, le thermique gaz, l'énergie solaire et la biomasse.

En hydroélectricité, le Congo dispose de deux centrales hydroélectriques, celle du Djoué (15 MW) construite sur le cours d'eau qui porte son nom et celle de Moukouloulou (74 MW), sur la rivière Bouenza. Une troisième centrale, celle d'Imboulou (120 MW) est en cours de construction sur la rivière Léfini.

En thermique diesel, le réseau public d'électricité de 24 localités est alimenté par des groupes électrogènes. Certains industriels et exploitants forestiers disposent de centrales thermiques diesel pour leurs propres besoins. Enfin, des particuliers et des industriels installés dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire disposent de groupes diesel pour suppléer les défaillances du service public. La ville de Brazzaville dispose d'une centrale thermique d'appoint, la Centrale Thermique de Brazzaville (CTB: 32,5 MW), fonctionnant au fuel léger. Les usines d'adduction

d'eau potable de Djiri et du Djoué à Brazzaville sont dotées de centrales de secours équipées de groupes diesel.

En thermique gaz, le Congo dispose d'une centrale thermique gaz, la Centrale à gaz de Djéno (CAG : 50 MW) installée à Pointe-Noire. Sur les plateformes pétrolières, l'énergie électrique est fournie par des turbines à gaz. Une nouvelle centrale électrique à gaz, la Centrale Electrique du Congo (CEC : 300/450 MW) est en cours de construction à PointeNoire.

En énergie solaire, quelques localités, administrations et particuliers recourent à l'installation des panneaux solaires photovoltaïques pour leur approvisionnement en électricité. Dans le cadre du programme de municipalisation accélérée, l'énergie électrique des localités de Moundoundou-nord, Moundoundou-sud, Kibangou et Londela-Kayes est fournie par des panneaux solaires photovoltaïques.

En biomasse, la Société Agricole de Raffinage Industrielle de Sucre (SARIS), utilise la bagasse (déchets de canne à sucre) pour la production de la vapeur nécessaire au fonctionnement de la turbine afin d'approvisionner en électricité ses propres installations. Il en est de même des sociétés forestières : la Congolaise Industrielle du Bois (CIB) et l'Industrie Forestière de Ouesso (IFO) qui utilisent les déchets de bois pour la production d'électricité dans les localités de Pokola et Gombé dans le département de la Sangha.

3.3 En milieu urbain

3.3.1 Situation de l'offre

Les Villes du Congo sont : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Mossendjo et Ouesso. Les localités de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi sont alimentées à partir du réseau de transport national dont les principales sources sont : la centrale de Moukouloulou, la centrale du Djoué, la centrale électrique à gaz de Djéno et la centrale thermique de Brazzaville.

La situation de l'offre d'accès à l'énergie électrique en milieu urbain se présente comme suit

La ville de Brazzaville est alimentée par :

- la centrale hydroélectrique du Djoué de puissance installée 15 MW. Cependant elle est à l'arrêt depuis avril 2007 ;
- la Centrale Thermique de Brazzaville (CTB) avec une puissance installée de 32,5 MW et capable de 18 MW ;
- le réseau de transport de la République Démocratique du Congo avec une alimentation limitée à 551MW pour une capacité contractuelle de 60 MW.

La ville de Pointe-Noire est alimentée par :

- la centrale hydroélectrique de Moukouloulou à

travers la liaison Moukouloulou/Loudima/Pointe-Noire, la puissance fournie par la centrale de Moukouloulou à Pointe-Noire est limitée à 40 MW correspondant à la puissance des transformateurs 110/220 kV au poste de Loudima ;

- la centrale thermique à gaz de Djéno de puissance installée de 50 MW avec une puissance garantie de 40 MW.

Cette ville dispose d'une centrale diesel de secours de puissance installée 14 MW.

Les villes de Dolisie et Nkayi sont alimentées par l'énergie en provenance de la centrale de Moukouloulou. La ville de Dolisie est dotée d'une centrale diesel de secours de puissance 2x800 KVA.

Les villes de Mossendjo et Ouesso sont alimentées par des groupes électrogènes diesel et subissent ainsi les aléas de la disponibilité du carburant et de l'état des groupes. La puissance totale installée est de 3x250 KVA + 1x650 KVA à Mossendjo et 1x400 KVA + 1x1300 KVA à Ouesso.

La demande actuelle est estimée à 355MW.

La puissance totale installée est de :

- 89 MW, en hydroélectricité ;
- 50 MW, en thermique gaz ;
- 32 MW, en Thermique fuel ;
- 18 MW, en thermique diesel.

Réseaux de transport et de distribution

Le réseau de transport est composé de :

- 354 km de ligne à 225 kV ;
- 125 km de ligne à 110 kV ;
- 7 postes THT/HT/MT ;
- 5 postes HT/MT.

Le réseau de distribution est composé de : 125 km de réseau 35 kV ; 74,918 Km de réseau 30 kV ; 1.255,5 Km de réseau MT, 760 postes MT/BT et 3.835,5 km de réseau BT.

Localité	Nb de postes	Longueur		Nb branchements
		réseau MT	réseau BT	
Brazzaville	487	730 500	2 191 500	44 500
Pointe-Noire	225	450 000	1 350 000	31 500
Nkayi	6	12 000	36 000	2 570
Dolisie	42	63 000	258 000	3 088
Total	760	1 255 500	3 835 500	81 658

Répartition des réseaux MT et BT au 31 décembre 2007.

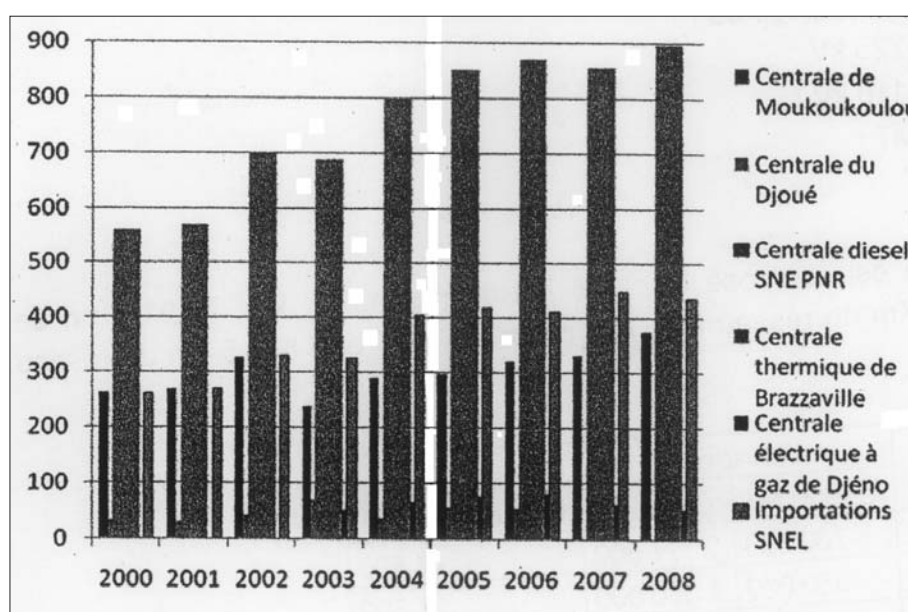
3.3.2 Indicateurs

a) Production

Unité : GWh

Désignation	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Centrale de Moukoulou	261,92	270,02	328,14	239,07	290,23	297,23	321,51	332,77	375,32
Centrale du Djoué	35,19	32,90	41,92	71,91	39,41	58,14	56,49	1,84	
Centrale diesel SNE PNR	0,35	0,14	0,08		0,52	0,74		9,01	33,60
Centrale thermique de Brazzaville									
Centrale électrique à gaz de Djéno				51,08	67,27	77,90	81,66	63,06	52,78
Importations SNEL	261,98	269,02	330,29	325,,8	403,74	417,50	412,30	448,87	435,62
Total	559,94	572,08	700,43	687,65	801,17	851,51	871,95	855,54	897,32

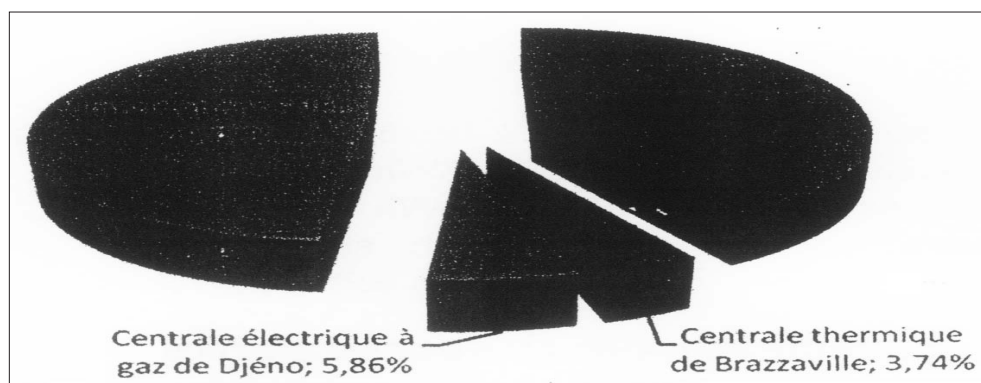
La production totale a augmenté sur toute la période malgré une baisse de 2002 à 2003 et 2006 à 2007. On note une augmentation de la production de la centrale de Moukoulou depuis la fin de la révision de 2007. La mise en service de la centrale thermique de Brazzaville a conduit à une réduction de l'énergie importée de la RDC.



En 2008, la production totale importations comprises s'élève à 897,32 GWh, contre 855,54 GWh en 2007. La répartition de la production est la suivante

- centrale de Moukoulou : 375,32 GWh soit 41,83%
- centrale du Djoué : 0 GWh soit 0%
- centrale à gaz de Djéno : 52,78 GWh soit 5,86
- énergie importée de la RDC est de 435,62 GWh soit 48,5
- centrale Thermique de Brazzaville : 33,60 GWh, soit 3,74.

La production nationale est de 461,70 GWh, soit une hausse de 13,53% par rapport à l'année 2007 (406,67 GWh).

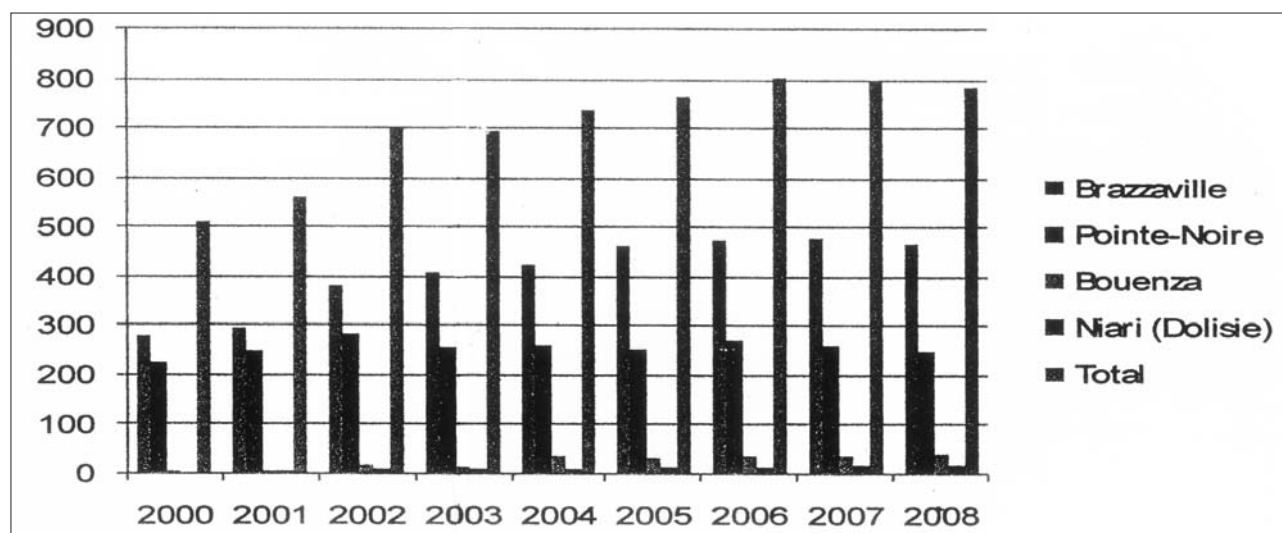
Production année 2008**b) Energie fournie au réseau**

Unité: GWh

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	280,48	297,83	385,1	411,63	425,82	465,74	477,72	479,53	470,502
Pointe-Noire	225,16	249,07	285,37	257,05	263,09	254,01	273,04	262,93	250,125
Bouenza	7,31	8,03	20,16	17,48	40,88	34,11	39,44	40,35	44,391
Dolisie	ND	7,25	11,43	12,21	10,28	14,88	14,93	17,93	20,539
Total	512,95	562,18	702,06	698,37	740,07	768,74	805,13	800,74	785,557

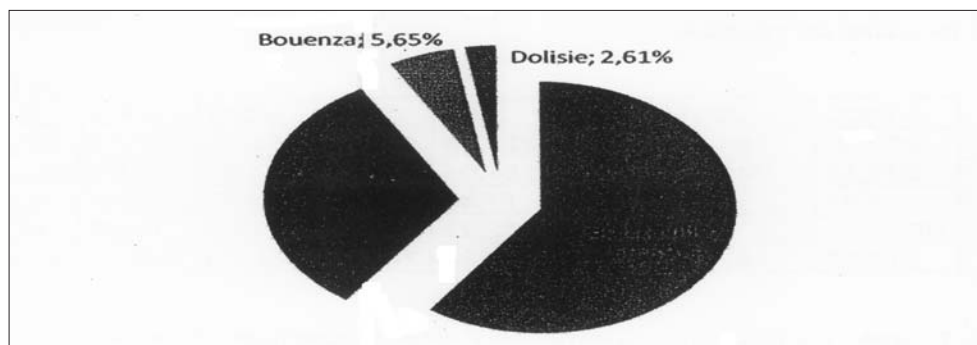
L'énergie totale fournie au réseau a augmenté régulièrement de 2000 à 2006, avant de régresser en 2007 et 2008. L'énergie fournie à Brazzaville a augmenté régulièrement jusqu'à 479,53 GWh en 2007 avant de régresser à 470,502 GWh en 2008.

L'insuffisance de l'offre à Pointe-Noire est manifestée dans l'énergie fournie au réseau qui a atteint son maximum en 2002 avec 285,37 GWh, la valeur moyenne sur la période est de 257,76 GWh. Il est noté une augmentation régulière de l'énergie fournie à Dolisie et dans la Bouenza depuis 2005.



L'énergie fournie au réseau est établie à 785,56 GWh, répartie ainsi qu'il suit :

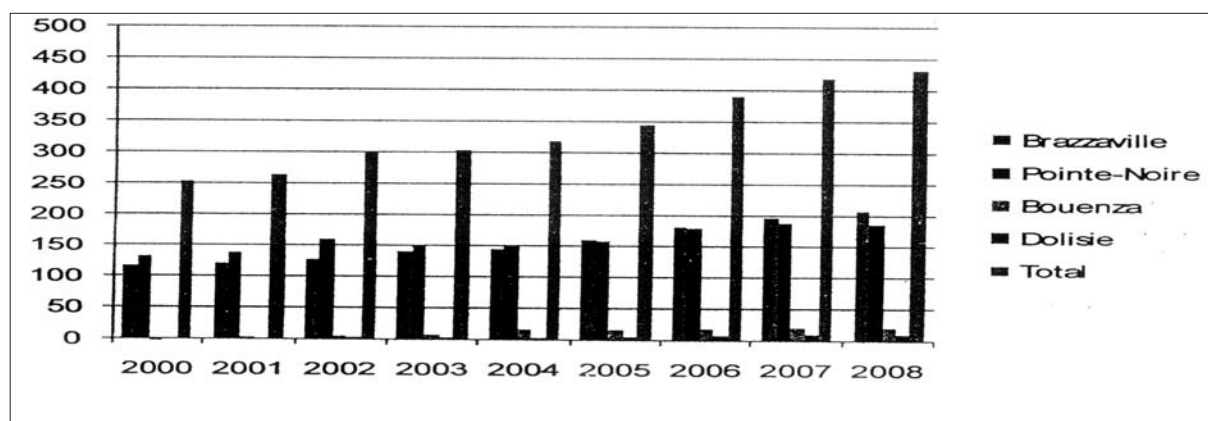
- Brazzaville : 470,50 GWh soit 59,89%
- Pointe-Noire : 250,13 GWh soit 31,84%
- Bouenza : 44,39 GWh soit 5,65%
- Niari : 20,54 GWh soit 2,61%

ENERGIE FOURNIE AU RESEAU EN 2008**c) Energie facturée**

Unité: GWh

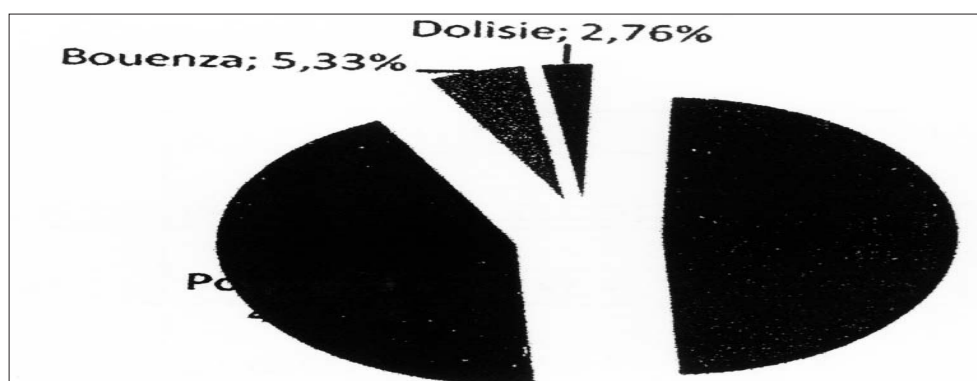
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	118,21	121,07	128,04	140,39	145,2	161,32	183,28	197,94	209,739
Pointe-Noire	132,23	138,16	160,43	149,73	151,44	159,01	180,87	188,82	187,96
Bouenza	0,313	4,44	7,32	8,12	17,06	17,91	19,25	22,84	23,059
Dolisie	2,92	2,45	4,76	5,21	5,33	6,89	8,46	10,08	11,926
Total	253,673	266,12	300,55	303,45	319,03	345,13	391,86	419,68	432,684

L'énergie facturée a augmenté régulièrement passant de 253,673 GWh en 2000 à 432,684 en 2008, soit une hausse de 70,57%.



L'énergie facturée en 2008 s'élève à 432,68 GWh, ainsi répartie :

- Brazzaville : 209,73 GWh soit 48,47
- Pointe-Noire : 187,96 GWh soit 43,44
- Bouenza : 23,06 GWh soit 5,33
- Niari : 11,93 GWh soit 2,76

Energie facturée en 2008

L'évolution des pertes totales (techniques et commerciales) c'est-à-dire la différence entre l'énergie fournie au réseau et l'énergie facturée se présente comme suit :

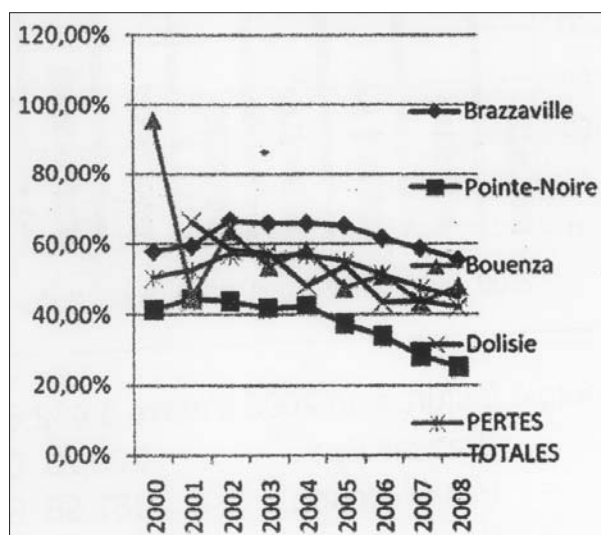
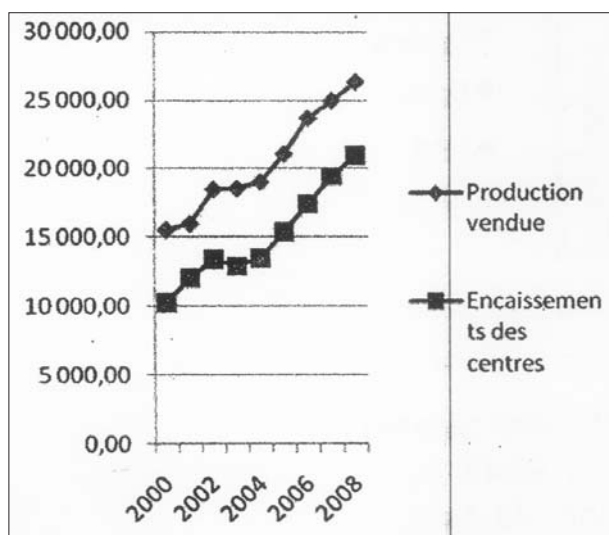
en volume

Unité : GWh

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	162,27	176,76	257,06	271,24	280,62	304,42	294,44	281,59	260,763
Pointe-Noire	92,93	110,91	124,94	107,32	111,65	95	92,17	74,11	62,165
Bouenza	6,997	3,59	12,84	9,36	23,82	16,2	20,19	17,51	21,332
Dolisie		4,8	6,67	7	4,95	7,99	6,47	7,85	8,613
Total	259,277	96,06	401,51	394,92	421,04	423,61	413,27	381,06	352,873

en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	57,85%	52,35%	66,75%	65,89%	65,90%	65,36%	61,63%	58,72%	55,42%
Pointe-Noire	41,27%	44,53%	43,78%	41,75%	42,44%	37,40%	33,76%	28,19%	24,85%
Bouenza	95,72%	44,71%	63,69%	53,55%	58,27%	47,49%	51,19%	43,40%	48,05%
Dolisie	-	66,21%	58,36%	57,33%	48,15%	53,70%	43,34%	43,78%	41,93%
Total	50,55%	52,66%	57,19%	56,55%	56,89%	55,10%	51,33%	47,59%	44,92%



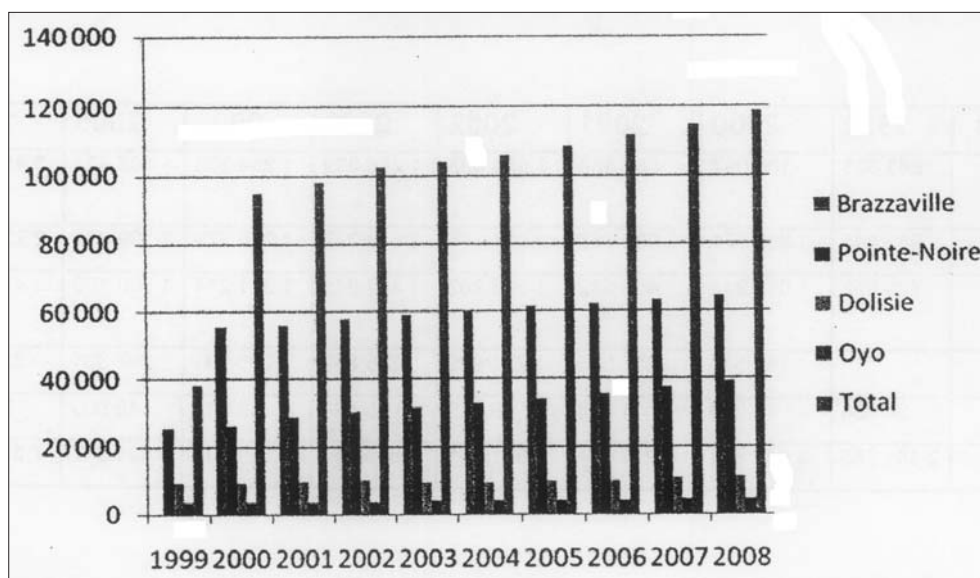
Bien que les pertes totales soient en baisse depuis 2002, elles sont encore importantes.

d) Vente d'électricité

unité : MFCFA

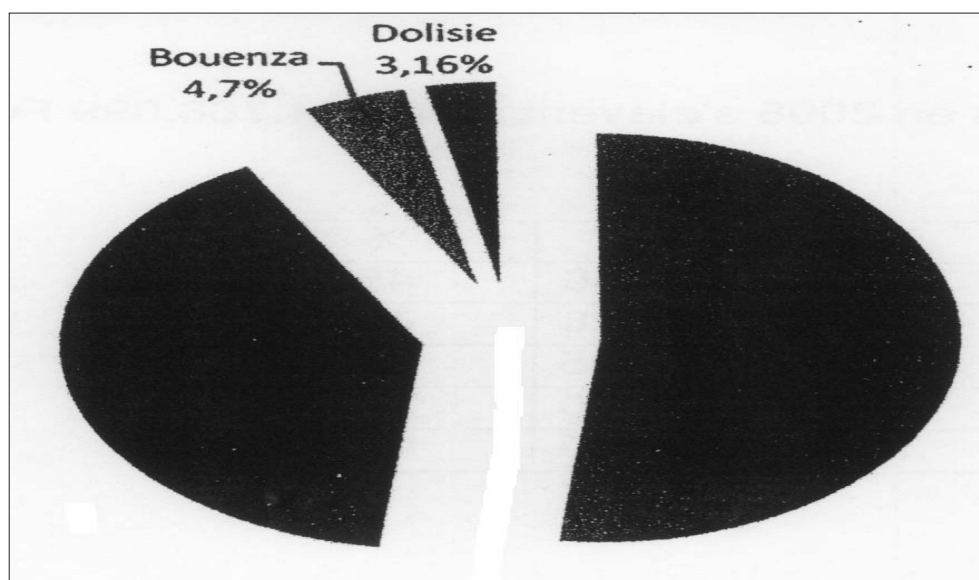
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	7690,35	7797,48	8 898,11	9273,70	9239,70	10357,20	11990,80	12 707,28	13 717,14
Pointe-Noire	7345,31	7575,94	8643,61	8259,31	8387,03	9162,90	10042,90	10346,70	10556,25
Bouenza	229,00	380,82	562,00	584,80	974,20	1033,00	1060,10	1 193,64	1240,34
Dolisie	228,53	175,40	326,00	368,00	367,60	474,90	585,90	708,84	827,40
Total	15 493,19	15 929,64	18 429,72	18485,81	18 968,53	21 028,00	23 679,70	24 956,46	26 341,13

La production vendue est en progression régulière sur toute la période.



La production vendue en 2008 est de FCFA 26.341.131 milliers, répartie comme suit :

Centre	Montant	%
Brazzaville	13 717 138 033	52,07
Pointe-Noire	10 556 253 749	40,07
Bouenza/Lékoumou	1 240 342 573	4,7
Niari	827 396 848	3,16
Total	26 341 131 203	100,00

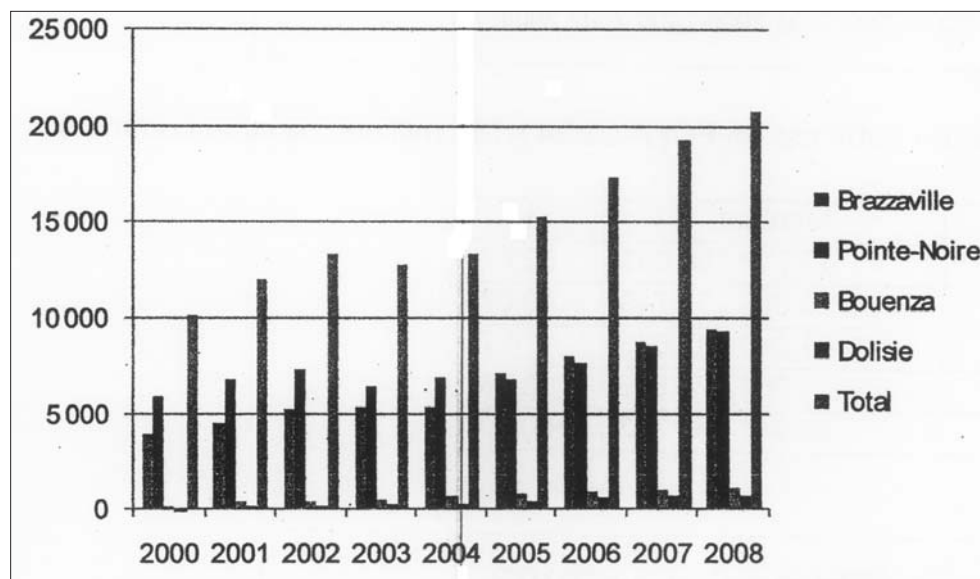


e) Encaissements

Unité : MFCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	4009,10	4528,64	5278,09	5 432,58	5398,29	7178,23	8026,73	8854,58	9508,58
Pointe-Noire	6000,57	6 896,08	7343,36	6 553,23	6944,11	6803,64	7729,64	8595,98	9354,62
Bouenza	190,18	425,34	483,24	528,81	723,03	906,86	977,73	1140,33	1230,10
Dolisie	5,33	170,54	254,92	328,06	347,10	415,38	604,08	732,94	811,47
Total	10205,18	12020,60	13 359,61	12842,68	13 412,53	15304,11	17338,18	19 323,83	20904,77

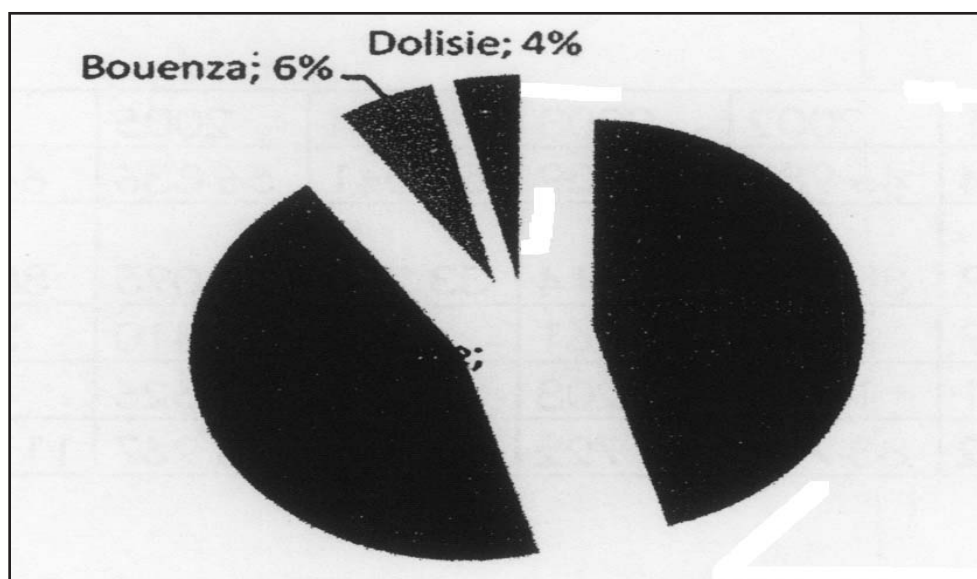
On note deux périodes avec des progressions régulières : de 2000 à 2002 les encaissements sont passés de 10.205 à 13.359,61 millions de francs, puis de 2003 à 2008 où les encaissements sont passés de 12.842,68 à 20.904,77 millions de francs CFA.



Les encaissements réalisés en 2008 s'élèvent à 20.904.768.099 FCFA, répartis comme suit :

Centre	Montant	%
Brazzaville	9 508 582 136	45
Pointe-Noire	9 354 620 528	45
Bouenza/Lékoumou	1 230 098 395	6
Niari	811 467 040	4
Total	20 904 768 099	100

Encaissements en 2008

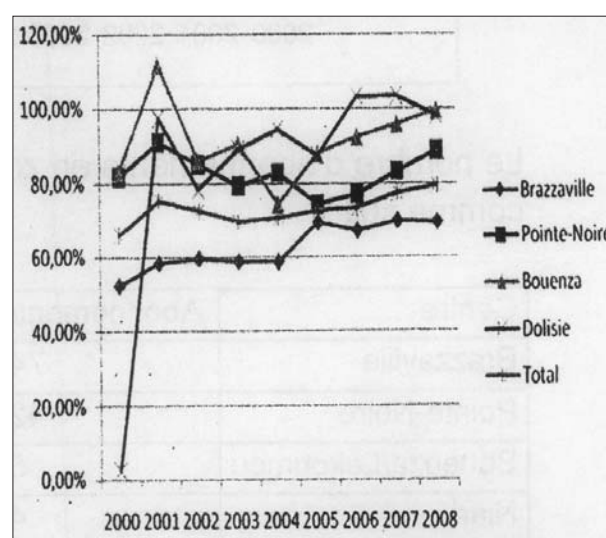
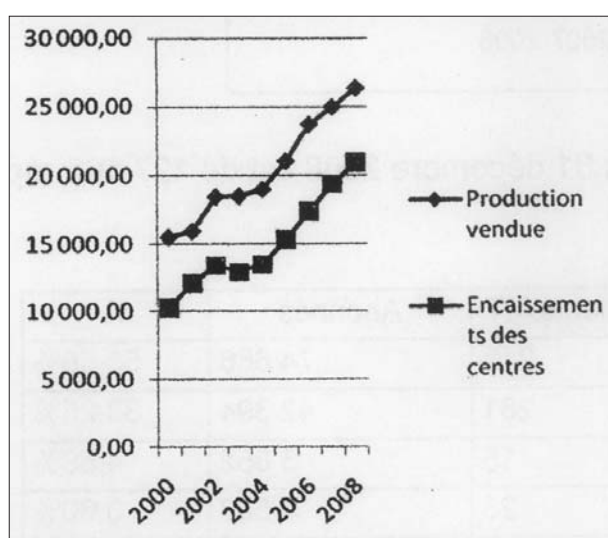


Le taux de recouvrement brut c'est-à-dire le rapport entre les encaissements et la production vendue a évolué ainsi qu'il suit :

Unité : pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	52,13%	58,08%	59,32%	58,58%	58,42%	69,31%	66,94%	69,68%	69,32%
Pointe-Noire	81,69%	91,03%	84,96%	79,34%	82,80%	74,25%	76,97%	83,08%	88,62%
Bouenza	83,05%	111,691%	85,99%	90,43%	74,22%	87,79%	92,23%	95,53%	99,17%
Dolisie	2,33%	97,23%	78,20%	89,15%	94,42%	87,47%	103,10%	103,40%	98,07%
Total	65,87%	75,46%	72,49%	69,47%	70,71%	72,78%	73,22%	77,43%	79,36%

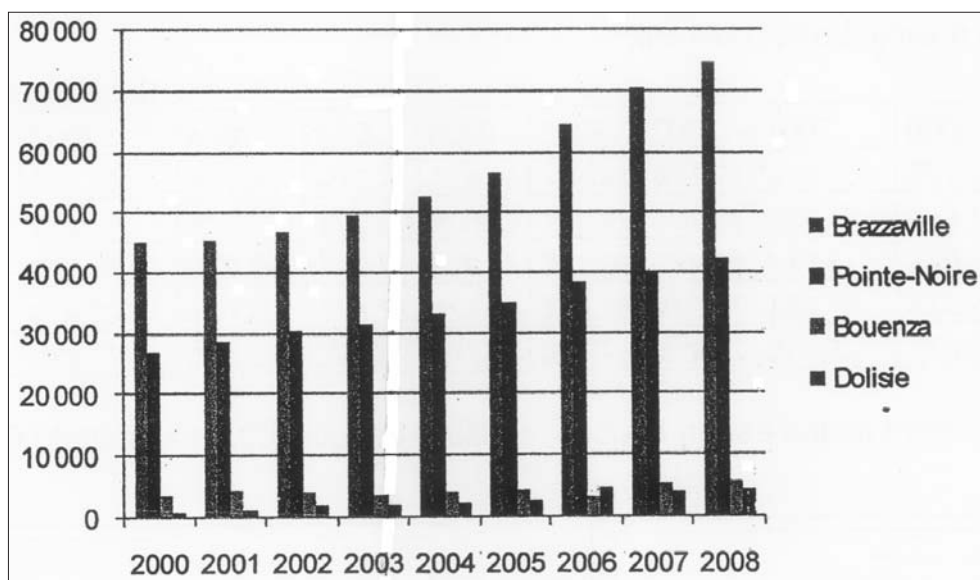
Le taux de recouvrement global est en hausse régulière depuis 2003, passant de 69,47 à 79,36%.



f) Abonnements

Centre	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brazzaville	45 281	45 734	46 988	49 739	53 041	56 836	64 801	70 638	74 666
Pointe-Noire	27 037	28 978	30 704	31 814	33 229	35 095	38 595	40 210	42 394
Bouenza	3 961	4 519	4 114	3 961	4 042	4 410	3 447	5 458	5 852
Dolisie	946	1 511	1 990	2 208	2 591	2 626	4 921	4 122	4 593
Total	77 225	80 742	83 796	87 722	92 903	98 967	111 764	120 428	127 505

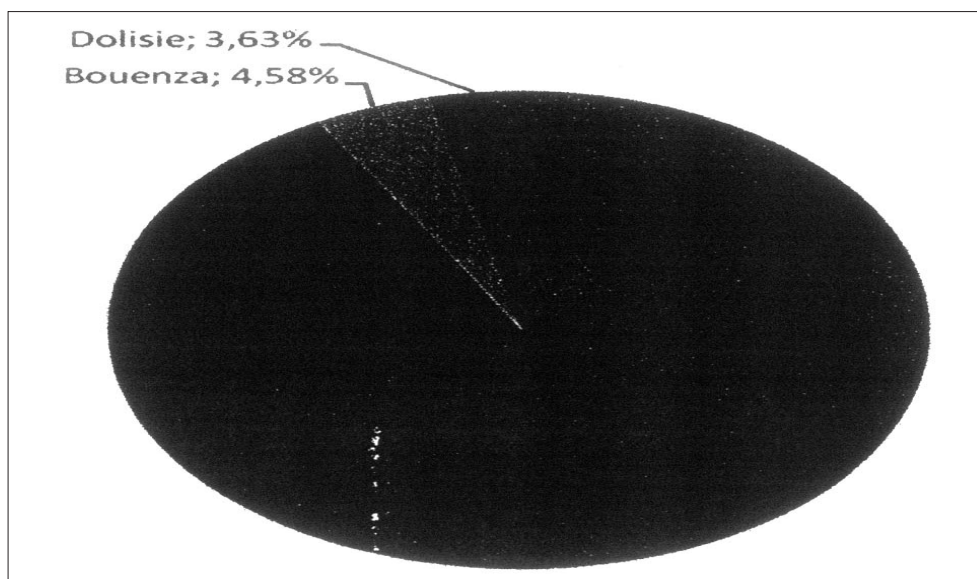
Le nombre d'abonnements sur l'ensemble des centres a évolué régulièrement sur toute la période passant de 77.225 à 127.505, soit une hausse de 65,11 %.



Le nombre d'abonnements en zone urbaine au 31 décembre 2008 est de 127.505 répartis comme suit :

Centre	Abonnements BT	Abonnements MT	Abonnés	%
Brazzaville	74 450	216	74 666	58,56%
Pointe-Noire	42 133	261	42 394	33,25%
Bouenza/Lékoumou	5 837	15	5 852	4,59%
Niari	570	23	4 593	3,60%
Total	126 990	515	127 505	100,00%

Abonnements en 2008



Le taux moyen d'accroissement de l'accès à l'électricité de la SNE qui est de 2,2% est encore très faible au regard des objectifs fixés (60% en 2011 et 75% en 2015) en zone urbaine.

3.3.3 Qualité du service public de l'électricité

La qualité du service public de l'électricité en zone urbaine est caractérisée par :

- Les délestages intempestifs à Brazzaville et Pointe-Noire à cause de l'insuffisance de la production ;
- Le long délai pour le raccordement des usagers au réseau ;
- La saturation des transformateurs et des câbles de distribution ;
- L'insuffisance des postes de distribution ;
- Les pannes répétitives sur les équipements ;
- L'insuffisance de la logistique d'intervention ;
- L'insuffisance de qualification du personnel d'intervention.

3.3.4 Etat des équipements

Les équipements des centrales de production sont vétustes avec des dates de mise en service allant à plus de 30 ans pour la majorité des centrales :

- La centrale de Moukoulou, mise en service en 1978, est équipée de quatre (4) groupes de puissance unitaire 18,5 MW, soit une puissance installée de 74 MW, elle a été révisée en 2007 ;
- La centrale du Djoué, mise en service en 1953, dispose de deux groupes de puissance unitaire 7,5 MVN, soit une puissance totale installée de 15 MW. Elle est en arrêt depuis avril 2007, une expertise de la centrale a été réalisée. Une réhabilitation profonde de cette centrale et sa modernisation s'avèrent nécessaires ;
- La centrale thermique gaz de Djéno, est équipée de deux turbines de puissance unitaire 25 MW, mises en service respectivement en décembre 2002 et décembre 2008. La première turbine est en pleine maintenance. Depuis le début avril 2009, cette centrale est approvisionnée en gaz par le champ de Mboundi.

Les équipements principaux disjoncteurs, transformateurs) du réseau de transport 220kV sont dans un état de dégradation avancé du fait de l'absence d'entretien régulier :

- Aujourd'hui l'état de dégradation des bords d'huile des transformateurs de puissance et l'état des systèmes de régulation de tension, limitent sensiblement les puissances à transiter à 50 MVA ;
- Le poste de Mindouli et les liaisons attenantes (Loudima/Mindouli, Moukoulou/Mindouli et Mindouli/Tsiélambo) sont indisponibles, privant ainsi l'alimentation de Brazzaville par l'énergie électrique en provenance de la centrale de Moukoulou, ainsi que l'alimentation de la ville de Pointe-Noire par l'énergie électrique en provenance de la République Démocratique du Congo ;
- Les équipements principaux (disjoncteurs, transformateurs de puissance, cellules MT) des postes de Mb recurrentes ne présentent Mbouono et Tsiélambo qui ont subi les affres des guerres pas de sécurité d'exploitation. Un seul transformateur de puissance sur deux est disponible au poste de Tsiélambo.

La société ENI s'est engagée dans la construction de la centrale électrique à gaz de 300/450 MW, et la réhabilitation des équipements du réseau de

transport reliant Pointe-Noire à Brazzaville.

Les réseaux de distribution d'es principales villes sont caractérisés par des saturations de transformateurs et de départs BT au niveau des postes de distribution publique. Du fait de l'insuffisance de l'offre, les villes de Brazzaville et Pointe-Noire connaissent des délestages importants pouvant atteindre 50%.

3.3.5 Forces et opportunités

Les forces et opportunités relevées sont :

- La volonté politique affirmée par les plus hautes autorités du pays, pour la restructuration du secteur de l'énergie, retenu comme secteur de concentration pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- Le cadre juridique favorable aux changements structurels du secteur de l'électricité susceptibles de créer un environnement institutionnel propice à l'efficacité et à l'efficience ;
- La finalisation du document de stratégie et de politique de développement du secteur en vue de formuler, estimer, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer les programmes et projets nécessaires pour la mise en œuvre de la politique ;
- L'environnement du service public de l'électricité qui présente de fortes potentialités.

3.3.6 Faiblesses et menaces

Les faiblesses et menaces relevées sont

3.3.6.1 Au plan de l'organisation et du plaidoyer :

- La faiblesse du cadre de mise en œuvre de la politique de l'électricité : la SNE par exemple, dans sa structure et son mode d'organisation actuels n'est pas apte à répondre efficacement à la demande de plus en plus forte et urgente d'accès à l'électricité des populations ;
- L'absence de plan de plaidoyer et de partage. Cette situation ne facilite pas les relations des acteurs du secteur entre eux ainsi qu'avec les populations. Ce déficit a entre autres conséquences la perception négative qu'ont les populations sur la qualité du service fourni parla SNE ;
- L'organisation de la fourniture de l'électricité centrée uniquement dans les communautés de plein et moyen exercice. En effet, la fonction technique de la SNE est répartie entre deux directions centrales : la Direction de la production et transport et la direction de la distribution et de la commercialisation. La SNE compte 5 directions départementales (DD) chargées de la gestion des réseaux de distribution et de la commercialisation, et qui sont rattachées hiérarchiquement au Directeur Général. En matière de gestion des ouvrages de production et de transport de l'électricité, chaque entité (centrale ou réseau) est rattachée aux chefs de départements de la Direction de la production et transport.

3.3.6.2 Au plan de l'exploitation

Au niveau de l'exploitation, notamment la production, le transport et la distribution d'électricité, les faiblesses et les menaces relevées sont :

- La vétusté et la saturation des équipements principaux des centrales électriques et des postes de transformation, des câbles des réseaux de transport national et de distribution ; ce qui se manifeste par des coupures intempestives d'électricité ;
- La faiblesse de la production nationale et celle de son taux d'évolution au regard des objectifs assignés au vecteur ;
- L'importance des pertes sur le réseau car seuls 55% de l'énergie produite est réellement facturée ; L'accroissement notoire de la population urbaine à desservir en 2015, à savoir 2 893 306 habitants représentant 547 181 ménages. Autrement dit, pour atteindre le taux de couverture de 75% en milieu urbain, il faudra raccorder en sus 394 228 ménages. Le besoin d'électricité à l'horizon 2015 est estimé à 3548 GWh. Compte tenu du taux de desserte actuel en milieu urbain, soit 45%, il faudra aussi satisfaire les 30% de la population urbaine qui n'a pas accès à l'électricité.

3.3.6.3 Au plan économique et financier

Il est observé les faiblesses et menaces suivantes :

- L'insuffisance du volume des investissements au regard des enjeux importants de disponibilité, de qualité, de durabilité et d'accès à l'électricité ;
- L'incohérence entre les ambitions affirmées par l'Etat de lutter contre la pauvreté dans le cadre de cohérence des stratégies de réduction de la pauvreté et de convergence vers les OMD en 2015 et le volume des ressources allouées à ce secteur clé d'accès aux services sociaux de base ;
- La faiblesse structurelle de la capacité d'absorption des ressources du secteur : la situation de monopole de fait de la Société Nationale d'Electricité (SNE) n'a pas donné les résultats escomptés, ce qui se traduit par :
 - Une insuffisance de capacité technique et humaine ;
 - Un non renouvellement des infrastructures de production de transport, de distribution et de commercialisation et un non respect des délais fixés dans le programme de maintenance des ouvrages ;
 - Une insuffisance de moyens financiers affectés à l'exploitation et à la maintenance des ouvrages ;
 - Une faible évolution du réseau de distribution et des abonnés entraînant un impact négatif sur la croissance et l'équilibre économique et financier du secteur.
- Déséquilibre financier :
 - La tarification n'a pas permis d'atteindre l'équilibre financier du secteur en raison d'une péréquation nationale inadaptée ;
 - Le coût du branchement demeure élevé (210 000 francs CFA environ) ;
 - Le système de facturation au forfait ne garantit

pas le développement équilibré du secteur et explique en partie le faible taux de facturation et l'importance des pertes techniques ;

- Le programme de pose de cinquante mille compteurs réalisé à Brazzaville et à Pointe-Noire en 2006-2007, n'a pas donné les résultats escomptés. Cette opération devra être pérennisée pour espérer une amélioration qualitative de la situation financière de la SNE, à travers l'externalisation de certaines fonctions commerciales (relève index, pose compteurs, distribution des factures, coupures, etc.) ;
- Le déséquilibre de la SNE est structurel.

3.4 En milieu rural

3.4.1 Situation de l'offre

La production d'électricité en milieu rural est assurée essentiellement par des groupes électrogènes de puissance unitaire allant de 50 à 1200 kVA. Dans ces localités, la fourniture d'électricité subit les aléas de l'approvisionnement en carburant et de l'état des groupes électrogènes.

Certains villages du département de la Bouenza sont alimentés en électricité à partir du réseau attenant à la centrale de Moukouloulou. Dans ces localités, l'électricité est disponible 24 h sur 24h.

Outre ce réseau public d'électricité, il existe des réseaux privés mis en place par les particuliers et les entreprises pour leurs propres besoins. C'est le cas des exploitants forestiers dans le département de la Sangha et de la Likouala. L'énergie électrique dans la localité de Pokola dans la Sangha est fournie et gérée par la Congolaise Industrielle du Bois (CIB) et dans la Likouala par la société Likouala Timber.

3.4.2 Situation de l'accès

La population rurale en 2005 est estimée à 1.353.697 habitants, il a été dénombré 84.559 ménages. Le nombre d'abonnements en milieu rural en 2008 est de 3 820. Le taux de desserte est de 5,6 %. Le nombre d'abonnés en BT est de 3 816 et celui en MT est de 4.

3.4.3 Qualité du service public

La gestion du service public d'électricité des centres ruraux est assurée en partie par l'ANER. Le service public de l'électricité est assuré en moyenne 4 heures par jour et 2 à 3 jours par semaine.

Les effectifs et la qualité du personnel exploitant ne sont pas en adéquation avec les missions du service public.

3.4.4 Economie du sous secteur

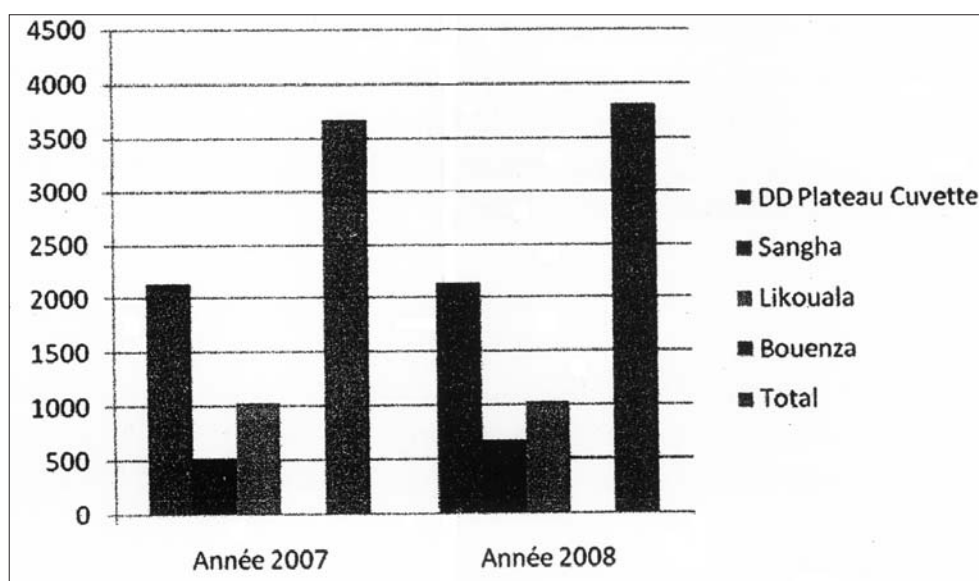
La facturation dans les centres ruraux des Plateaux, de la Cuvette, de la Likouala et de la Sangha est assurée manuellement. La charge la plus importante des consommations intermédiaires dans les centres

ruraux est le carburant.

3.4.5 Indicateurs

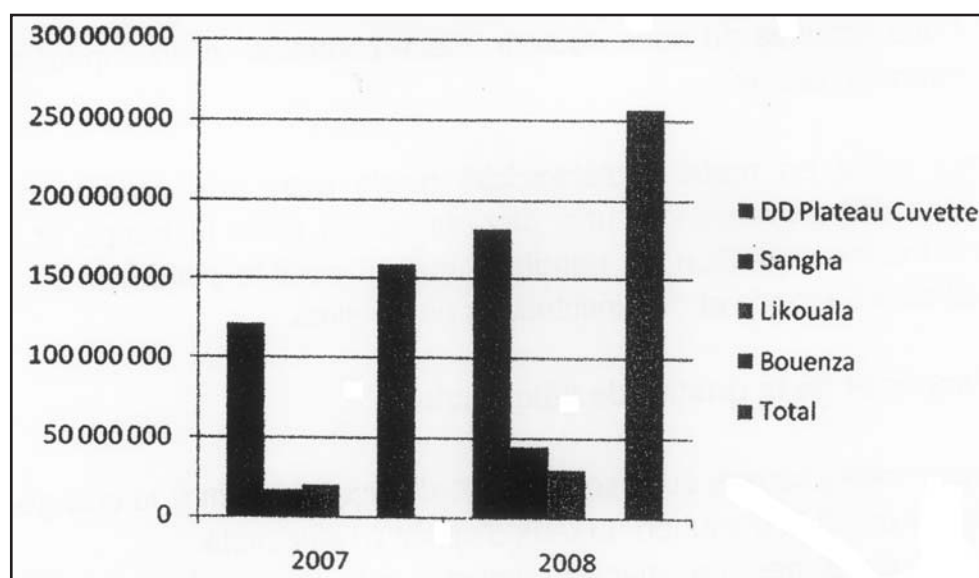
Abonnements

Centres	Année 2007			Année 2008		
	Abonnés BT	Abonnés HT/MT	Total abonnés	Abonnés BT	Abonnés HT/MT	Total abonnés
DD Plateaux/Cuvette	2127		2127	2127		2127
Sangha	515		515	661		661
Likouala	1028		1028	1028		1028
Bouenza			0			0
Total	3670	0	3670	3816	0	3816



Encaissements

Centres	2007	2008
DD Plateaux/Cuvette	121 563 176	181 657 506
Sangha	17 129 638	44 118 031
Likouala	20 335 608	30 457 477
Bouenza		
Total	159 028 422	256 233 014



3.4.6 Forces et opportunités

Les forces et opportunités retenues à ce niveau sont :

- La volonté politique du département ministériel en charge de l'électricité qui met l'accent sur l'hydroélectricité, comme moyen prioritaire de production d'électricité. Cette solution permet aux communautés rurales de disposer de l'énergie pérenne à faible coût ;
- La procédure d'application du code de l'électricité et la mise en place des organes complémentaires pour une bonne gouvernance du secteur de l'électricité en milieu rural déjà engagée par le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique. Il s'agit de la prise des textes d'application relatifs au fonctionnement de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité, de l'Agence Nationale d'Electrification Rurale et du Fonds de Développement du sous secteur de l'électricité.

3.4.7 Faiblesses et menaces

3.4.7.1 Au plan de l'organisation et du plaidoyer

Le cadre organisationnel actuel ne permet pas le déploiement de la politique de développement du secteur. L'utilisation des groupes électrogènes comme source de base pour la fourniture d'électricité est mal adaptée au développement du secteur rural, compte tenu du coût d'exploitation élevé, des difficultés d'approvisionnement de l'intérieur du pays en carburant et lubrifiant ainsi que du personnel insuffisamment qualifié pour la maintenance des groupes.

Le système d'Information sur les activités du sous secteur, notamment la production, la facturation, les encaissements, le nombre d'heures de fonctionnement des groupes et leur consommation en carburant et lubrifiant, n'est pas performant; ce qui ne permet pas une planification de la maintenance des ouvrages existants ainsi qu'une visibilité, une traçabilité et un suivi des activités du sous secteur. Cette contrainte a un impact sur la qualité des projets à mettre en oeuvre.

L'absence de politique claire en matière d'électricité rurale avec une estimation des besoins et des principes de gouvernance, une programmation avec le temps et sans l'espace des actions à mener, constitue un handicap majeur pour le plaidoyer du sous-secteur auprès des bailleurs de fonds et des institutions partenaires.

3.4.7.2 Au plan de l'accès et de la qualité de l'électricité

Les frais de raccordement des usagers au réseau public d'électricité sont à la charge des intéressés, ce qui explique la faible évolution du taux d'accès à l'électricité.

Les ouvrages ne fonctionnent pas de manière satisfaisante, le nombre de villages disposant de l'électricité est faible. Les localités disposant de l'électricité ont un réseau de distribution très limité.

La Gouvernance n'est pas effective. En effet, il n'y a aucune implication des collectivités locales dans la gestion des ouvrages. Par ailleurs, les directions départementales de l'énergie chargées de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sont encore en nombre insuffisant.

3.4.7.3 Au plan économique et financier

Le sous-secteur de l'électricité rurale ne dispose pas de mécanismes de financement privé pour accompagner son développement. En effet, le principal investisseur demeure l'Etat.

Le sous-secteur se caractérise aussi par une faible capacité d'absorption des ressources financières. Les ressources humaines sont encore insuffisantes au niveau des services techniques chargés d'identifier et d'élaborer les programmes et/ou projets de développement.

4 Gouvernance et financement

La gestion des infrastructures de production et de distribution de l'électricité est assurée jusque là par la Société Nationale d'Electricité. Désormais, la gestion des différents centres ruraux sera provisoirement confiée à l'ANER, en attendant leurs transferts aux collectivités locales. Le financement de l'ensemble des infrastructures est assuré par l'Etat.

Le tarif de l'électricité en zone urbaine est le même qu'en zone rurale et obéit à une péréquation nationale.

4 .1 Forces et opportunités

4.1.1 Milieu urbain

Les forces et opportunités relevées sont les suivantes :

- La volonté du Gouvernement de procéder à la restructuration des secteurs économiques;
- L'existence du document final de stratégie de réduction de la pauvreté qui prescrit les actions à court et moyen termes dans le domaine de l'énergie électrique notamment ;
- L'implication affirmée du secteur privé dans le développement du secteur de l'énergie électrique.

4.1.2 Milieu rural

Les forces et opportunités sont :

- La volonté du Gouvernement de réussir l'électrification rurale dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et du bien être des populations ;
- L'existence du document final de stratégie de réduction de la pauvreté qui prescrit les actions à court et moyen termes dans le domaine de l'énergie électrique notamment ;
- La forte implication des partenaires au développement dans l'électrification rurale.

4.2 Faiblesses et menaces

4.2.1 Milieu urbain

Les faiblesses et menaces sont répertoriées ainsi qu'il suit :

- L'absence de politique nationale du secteur de

l'électricité ;

- L'absence d'un cadre unique d'intervention, de coordination, de suivi évaluation des activités du secteur ;
- Les difficultés énormes d'exploitation que connaît l'opérateur historique du service public.

4.2.2 Milieu rural

Les faiblesses et menaces à ce niveau sont :

- L'absence de politique nationale du secteur de l'électricité ;
- L'inapplication des textes de loi sur le transfert de compétences en gestion des centres ruraux aux collectivités locales ;
- L'absence d'une gouvernance sectorielle favorable aux populations les plus vulnérables.

5 Recommandations

Les recommandations sont sériées en trois catégories :

- Les recommandations de maintien pour les actions et orientations à poursuivre et à faire aboutir ;
- Les recommandations de renforcement pour les actions déjà engagées mais nécessitant des appuis supplémentaires ou complémentaires ;
- Les recommandations de rupture pour les actions et orientations indispensables pour la viabilité du secteur, la pérennité et la qualité du service public de l'électricité. Ces actions s'inscrivent dans le long terme.

5.1 Recommandations de maintien

La mise en oeuvre du cadre institutionnel sera parachevée, notamment par l'adoption des textes réglementaires portant organisation du secteur et l'installation effective des agences. La mise en place des groupes projets constitue un atout dont la capitalisation des expériences facilitera le lancement des activités.

Le soutien de l'Etat au secteur de l'électricité, à travers le financement des activités de réhabilitation, sera encore nécessaire tant dans le court terme que dans le moyen et long termes selon une approche garantissant l'efficacité du secteur. La capitalisation de l'opération « identification des consommateurs et pose de compteurs » est essentielle pour garantir l'amélioration des résultats de la SNE.

5.2 Recommandations de renforcement

Il sera nécessaire de faire face aux exigences à court terme par des actions concrètes.

Les activités à réaliser en urgence sont déjà identifiées. Elles permettront de répondre aux préoccupations des population et autres usagers des services publics de l'électricité.

Il faudra procéder au renforcement des capacités organisationnelles, humaines et financières de l'opé-

rateur public pour accompagner les ouvrages réalisés dans le cadre de la municipalisation accélérée.

Au plan financier, les actions de mise en conformité avec la réglementation en vigueur et la certification des états financiers dans les délais requis constituent une réelle force de négociation avec les différentes parties prenantes.

La mise en place et le fonctionnement des agences de régulation, d'électrification rurale et du fonds de développement du secteur doivent être accompagnés par des actions d'information et de sensibilisation des différentes parties prenantes sur les enjeux, les rôles et la nouvelle configuration de l'environnement.

Le plan de formation en cours d'élaboration à la SNE doit être finalisé et mis en œuvre au niveau central ; il doit s'inscrire dans une dynamique plus large de renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs du secteur afin de soutenir le développement harmonieux de l'opérateur public.

Des mesures d'accompagnement (information, éducation, communication) doivent être prises, aux fins d'emporter l'adhésion des acteurs tels que les usagers, la société civile, les collectivités locales et les divers partenaires. Il faudra par ailleurs encourager le secteur privé national et international à s'investir dans le secteur de l'électricité.

5.3 Recommandations de rupture

Il ressort des différentes recommandations que des orientations de rupture sont indispensables pour garantir la pérennité, l'accessibilité et la qualité du service public de l'électricité tant en milieu urbain que rural.

LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

SOMMAIRE

1 Introduction

2 Cadre général du secteur

2-1 Rappels historiques

2-2 Situation actuelle du secteur de l'énergie électrique

2-2-1 Ressources énergétiques

2-2-2 Sources de production et réseaux d'électricité

2-2-2-1 Sources de production

2-2-2-2 Réseaux d'électricité

2-2-2-3 Niveau de production nationale

2-2-3 Situation de l'accès à l'électricité en milieu urbain

2-2-3-1 : Sources d'approvisionnement en électricité

2-2-3-2 : Qualité de service public de l'électricité

2-2-3-3 : Etat des équipements

2-2-3-4 : Faiblesses et contraintes

2-2-3-5: Forces et atouts du sous secteur

2-2-4 Situation de l'accès à l'électricité en milieu rural

2-2-4-1 : Taux d'accès à l'électricité

2-2-4-2 : Sources d'approvisionnement en électricité

2-2-4-3 : Qualité de service public de l'électricité

2-2-4-4 : Etat des équipements

2-2-4-5 : Faiblesses et contraintes

2-2-4-6 : Forces et atouts du sous acteur

2-3 Perspectives

3 Politique sectorielle de l'énergie

3-1 Fondement de la politique

3-1-1 Vision

3-1-2 Enjeux

3-1-3 Cadre institutionnel et juridique

3-2 Objectifs

3-2-1 Objectif global

3-2-2 Objectifs spécifiques

3-2-2-1 En milieu urbain

3-2-2-2 En milieu rural

3-3 Orientations stratégiques

3-4 Axes stratégiques

4 Cadre de mise en œuvre

4-1 Composante du Programme

4-2 Cadre de pilotage

5 Financement

6 Programme d'Investissement 2009 - 2011

Annexe

Sigles et Abréviations

ANER: Agence Nationale d'Electrification Rurale

ARSEL : Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité

CIB : Congolaise Industrielle de Bois

CTB : Centrale Thermique de Brazzaville

DGE : Direction Générale de l'Energie

DSRP : Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté

FDSEL : Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité

IEC: Information Education Communication

IFO : Industrie Forestière de Bois

NEPAD : Nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PEAC : Pool Energétique de l'Afrique Centrale

PIE : Programme d'Infrastructure en Energie

PIPC : Programme intérimaire Post-Conflict

PNEE: Programme National de l'Energie Electrique

PPP: Partenariat Public - Privé

PRIEE : Projet de Réhabilitation des Infrastructures de l'Energie et de l'Eau

PRISE : Projet de Reforme Institutionnelle du Secteur de l'Electricité

PSEE : Programme Spécial de l'Eau et de l'Electricité

RDC : République Démocratique du Congo

SARIS : Société Agricole de Raffinage Industrielle du Sucre

SCPE : Société Congolaise de Production d'Electricité

SEEE : Société Equatoriale de l'Energie Electrique

SNE : Société Nationale d'Electricité

THT : Très Haute Tension

1. Introduction

Le ministère de l'Energie et de l'Hydraulique s'est engagé dans une démarche stratégique devant conduire, sur la base d'un diagnostic exhaustif, à l'élaboration, pour les deux secteurs, des différents documents constitutifs de la stratégie à proposer au Gouvernement et à la Nation, notamment :

- le Document diagnostic dont l'objet est de dégager les forces et les faiblesses des deux sous secteurs en vue de formuler des recommandations sérieuses en recommandations de maintien, de renforcement et de rupture ;
- le Document d'orientations stratégiques qui fixent les décisions et orientations stratégiques pour atteindre les objectifs assignés ;
- le Document de mise en œuvre qui propose des solutions opérationnelles pour les différents axes stratégiques (Réformes, Infrastructures et Gouvernance) intégrées dans les Plans et Programmes Nationaux qui sont les référentiels de toutes les actions et initiatives liées au secteur.

Cette stratégie est résumée dans la Lettre de politique sectorielle de l'Energie Electrique, par laquelle le gouvernement annonce sa politique en la matière, les options retenues et l'effort financier qu'il est prêt à consentir pour la réalisation du programme d'investissement.

La politique du secteur de l'énergie électrique définit les objectifs ainsi que les stratégies et les actions à mener. Cette politique vise : à mettre en œuvre les orientations contenues dans le Document final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et à traduire en programme du Gouvernement, le projet de société du Président de la République « la Nouvelle Espérance » en matière d'électricité, au regard du nouvel environnement juridique et institutionnel découlant de la Loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité, et des autres textes subséquent dont : la loi n° 15-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'Agence Nationale d'Electrification Rurale, la loi n° 16-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'Agence de Régulation du secteur de l'électricité et la loi n° 17-2003 du 10 avril 2003 portant création du Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité.

La lettre de politique sectorielle expose d'abord le cadre général de l'énergie électrique, ensuite la politique, le cadre de mise en oeuvre, le financement et enfin le programme d'investissement 2009-2011.

2. CADRE GENERAL

2-1. Rappels historiques

- **1939** : La création de l'entreprise UNELCO (Union Electrique d'Outre mer), chargée de la production d'électricité au moyen de centrales thermiques diesel et de la distribution dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi ;

- **1953** : La mise en service de la centrale hydroélectrique du Djoué gérée par la société SEEE (Société Equatoriale de l'Energie Electrique) ;
- **1967** : La création de la SNE (Société Nationale d'Energie) par la nationalisation des sociétés UNELCO et SEEE ;
- **1978** : La mise en service de la centrale hydroélectrique de Moukoulou ;
- **1982** : La mise en service de la ligne THT Loudima / Pointe-Noire ;
- **1983** : La mise en service de la ligne d'interconnexion THT Kinshasa / Brazzaville ;
- **1983** : La conférence sur les entreprises d'Etat qui a recommandé l'institution des entreprises pilotes d'Etat ;
- **1987** : La mise en service de la ligne THT Loudima / Mindouli / Brazzaville ;

Les principales étapes ayant conduit à l'élaboration de la politique pour le secteur de l'énergie électrique sont les suivantes :

- **1994** : La République du Congo s'est engagée dans la libéralisation de son économie et le désengagement de l'Etat du secteur productif en adoptant la loi n° 21-94 portant loi cadre sur la privatisation.
- **1994-1999** : Cette période est marquée par :
 - (i) La mise en œuvre du programme d'ajustement structurel avec le soutien de la Banque Mondiale et de l'Agence Française pour le Développement, interrompu en 1997 du fait de la guerre civile ;
 - (ii) L'adoption en 1997 d'un schéma de privatisation de la SNE consistant en une concession du périmètre qu'elle exploitait ;
 - (iii) La révision en 1998 dudit schéma par le gouvernement du Congo et ses partenaires.
- **2000-2002** : Le programme Intérimaire Post-Conflict (PIPC), prévoyait un développement spécifique avec des réformes du secteur de l'électricité ;
- **Juillet 2002** : L'appel d'offres international pour la mise en concession de la SNE a été infructueux ;
- **Avril 2003** : Les pouvoirs publics ont réaffirmé leur décision d'ouvrir le service public de l'électricité aux exploitants privés à travers la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'électricité, qui prévoit que le service public soit assuré par un ou plusieurs exploitants, personnes physiques ou morales, publiques ou privées, agissant par délégation de l'Etat dans des conditions de nature à favoriser le recours à l'initiative privée et l'instauration d'un régime de concurrence ;
- **Décembre 2003** : Le Gouvernement et la Banque Mondiale ont convenu, dans le cadre de la

Stratégie d'Assistance Transitoire de l'Association Internationale de Développement (IDA), de faire précéder la privatisation de la SNE et de la SNDE par la réhabilitation des infrastructures de l'électricité et de l'eau, à travers le « **Projet de Réhabilitation des Infrastructures de l'Energie et de l'Eau** », en abrégé **PRIEE** ;

- **Décembre 2004** : Le Conseil d'Administration de la SNE, a adopté un programme d'assainissement à court terme visant entre autres l'amélioration du service public de l'électricité, et la réforme de l'Entreprise ;

- **Novembre 2006** : La Banque Mondiale est revenue sur sa décision d'assurer le financement du PRIEE. Le Programme Spécial de l'Eau et de l'Electricité, en abrégé PSEE, est le nouveau programme de réhabilitation des ouvrages de production et de distribution d'eau et d'électricité qui remplace le PRIEE. Ce programme devrait désormais être financé en totalité par le budget de l'Etat ;

La gestion du service public de l'électricité est assurée par la Société Nationale d'Electricité en sigle (SNE) qui est une société créée en 1967 avec pour objet : la production, le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité sur l'ensemble du territoire congolais. La SNE est née de la nationalisation de deux entreprises coloniales :

- La SEEE qui exploitait la centrale hydroélectrique du Djoué et alimentait les villes de Brazzaville et Kinshasa (ex-Léopoldville) ;

- L'UNELCO qui exploitait les centrales thermiques diesel pour l'approvisionnement en électricité des villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi.

- La Société Congolaise de Production d'Electricité, en sigle SCPE a été créée en 2002 pour la gestion des centrales thermiques de forte capacité.

2-2. Situation actuelle du secteur de l'énergie électrique

2.2.1. Ressources énergétiques

Le Congo dispose d'un important réseau hydrographique dont les ressources en eau disponibles sont estimées à 842 milliards de m³. La capacité des sites déjà identifiés pour la production d'électricité est estimée à près de 14 000 MW.

Le Congo est un pays producteur de pétrole dont l'exploitation moyenne annuelle est de 88 millions de barils entre 2000 et 2008.

Les ressources du Congo en gaz naturel sont importantes et quasi inexploitées. Le Bassin Côtier Congolais regorge aussi bien des réserves d'huile que de gaz (environ 130 milliards de Sm³) sous forme de gaz naturel et de gaz associé. Les gisements de gaz naturel de Banga, Litchendjili, Louvessi, Libonolo ne sont pas encore développés. Le niveau de réserves de gaz naturel atteint 7.3 milliards de Sm³ dont 32 milliards pour les champs en production et 41

milliards Sm³ pour les gisements non développés. Ces réserves sont disséminées dans des gisements de taille modeste. Pour le gaz associé : le niveau des réserves a atteint 57,15 milliards de Sm³, réparti de la manière suivante: 33,65 milliards de Sm³ pour les champs en production et 23.5 milliards de Sm³ pour les gisements non développés.

Le Congo étant situé à cheval sur l'équateur, l'ensoleillement est d'environ 12h par jour, ce qui offre des opportunités d'exploitation en énergie solaire.

La productivité potentielle de biomasse dans les forêts tropicales du Congo est parmi les plus élevées du monde.

2-2-2. Sources de production et réseaux d'électricité

2-2-2-1. Sources de production

Les sources de production exploitées en République du Congo sont : l'hydroélectricité, thermique diesel, le thermique gaz, l'énergie solaire et la biomasse.

(i) **Hydroélectricité** : la République du Congo dispose de deux centrales hydroélectriques, la centrale du Djoué capable de 15 MW, construite sur un cours d'eau qui porte son nom et la centrale de Moukoulou d'une puissance installée de 74 MW, construite sur la rivière Bouenza. Une troisième centrale, celle d'Imboulou d'une puissance de 120 MW est en cours de construction sur la rivière Léfini ;

(ii) **Thermique Diesel** : le réseau public de l'électricité de 24 localités est alimenté par des groupes électrogènes d'une puissance totale installée d'environ 14 MW. Certains industriels et exploitants forestiers disposent de centrales thermiques diesel pour leur propre consommation (40 MW). Enfin, les industriels et les particuliers installés dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire disposent de groupes diesel pour suppléer les perturbations du service public de l'électricité. La ville de Brazzaville dispose d'une centrale thermique de secours et d'appoint capable de 32,5 MW, fonctionnant au fuel léger. La ville d'Oyo est alimentée à partir d'une centrale thermique diesel de capacité 2 MW.

(iii) **Thermique gaz** : le Congo dispose d'une centrale thermique gaz de capacité de 50 MW installée à Djéno près de Pointe-Noire. Sur les plateformes pétrolières, l'énergie électrique est fournie par des turbines à gaz (pour 140 MW). Une nouvelle centrale électrique à gaz de 300/450 MW est en cours de construction à Pointe-Noire ;

(iv) **Energie solaire** : Les localités de Kibangou, Londéla-kayes, Moungoundou-sud et Moungoundou-nord dans le département du Niari sont dotées de panneaux solaires photovoltaïques pour l'alimentation des services sociaux de base (éclairage public, point d'eau, administration, etc.). Certaines administrations du milieu rural, les hôpitaux ainsi que certains particuliers recourent à l'installation de pan-

neaux solaires photovoltaïques pour leur approvisionnement en électricité.

(v) **Biomasse** : Les réseaux électriques des localités de POKOLA et NGOMBE dans le département de la Sangha, exploités par les entreprises privées Congolaise Industrielle du Bois (CIB) et IFO, sont alimentés par des turbines utilisant comme combustible la sciure de bois. La Société Agricole de Raffinage Industrielle de Sucre (SARIS) utilise la bagasse pour le fonctionnement de la turbine.

2-2-2-2. Réseaux d'électricité

La République du Congo dispose d'un réseau de transport d'électricité situé dans la partie sud, qui permet d'approvisionner en électricité les villes et localités de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Madingou, Loutété, Loudima, Mouyondzi et Bouansa. Ce réseau de transport est alimenté par les centrales hydroélectriques du Djoué et de Moukoulou, la centrale à gaz de Djéno ainsi que la centrale d'INGA en République Démocratique du Congo, à travers une ligne d'interconnexion.

Ce réseau de transport national est constitué de près de 563 km de lignes 220 et 110 kV et de 8 postes de transformation (Ngoyo, Mongo Kamba, Loudima, Mindouli, Tsiélambo, Mbouono, Bouenza 2 et Bouenza 1).

Un réseau régional à 20 kV issu de la centrale thermique d'Oyo dessert les localités d'Oyo, Ollombo, Edou, Okouc, Abo et Tchikapika.

Les réseaux de distribution moyenne tension sont en 35 kV, 30 kV, 20 kV, 10 kV et 6,6 kV. Le réseau de distribution basse tension est essentiellement en 220/380 V.

2-2-2-3. Niveau de production nationale

En 2008, la production nationale s'élève à 456 371 MWh, répartie comme suit :

- centrale de Moukoulou : 367 968 MWh
- centrale du Djoué : 0 MWh
- centrale à gaz de Djéno : 49 904 MWh
- Centrale thermique de Brazzaville : 36 491 MWh.

L'énergie importée de la RDC est de 435 616 MWh, soit une production totale de 892 GWh.

L'énergie fournie au réseau est établie à 786 616 MWh, dont :

- Brazzaville : 471 395 MWh ;
- Pointe-Noire : 249 174 MWh ;
- Bouenza : 45 719 MWh ;
- Niari : 20 328 MWh.
- La production moyenne nationale sur les 5 dernières années est de: 429,463 GWh avec un taux d'évolution moyen de 3,11%;
- Les besoins de consommation des localités ali-

mentées par le réseau de transport s'élèvent à 892 GWh en 2008, soit en moyenne pour les 5 dernières années 852,826 GWh et un taux d'évolution moyen de 2,21 % ;

- L'énergie facturée s'est établie à 349,629 GWh en 2008 pour les localités alimentées par le réseau de transport soit une moyenne de 323 GWh pour la période de 2003 à 2005 et un taux d'évolution de 7,39%.

2-2-3. Situation de l'accès à l'électricité en milieu urbain

Les Villes du Congo sont : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Mossendjo et Ouesso. Le nombre d'abonnements en zone urbaine est de 98.796 au 31 décembre 2005 dont 98.235 en basse tension sur un nombre total de ménages de 386.342 et une population estimée à 2.042.843 ; ce qui correspond à un taux d'électrification de 25,43%. Ce taux doit être corrigé à la hausse en raison des premiers résultats de l'opération d'identification des points de consommation de l'électricité, qui laissent apparaître un nombre plus élevé des ménages raccordés sur le réseau public de l'électricité.

Au 31 août 2006, 90.000 usagers ont été recensés à Brazzaville et Pointe-Noire, dont 22.520 sont des clandestins non connus du fichier de la Société Nationale d'Electricité ; ce qui donne un coefficient de correction de 1,53. Ainsi le taux d'accès à l'électricité en zone urbaine serait de 45%.

2-2-3-1. Sources d'approvisionnement en électricité

a) La ville de Brazzaville est alimentée par :

- la centrale hydroélectrique du Djoué de puissance installée 15 MW et actuellement à l'arrêt;
- la centrale thermique au fuel de Brazzaville de puissance installée 32,5 MW et capable de 17 MW actuellement ;
- le réseau de transport de la République Démocratique du Congo pour une puissance contractuelle de 60 MW.

b) La ville de Pointe-Noire est alimentée par :

- la centrale hydroélectrique de Moukoulou à travers la liaison Moukoulou/Loudima/Pointe-Noire, la puissance fournie par la centrale de Moukoulou à Pointe-Noire est limitée à 40 MW correspondant à la puissance des transformateurs 110/220 kV au poste de Loudima et à la capacité de la liaison Bouenza2-Nkayi-Loudima ;
- la centrale thermique gaz de Djéno de puissance installée 50 MW.

c) Les villes de Dolisie et Nkayi sont alimentées par l'énergie en provenance de la centrale de Moukoulou. La ville de Dolisie dispose d'une centrale diesel de secours équipé de deux (2) groupes de puissance unitaire 1.800 kVA soit une puissance totale de 3.600 kVA.

d) Les villes de Mossendjo et Ouessou sont alimentées par des groupes électrogènes diesel, de 630 kVA pour la première, de 1300 kVA et 450 kVA pour la deuxième. Elles attendent respectivement deux autres groupes de 400 kVA et un groupe de 1300 kVA. Ces deux villes subissent les aléas de la disponibilité du carburant et de l'état vétuste des groupes.

La puissance totale installée en zone urbaine est de 89 MW en hydroélectricité, 50 MW en thermique gaz et 32,5 MW en Thermique diesel. Le réseau de transport est composé de 354 km de lignes à 225 kV, 125 km de lignes à 110 kV, 7 postes THT/HT/MT et de 5 postes HT/MT.

Le réseau de distribution est composé de 125 km de réseau 35 kV, 5 Km de réseau 30 kV, 40 Km de réseau MT et de 548 Postes MTIBT.

2-2-3-2. Qualité de service de l'électricité

La qualité du service public de l'électricité en zone urbaine est caractérisée par :

- Les délestages intempestifs à Brazzaville et Pointe-Noire à cause de l'insuffisance de la production ;
- Les fréquents arrêts de production à Mossendjo et Ouessou dûs à la pénurie de carburant ;
- Le long délai pour le raccordement des usagers au réseau ;
- La saturation des transformateurs et des câbles de distribution ;
- L'insuffisance des postes de distribution ;
- Les pannes répétitives sur les équipements ;
- L'insuffisance de la logistique d'intervention ;
- La faible qualification du personnel d'intervention.

2-2-3-3. Etat des équipements

a) Equipements de production

La centrale du Djoué, mise en service en 1953, dispose de deux groupes de puissance unitaire 7,5 MW, soit une puissance totale installée de 15 MW. Elle est arrêtée depuis son ennoiment en avril 2007. Une expertise de la centrale a été réalisée. Une réhabilitation profonde de cette centrale et sa modernisation sont nécessaires.

La centrale de Moukoulou, mise en service en 1978, est équipée de quatre (4) groupes de puissance unitaire 18,5 MW soit une puissance installée de 74 MW. Cette centrale a été révisée en 2007.

La centrale thermique à gaz de Djéno, mise en service en décembre 2002, dispose de deux turbines de puissance unitaire 25 MW ISO, soit une puissance totale de 50 MW, mais capable seulement de 11 à 16 MW pour insuffisance dans l'approvisionnement en gaz.

La centrale hydroélectrique d'Imboulou de puissance 120 MW est en construction et permettra d'alimenter la ville de Brazzaville avec une turbine de 30 MW dès la fin de l'année 2009, et le reste courant 2010.

La centrale électrique à gaz du Congo capable de 300 MW est en construction et permettra d'alimenter la ville de Pointe-Noire avec une turbine de 150 MW dès la fin de l'année 2009, et les autres localités desservies par le réseau de transport courant 2010-2011.

b) Réseau de transport

Les équipements principaux (disjoncteurs, transformateurs) du réseau de transport Bouenza / Niari / Kouilou sont dans un état de dégradation avancé du fait de l'absence d'entretien régulier et de qualité. Aujourd'hui le mauvais état des bords d'huile des transformateurs de puissance et des systèmes de régulation de tension, limite sensiblement les puissances à transiter.

Le poste de Mindouli et les liaisons attenantes (Loudima/Mindouli, Moukoulou/Mindouli et Mindouli/Tsiélambo) sont indisponibles, privant ainsi la ville de Brazzaville de l'énergie électrique en provenance de la centrale de Moukoulou, et la ville de Pointe-Noire de l'énergie électrique en provenance de la République Démocratique du Congo. Les équipements principaux (disjoncteurs, transformateurs de puissance, cellules MT) des postes de Mbouono et Tsiélambo qui ont subi les affres des guerres récurrentes ne présentent pas de sécurité d'exploitation. Un seul transformateur de puissance est disponible au poste de Tsiélambo.

Des travaux de réhabilitation des lignes et postes THT situés entre Pointe-Noire et Brazzaville sont en cours.

Un réseau de transport attachant à la centrale d'Imboulou est en cours de construction et permettra de faire transiter les flux d'énergie entre Brazzaville et Owando.

c) Réseaux de distribution

Les réseaux de distribution des principales villes sont caractérisés par des saturations des transformateurs et des départs BT au niveau des postes de distribution publique. Du fait de l'insuffisance de l'offre, les villes de Brazzaville et Pointe-Noire connaissent des délestages importants pouvant atteindre 50%.

2-2-3-4. Faiblesses et contraintes

Au plan des politiques

- Absence de plan stratégique avec un système de planification, de programmation et de suivi – évaluation susceptible d'établir la confiance des divers partenaires et d'augmenter le volume des investissements indispensables au développement du sous secteur de l'électricité urbaine. Cette situation a engendré un déficit de support de communication institutionnelle et un véritable plan de plaidoyer.

Au plan de l'organisation et du plaidoyer

- Incapacité du cadre de mise en oeuvre de la poli-

tique de l'électricité : la SNE dans sa structure et son mode d'organisation actuels n'est pas apte à répondre efficacement à la demande de plus en plus forte et urgente d'accès à l'électricité. La mise en adéquation de l'offre et de la demande est une nécessité urgente.

- Absence de plan de plaidoyer et de partage : cette situation ne facilite pas les relations entre les acteurs du secteur et notamment avec les populations qui ont une perception négative de la qualité du service fourni par la SNE.
- Incohérence dans l'organisation des activités de fourniture et de distribution de l'électricité.

Au plan des infrastructures et de la qualité de service

- Vétusté ou saturation des équipements principaux des centrales électriques, des postes de transformation du réseau de transport national, et des câbles des réseaux de distribution ;
- Faiblesse de la production totale et du taux d'évolution au regard des objectifs assignés au secteur ;
- Importantes pertes sur le réseau (45% de l'énergie produite est réellement facturée) ;
- Faiblesse du taux d'accès en milieu urbain soit environ 45% ;
- Faiblesse du taux d'évolution des abonnés dans les 5 dernières années.

Au plan économique et financier

- Faiblesse du volume des investissements au regard des enjeux importants d'accès, de disponibilité, de qualité et de durabilité ;
- Incohérence entre les objectifs de lutte contre la pauvreté et le volume des ressources allouées au secteur ;
- Faiblesse structurelle de la capacité d'absorption des ressources du secteur ;
- Persistance du déséquilibre financier de l'opérateur.

2-2-3-5. Forces et atouts du sous-secteur

- Existence d'un potentiel important en ressources énergétiques : 14.000 MW en hydroélectricité, 12 heures d'ensoleillement par jour, zone forestière considérable, importantes réserves de gaz ;
- Volonté politique affirmée par les hautes autorités du pays ;
- Cadre institutionnel et juridique favorable aux changements structurels du secteur ;
- Performances économiques enregistrées et atteinte du point de décision ;
- Stratégie de développement du secteur en cours de finalisation.

2-2-4. Situation de l'accès à l'électricité en milieu rural

2-2-4-1. Taux d'accès à l'électricité

La population rurale en 2005 est estimée à 1.353.697 habitants, il a été dénombré 84.559 ménages.

Le nombre d'abonnements en milieu rural au 31 mars 2006 est de 4.701 dont 4.697 particuliers, ce qui correspond à un taux de desserte de 5,6 %.

2-2-4-2. Sources d'approvisionnement en électricité

Une cinquantaine de localité disposent d'un réseau public d'électricité. Les localités de Madingou, Loudima, Loutété Bouansa, Mouyondzi, et Makola sont alimentées par le réseau de transport dont les sources principales sont : la centrale de Moukouloulou et la centrale électrique à gaz de Djéno.

Les localités de Kibangou, Moundoundou-sud, Moundoundou-nord, Londéla-Kayes, Tokou, Nqoko et Loukoléla sont alimentées par des panneaux solaires photovoltaïques.

Pokola et Ngombé disposent de réseaux électriques alimentés par des turbines utilisant comme combustible la sciure de bois (biomasse).

Les autres localités sont approvisionnées en électricité à partir de groupes électrogènes de puissance unitaire allant de 50 à 1200 kVA. La centrale thermique diesel d'Oyo dessert les localités d'Ollombo, d'Oyo, d'Edou, d'Abo et de Tchikapika.

Des réseaux privés sont mis en place par les entreprises et les particuliers pour des besoins qui leur sont propres. C'est le cas des exploitants forestiers.

2-2-4-3. Qualité de service public de l'électricité

La gestion du service public d'électricité dans les centres ruraux est assurée par la Société Nationale d'Electricité.

Dans les localités alimentées par les groupes électrogènes, le service public de l'électricité est assuré en moyenne 4 heures par jour et 2 à 3 jours par semaine, excepté la centrale thermique d'Oyo qui fonctionne 18 heures par jour.

Les localités desservies par le réseau de transport 110 kV attenant à la centrale de Moukouloulou, disposent de l'électricité 24 heures sur 24. Il en est de même pour les localités alimentées par l'énergie solaire.

2-2-4-4. Etat des équipements

- Equipements de production

Dans les centres ruraux disposant d'un service public de l'électricité, les sources de production sont soit le réseau de transport national, soit les groupes électrogènes, soit les panneaux solaires.

Les panneaux solaires ont été installés depuis 2006, dans le cadre de la municipalisation accélérée des départements du Niari (2006) et Cuvette (2007); et sont en parfait état de fonctionnement. Il sied de signaler qu'il a été constaté dans les zones de forêt,

une charge incomplète des batteries pendant la saison sèche due à l'insuffisance de luminosité, aussi est préconisé d'adjoindre des groupes diesel d'appoint.

Les centres ruraux disposant de groupes diesel souffrent de la non couverture nationale en hydrocarbures, de l'insuffisance qualitative et de la non régularité de l'entretien et la maintenance des équipements et de la faiblesse de prise en charge de la gestion desdits centres. Ainsi certains groupes sont à l'arrêt. Quelques groupes installés dans le cadre de la municipalisation ne sont pas pris en charge, ni par la SNE, ni par les collectivités locales décentralisées.

Notons qu'il n'y a pas eu d'uniformisation des groupes diesel, ce qui pose le problème de gestion des pièces de rechange.

Pour les centres ruraux alimentés par le réseau de transport national, l'état des sources de production a été présenté dans le milieu urbain.

- Réseaux de distribution

Les réseaux de distribution MT et BT des centres ruraux sont essentiellement en aérien. La longueur des réseaux basse tension conduit parfois à une mauvaise qualité du produit.

L'évolution des réseaux est parfois compromise par la puissance des groupes. On rencontre du matériel d'origine diverse ce qui pose le problème de l'outillage et de gestion des pièces de rechange.

2-2-4-5. Faiblesses et contraintes

Au plan des politiques

- Absence de politique sectorielle déclinée et partagée avec les populations ;

Au plan de l'organisation et du plaidoyer

- Inadaptation du cadre organisationnel dans la prise en charge des infrastructures de production et de distribution d'électricité ;
- Faiblesse de la capacité de mobilisation et d'absorption des ressources pour l'électrification rurale ;
- Inefficacité du système d'Information sur les activités du sous-secteur ;

Au Plan de l'accès et de la qualité de l'électricité :

- Manque de maîtrise de la politique de raccordement des usagers au réseau public d'électricité ;
- Dysfonctionnement des ouvrages de production et de distribution ;
- Faiblesse du nombre de villages disposant de l'électricité ;
- Faiblesse du taux de couverture des villages en électricité ;
- Inexistence de directions départementales de l'énergie ;

- Absence de mécanismes de financement privé adapté pour accompagner le développement du sous-secteur ;
- Insuffisance qualitative et quantitative de ressources humaines ;
- Retard dans le lancement des activités des agences sectorielles.

Gouvernance et financement

- Absence d'implication des collectivités locales dans la gestion des ouvrages ;
- Retard dans la mise en œuvre de la décision du gouvernement relative à la prise en charge effective par l'ANER de la gestion des infrastructures de production et de distribution de l'électricité dans les centres ruraux ;
- Absence d'investissements directs étrangers dans le sous secteur de l'électrification rurale ;
- Inadéquation de la péréquation appliquée sur les tarifs de l'électricité.

2-2-4-6. Forces et atouts du secteur

- Existence d'un potentiel important en ressources énergétiques : 14.000 MW en hydroélectricité, 12 heure d'ensoleillement par jour, massif forestier considérable ;
- Volonté politique de privilégier l'hydroélectricité comme moyen prioritaire de production d'électricité ;
- Mise en œuvre du nouveau cadre juridique tiré du code de l'électricité et des lois portant création des agences sectorielles ;
- Engagement de la démarche stratégique au niveau du département ministériel.

2-3. Perspectives

L'analyse de la situation tant en milieu urbain que rural, montre un déséquilibre important entre l'offre et la demande en électricité.

Les travaux en cours permettront d'augmenter la capacité de production de 420 MW à l'horizon 2011.

Le développement des activités de l'Agence Nationale de l'Électrification Rurale (ANER), de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité (ARSEL) et du Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité (FDSEL), permettront de contribuer de façon effective à la réforme du secteur et à l'amélioration de la gouvernance.

La mise en application de la décision du gouvernement de confier à l'ANER la gestion des infrastructures d'électricité des centres ruraux, en phase transitoire vise l'amélioration des performances du sous secteur.

La mise en application de l'ensemble des dispositions du code de l'électricité ne manquera pas de transformer l'environnement socio économique.

3. POLITIQUE SECTORIELLE

3-1. Fondement de la politique

3-1-1. Vision

D'ici à l'horizon 2015, mettre à la disposition de chaque citoyen congolais et autres usagers du milieu urbain comme rural, une énergie pérenne en quantité suffisante, en qualité acceptable et à moindre coût, en exploitant au mieux toutes les potentialités de sources d'énergie.

3-1-2. Enjeux

L'électricité est un facteur important de développement ; son rôle socio économique induit des enjeux divers par rapport :

- (I) au développement durable : assurer une gouvernance du secteur, augmenter le taux de desserte et mettre en valeur les ressources identifiées ;
- (II) à la réduction de la pauvreté : accéder aux services sociaux de base ;
- (III) aux investissements : assurer l'efficacité et l'efficience par la mobilisation et l'allocation des ressources financières pour le développement du secteur de l'énergie ;
- (IV) à la qualité de vie des populations et usagers : accéder de manière pérenne à l'électricité en quantité suffisante, en qualité jugée acceptable, et à des coûts accessibles à toutes les couches de la population ;
- (V) à la protection de l'environnement : mettre à la disposition des communautés rurales et périurbaines des énergies alternatives afin de réduire le recours au bois de chauffe et limiter la déforestation.

3-1-3. Cadre Institutionnel et juridique

Le secteur de l'énergie électrique est régi par la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité, et les textes subséquents, notamment la loi n° 15-2003 portant création de l'Agence Nationale d'Electrification Rurale, la loi n° 16-2003 portant création de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité, la loi n° 17-2003 portant création du Fonds de Développement du secteur de l'Electricité, ainsi que la loi n° 10-2003 du 6 février 2003, portant transfert de compétences aux collectivités locales.

La politique du secteur de l'Energie s'inscrit dans le cadre des stratégies initiées tant au niveau national que régional, en parfaite cohérence avec : (i) la Nouvelle Espérance, la vision politique de son Excellence Monsieur le Président de la République Denis Sassou Nguesso ; (ii) le Document final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; (iii) la politique énergétique sous régionale à travers le Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC) ; (iv) le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ; (v) les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), résolution 55/2 adoptée le 13 Septembre 2000 à New York par l'Assemblée générale

des Nations Unies ; (vi) le Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu en 2002 à Johannesburg ; (vii) la Conférence des Ministres Africains de l'Energie tenue à Addis Abéba en avril 2006 sous l'égide de l'Union Africaine.

3- 2. Objectifs

3-2-1. Objectif global

L'objectif global est d'approvisionner le pays en électricité, en quantité et qualité suffisantes à des coûts accessibles à tous.

3-2-2. Objectifs spécifiques

3-2-2-1. En milieu urbain

- Desservir toutes les villes avec de l'énergie pérenne ;
- Atteindre un taux d'accès à l'électricité de 90% en milieu urbain à l'horizon 2015 ;
- Rendre autonome l'approvisionnement en électricité des grandes villes.

3-2-2-2. En milieu rural

- Desservir tous les chefs lieux de départements en énergie pérenne ;
- Alimenter en énergie électrique tous les chefs lieux de districts et les communautés rurales ;
- Atteindre un taux d'aces à l'électricité de 50% en milieu rural à l'horizon 2015.

3-3. Orientations stratégiques

Pour atteindre les objectifs fixés, il sera envisagé :

- de réduire les facteurs d'inefficacité et d'inefficience de l'environnement social, économique et technique du secteur de l'électricité ;
- d'exploiter toutes les potentialités de la République du Congo en sources d'énergie électrique ;
- d'augmenter la capacité de l'offre en énergie électrique ;
- de mettre en place un système de gouvernance du secteur favorable à l'ensemble des acteurs du nouvel environnement ;
- en matière de production d'électricité :
 - de privilégier l'hydroélectricité chaque fois qu'il s'agira d'électrifier une localité ;
 - de recourir aux centrales solaires photovoltaïques, à la biomasse, à l'énergie éolienne et au thermique gaz, lorsque la solution d'hydroélectricité ne peut s'appliquer ;
 - d'utiliser le thermique diesel comme solution de secours, d'appoint ou transitoire.
- en matière de distribution et de commercialisation de l'électricité
 - de privilégier les réseaux aériens dans les milieux rural et périurbain ;
 - de vulgariser les branchements monophasés ;
 - de rechercher une technologie à faible coût ;
 - de procéder à des opérations promotionnelles de

branchements sociaux, lorsque l'offre pourra couvrir la demande.

3-4. Axes stratégiques

Les axes stratégiques qui découlent des orientations stratégiques seront mis en œuvre tant en milieu urbain que rural. Ils seront déployés à travers des thèmes de mobilisation autour desquels des objectifs spécifiques ou intermédiaires seront fixés au plan opérationnel. Il s'agit de : (i) la réforme institutionnelle ; (ii) les infrastructures et (iii) la gouvernance du secteur.

En milieu urbain

La **Réforme Institutionnelle** se déroulera en deux phases :

- 2009-2011: une première phase de préparation et de mise en équilibre du secteur, au cours de laquelle il sera procédé :
- au lancement effectif des agences sectorielles (ARSEL et FDSEL) ;
- au déploiement des directions départementales de l'Energie;
- à la restructuration de la SNE et de la SCPE ;
- à la réalisation de l'étude tarifaire et de l'équilibre financier du secteur.
- 2012-2015 : une seconde phase consacrée à la libéralisation totale du secteur et au choix des opérateurs privés nationaux et/ou internationaux délégataires du service public de l'électricité.

Le choix de libéralisation du secteur est affirmé pour les deux phases.

Dans les choix stratégiques opérés, le principe de l'Autorité délégente de l'État sera respecté.

Au titre des Infrastructures : Un schéma directeur national de développement du sous-secteur urbain sera élaboré et mis en œuvre.

Au titre de la gouvernance : Des contrats de délégation de gestion seront mis en œuvre ; les activités des travaux et services seront libéralisées, ainsi que les activités de distribution et commercialisation ; il sera mis en place un cadre de suivi et évaluation des projets ainsi qu'un plan d'information, d'éducation et de communication (IEC).

En milieu rural

Au plan de la **réforme institutionnelle**, il s'agira de mettre en vigueur le cadre légal et réglementaire notamment la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité et la loi n° 10-2003 du 06 février 2003 portant transfert des compétences aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation ainsi que leurs textes d'application.

Au titre des infrastructures : un schéma directeur de développement du sous-secteur rural sera élaboré et mis en œuvre.

Au titre de la gouvernance :

des contrats de délégation de gestion entre l'Etat et l'exploitant seront mis en œuvre, notamment l'Agence Nationale d'Electrification Rurale (ANER) qui à son tour pourra conclure des contrats de services avec les opérateurs ; les activités des travaux et services seront libéralisées, voire les activités de distribution et commercialisation ; il sera mis en place un cadre de suivi et évaluation des projets ainsi qu'un plan d'information, d'éducation et de communication (IEC).

4. Cadre de mise en œuvre

4-1. Composantes du programme

L'ensemble des activités (projets, programmes, plans d'action); des ressources mobilisées ou à mobiliser ainsi que le suivi et l'évaluation se feront dans un cadre unique d'intervention qui est le Programme National de l'Energie Electrique en sigle PNEE. Ce programme qui sera développé selon le milieu urbain et rural, aura les composantes suivantes :

- Projets de réformes institutionnelles ;
- Projets d'infrastructures ;
- Système de gouvernance,

Cette approche vise à contribuer à la prise en charge des spécificités de chaque localité. Le PNEE retiendra comme principe de base, la recherche d'efficacité et d'efficience dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. En milieu urbain et périurbain, l'électrification des nouvelles zones devra précéder l'urbanisation.

4-2. Cadre de pilotage

Le PNEE sera piloté par un comité de pilotage dont la composition, le mode d'organisation et de fonctionnement seront définis par un acte réglementaire. Le système de gouvernance définira les procédures, le cadre juridique et les principes d'exécution de suivi et d'évaluation.

5. Financement

Pour le financement du Programme National de l'Energie Electrique (PNEE), il sera fait appel à l'Etat, à travers le budget d'investissement, aux investisseurs privés, aux bailleurs de fonds et aux usagers.

L'Etat continuera à intervenir dans le financement des infrastructures à travers des prêts négociés et rétrocédés aux organes de développement du secteur.

Les bailleurs de fonds dans le cadre bilatéral et/ou multilatéral seront sollicités pour le financement des infrastructures.

Le secteur privé national sera également mis à contribution pour le financement du secteur productif de l'électricité.

Les usagers interviendront dans le financement du raccordement au réseau de distribution.

En milieu rural, en plus des collectivités locales, les bailleurs de fonds, la société civile et les établissements de micro finance seront sollicités selon un schéma de partenariat gagnant - gagnant.

Le Partenariat Public - Privé (PPP) sera un axe majeur dans le financement et l'absorption des ressources allouées.

L'organe de financement de l'Etat est le Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSEL).

6. Programme d'investissement 2009 - 2011

Le coût estimatif global du programme d'investissement 2009-2011 est de cinq cent vingt six milliards cinq cent quarante cinq millions (526 545 MF) de FCFA ainsi réparti :

- Projet de Réforme Institutionnelle : 1 780 millions de FCFA soit 0,34%
- Projet « Infrastructures » : 524 545 millions de FCFA soit 99,62%
- Projet Gouvernance de secteur : 220 millions de FCFA soit 0,04%

Fait à Brazzaville, le

Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

ANNEXE

CADRE LOGIQUE

Programme National de l'Energie Electrique (PNEE)

Description	Indicateurs Objectivement Véritables (OV)	Moyens de Vérification (MV)	Suppositions importantes
1. OBJECTIF SECTORIEL Approvisionner le pays en électricité en quantité et qualité suffisantes à des coûts accessibles à tous, dans un environnement Institutionnel favorable au développement du secteur privé.	1.1 L'incidence de pauvreté est ramenée à 15 % en 2015 1.2 90 % de la population a accès à l'énergie électrique en milieu urbain et 50 % en milieu rural en 2015.	Statistiques nationales Statistiques MEH/DGE Rapport DSRP Rapport OMD	Une politique a été formulée pour le secteur. La stratégie est cohérente avec les OMD, le DSRP et la Nouvelle Espérance. La lettre de Politique sectorielle (LPS) a été adoptée.
2. OBJECTIFS DU PROGRAMME 2.1 Améliorer la desserte en énergie électrique. 2.2 Doter le pays d'un cadre environnemental Institutionnel efficace et libéralisé.	2.1.1 Des objectifs sont fixés : Atteindre un taux de desserte de 90% en milieu urbain en 2015 : - 100% des viles sont desservies avec de l'énergie pérenne d'ici à 2015 ; - 100% des grandes viles sont autonomes en approvisionnement. Atteindre un taux d'accès de 50% en milieu rural d'ici à 2015 : - 100% des chefs lieux de département sont desservis en énergie pérenne ; - 100% des chefs lieux de district et des communautés urbaines sont alimentés en énergie électrique.		

<p>2. OBJECTIFS DU PROGRAMME</p> <p>2.1 Améliorer la desserte en énergie électrique.</p> <p>2.2 Doter le pays d'un cadre environnemental Institutionnel efficace et libéralisé.</p> <p>2.3. Améliorer l'efficacité et l'efficience du service public de l'énergie électrique en République du Congo</p> <p>2.4. Doter le pays d'un cadre de gouvernance favorable au partenariat public privé.</p>	<p>2.1.1 Des objectifs sont fixés : Atteindre un taux de desserte de 90% en milieu urbain en 2015 ; - 100% des viles sont desservies avec de l'énergie pérenne d'ici à 2015 ; - 100% des grandes viles sont autonomes en approvisionnement.</p> <p>Atteindre un taux d'accès de 50% en milieu rural d'ici à 2015 ; - 100% des chefs lieux de département sont desservis en énergie pérenne ; - 100% des chefs lieux de district et des communautés urbaines sont alimentés en énergie électrique.</p> <p>2.2.1 Phase 2009 - 2011 - La réorganisation de l'administration centrale se poursuit ; - Le gestionnaire intérimaire privé est sélectionné par appel d'offres ; - Le secteur privé local intervient dans les activités de travaux et services ; - La révision des statuts de la SNE et de la SCPE est effective; - Les agences ARSEL ANER et Fonds de développement du secteur sont opérationnelles ; - Le modèle économique du secteur a été élaboré.</p> <p>2.2.2 Phase 2012 - 2015 - La réorganisation de l'administration centrale se poursuit ; - La libéralisation totale du secteur est effective dans le cadre du PPP, sur les activités de : (i) Production, (ii) Distribution/Commercialisation ; - L'Etat se concentre sur les activités de gestion de réseau de Transport, et de gestion de son patrimoine.</p> <p>2.3.1 : Une stratégie de réhabilitation des infrastructures existantes et de réalisation de nouveaux ouvrages pour augmenter les capacités techniques a été adoptée.</p> <p>2.3.2 : Le programme d'électrification pour améliorer la desserte dans les grandes villes se poursuit.</p> <p>2.4.1 : Un cadre de mise en œuvre favorable à la recherche d'efficacité et d'efficience dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie est défini. « Approche Programme ; budget – Objectifs »</p> <p>2.4.2 : Les programmes de renforcement des capacités des acteurs et d'information Education Communication (IEC) sont établis.</p> <p>2.4.3 : Les capacités Humaines et organisationnelles sont renforcées et la formation est réalisée.</p>	<p>Document de stratégie du secteur Rapports SNE Rapports ANER Rapports Agence de régulation</p> <p>Rapport final du Consultant</p> <p>Document de stratégie du secteur (thème Réforme de l'environnement)</p> <p>Le Document d'élaboration du Programme national.</p> <p>La Composante Renforcement des capacités du programme.</p> <p>Statistiques nationales, Statistiques Ministère en charge de l'électricité (DGE)</p> <p>Rapport des conseils d'administration de la SNE (société mère) et de la SCPE.</p>	<p>1. Cadre macroéconomique stable.</p> <p>2. La volonté de libéralisation du secteur a été réaffirmée par le gouvernement pour atteindre l'équilibre du secteur.</p> <p>Les facteurs d'inefficacité et d'inefficience sont réduits. L'hydroélectricité et le recours aux centrales solaires photovoltaïques sont privilégiés ; Le thermique diesel est une solution de secours, d'appoint transitoire.</p> <p>3. Les interventions des autres bailleurs de fonds du secteur sont réalisées.</p> <p>Le Gouvernement et le parlement (Assemblée nationale et le Sénat) ont adopté le schéma directeur de l'électricité</p>
<p>3. REALISATIONS</p> <p>3.1 Les réformes de la SNE, de la SCPE et de l'environnement institutionnel sont entreprises.</p> <p>3.2. Les infrastructures sont réhabilitées.</p>	<p>Phase 2009- 2011</p> <p>3.1.1 : les réformes institutionnelles sont entreprises - Le gestionnaire Intérimaire privé a été sélectionné par appel d'offres international; - Les trois filiales de la SNE (Production et Transport, Distribution et Commercialisation, Travaux et Services) sont créées ; - La gestion des centres secondaires est confiée à l'ANER ; - Les Organes prévus par le code de l'électricité (Agence de régulation, Agence d'électrification rurale, Fonds de développement du secteur) sont mis en place et fonctionnent.</p> <p>3.2.1 : Les projets du PSEE sont réalisés : - Réseau de transport PNR/BZV - Réseaux de distribution - Centrale thermique diesel SNE à Pointe Noire - Centrale thermique de Brazzaville - Centrale électrique à Gaz de Djéno - Fiabilisation de l'approvisionnement en gaz de Djéno</p>	<p>Rapport PSEE</p> <p>Mission de supervision</p> <p>Rapport d'achèvement</p> <p>Rapports des entreprises</p> <p>Rapports d'activités de la SNE et des filiales</p> <p>Rapport de l'Agence de régulation</p> <p>Rapport de l'ANER</p>	<p>Les textes d'application sont adoptés.</p>

<p>3.3. De nouveaux ouvrages sont étudiés et réalisés.</p>	<p>3.1 : Les études de pré faisabilité, de faisabilité des centrales et lignes attenantes sont lancées : Djoué 2, Li Ouessou, Chollet, Sounda, Mourala, ouvrages hydroélectricité le long du fleuve, • Projet transfrontalier Mbinda-Mayako-Tsinguidi •Ligne THT Moukoulou-Sibiti</p> <p>3.3.2 : La construction des ouvrages a démarré : - centrale électrique à gaz de Pointe-noire d'une capacité de 300 MWH ; - Centrale hydroélectrique d'imboulou ; - Lignes attenantes à la centrale hydroélectrique d'Imboulou ; - Centrale électrique au fuel lourd de Pointe-noire (32 MW) ; - Centrale du Djoué.</p> <p>3.3.3 : Les projets d'électrification par panneaux solaires sont réalisés dans les chefs-lieux de district.</p> <p>3.3.4 : Le programme d'électrification des chefs lieux de département et de district se poursuit.</p> <p>3.4.1 : Le schéma directeur national est élaboré.</p> <p>3.4.2 : Les capacités des acteurs et des collectivités locales sont renforcées.</p> <p>3.4.3 : les études tarifaires et le système d'information sont mis en place.</p> <p>Phase 2012- 2015</p> <p>3.1.2 : La centrale d'Imboulou et les lignes attenantes sont achevées.</p> <p>3.1.3 : Le Programme d'entretien des centrales se poursuit.</p> <p>3.3.5 : Les travaux de la 2^e Centrale hydroélectricité de Djoué, de Li Ouessou et de Mourala sont achevés.</p> <p>3.3.6 : Les études de la centrale hydroélectrique de Sounda sont achevées et les travaux ont démarré.</p> <p>3.3.7 : Les études de la centrale de Chollet sont achevées.</p> <p>3.3.8 : Le programme d'électrification des chefs lieux de district est achevé.</p> <p>3.3.9 : Le programme d'électrification rurale se poursuit.</p> <p>3.3.10 : La liaison électrique HT Moukoulou-Sibiti est achevée.</p> <p>3.4.4 : La libéralisation du secteur est affirmée ; un partenaire privé international est sélectionné pour les activités de distribution et commercialisation ; l'Etat à travers un opérateur public conserve la production et le transport.</p>																		
<p>4. ACTIVITES</p> <p>4.1 : Mise en place de l'Unité de Coordination du Programme National de l'Énergie Electrique de la République du Congo (PNEE)</p> <p>4.2 : Composante Réformes institutionnelles : - Phase 1 2009-2011 - Phase 2 2012-2015</p> <p>4.3 Composante Infrastructures 1) Recrutement d'entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation (PSEE) 2) Recrutement de Consultants pour la réalisation des études et la surveillance des travaux de réalisation de nouveaux ouvrages</p> <p>4.4 Composante Gouvernante 1) Recrutement de consultants pour la réalisation du schéma directeur national de l'électricité</p> <p>2) Mesures d'accompagnement : Formation, IEC</p> <p>Connaissance : 31 Système d'information 32 Système de mesure. 33 Etudes tarifaires</p>	<p>FINANCEMENT (en millions de FCFA)</p> <p>Phase 1 : 2009-2011</p> <table><tr><td>Réformes : 1 380</td><td>0,273%</td></tr><tr><td>Infrastructures : 503 445</td><td>99,703%</td></tr><tr><td>Gouvemance : 120</td><td>0,024%</td></tr><tr><td>Sous total Urbain : 504 945</td><td>100%</td></tr></table> <p>Réformes : 400 1,85% Infrastructures : 21 100 97,69% Gouvernante : 100 0,46% Sous Total Rural : 21 600 100%</p> <p>Phase 2 : 2012- 2015</p> <table><tr><td>Réformes : 500</td><td>1,18%</td></tr><tr><td>Infrastructures : 42000</td><td>98,70%</td></tr><tr><td>Gouvemance : 50</td><td>0,12%</td></tr><tr><td>Sous total Urbain : 42 550</td><td>100%</td></tr></table> <p>Réformes : 600 0,97% Infrastructures : 60 600 98,46% Gouvemance : 350 0,57%</p> <p>Sous Total Rural : 615,50 100%</p>	Réformes : 1 380	0,273%	Infrastructures : 503 445	99,703%	Gouvemance : 120	0,024%	Sous total Urbain : 504 945	100%	Réformes : 500	1,18%	Infrastructures : 42000	98,70%	Gouvemance : 50	0,12%	Sous total Urbain : 42 550	100%	<p>Budget de l'Etat</p> <p>Prévisions du DSRP</p> <p>Fonds PPTE</p> <p>Partenariat Public Privé (PPP)</p> <p>Dons et prêts des partenaires</p> <p>Contribution des usagers et des collectivités locales</p>	
Réformes : 1 380	0,273%																		
Infrastructures : 503 445	99,703%																		
Gouvemance : 120	0,024%																		
Sous total Urbain : 504 945	100%																		
Réformes : 500	1,18%																		
Infrastructures : 42000	98,70%																		
Gouvemance : 50	0,12%																		
Sous total Urbain : 42 550	100%																		

SCHEMAS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET, DE L'ELECTRICITE

SOMMAIRE

Introduction

1. Contexte des reformes

1.1 Fondement

1.2 Objectif

1.3 Stratégie

2. Première phase 2009- 2011

2.1 Réorganisation de l'administration publique en charge des secteurs de l'eau et de l'électricité

2.1.1 Administration centrale

2.1.2 Agences des deux secteurs

2.2 Schémas de restructuration des entreprises publiques du secteur de l'eau et de l'électricité

2.2.1. Restructuration de la SNE

2.2.2. Restructuration de la SCPE

2.2.3. Restructuration de la SNDE

3. Deuxième phase 2012-2015

3.1 Réorganisation de l'administration publique en charge des secteurs de l'eau et de l'électricité

3.2 Schémas de restructuration des entreprises publiques des secteurs de l'eau et de l'électricité

3.2.1. Restructuration de la SNE

3.2.2. Restructuration de la SNDE

3.2.3. Regroupement des activités de distribution et de commercialisation

3.2.4. Société de Gestion de Patrimoine

Introduction

Les mesures structurelles préconisées, concernent l'administration centrale, les agences et les opérateurs assurant l'exploitation des deux services publics et l'administration publique en charge des deux secteurs. Elles sont présentées en deux phases :

- **Première phase 2009-2011:** réorganisation de l'administration centrale, mise en place des agences et restructuration des entreprises publiques chargées de l'exploitation des services publics de l'eau et de l'électricité ;
- **Deuxième phase 2012-2015 :** (i) mise en œuvre du partenariat public / privé sur la base de la stratégie sectorielle ; (ii) transfert aux collectivités locales des activités d'exploitation des services publics de l'eau et de l'électricité en zone rurale ; (iii) recentrage des activités des agences d'électrification et d'hydraulique rurales.

Les investissements de réhabilitation ou de construction des infrastructures de production et de distribution de l'eau et de l'électricité ne peuvent être sauvegardés, rentabilisés ou ne peuvent s'avérer efficaces que s'ils sont accompagnés des réformes institutionnelles et structurelles.

1. CONTEXTE DES REFORMES

Les réformes sont envisagées dans le cadre de la politique de libéralisation de l'économie nationale.

1.1. Fondement

Les contre-performances constatées dans l'ensemble du secteur productif d'Etat depuis plus de deux décennies ont conduit les pouvoirs publics à adopter une nouvelle politique économique fondée notamment sur la libéralisation de l'économie et le désengagement de l'Etat du secteur productif, à travers la réforme et la privatisation des entreprises publiques. Ainsi, depuis 1994, il a été promulgué la loi n° 21-94 du 10 août 1994 portant loi-cadre de la privatisation qui a classé la Société Nationale d'Electricité (SNE) et la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE) parmi les entreprises publiques du premier périmètre de privatisation.

La période allant de 2001 à 2003 a été marquée par un appel d'offres international infructueux pour la mise en concession de la SNE, et par l'échec de la privatisation de la SNDE malgré son attribution en concession à la société Biwater par décret n° 2002-129 du 25 janvier 2002 et la signature de divers accords avec la même société.

Les pouvoirs publics ont réaffirmé leur décision d'ouvrir les services publics de l'eau et de l'électricité aux exploitants privés à travers la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau et la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'électricité, qui prévoient que ces services publics soient assurés dans des conditions de nature à favoriser le recours à l'initiative privée et l'instauration d'un régime de concurrence par un ou plusieurs exploitants, personnes physiques ou morales, publiques ou privées, agissant par délégation de l'Etat.

Les deux codes identifient comme intervenants dans l'exploitation des services publics de l'eau et de l'électricité :

- l'Etat, représenté par le ministère de l'énergie et de l'hydraulique, le conseil consultatif de l'eau, les organes de régulation des secteurs de l'eau et de l'électricité, les agences nationales de l'électrification et de l'hydraulique rurales, les fonds de développement des deux secteurs ;
- les exploitants de chacun des services publics qui peuvent être des personnes physiques ou morales, publiques ou privées.

1. 2. Objectif

L'objectif visé à travers les réformes est celui d'améliorer, d'ici à l'an 2015, les performances administratives, techniques, économiques, financières et sociales des services publics de l'eau et de l'électricité.

1. 3. Stratégie

Pour atteindre cet objectif il sera nécessaire de renforcer le dispositif administratif et technique de l'en-

vironnement des deux services publics par :

- (i) la réorganisation de l'administration publique en charge des secteurs ;
- (ii) la segmentation des filières eau et électricité en domaines d'activités stratégiques, qui sont notamment la production, le transport, la distribution, la commercialisation et les travaux et services.

2. PREMIERE PHASE 2009-2011

2.1 REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN CHARGE DES SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

La réorganisation de l'administration publique en charge de l'eau et de l'électricité consiste à mettre en place et à rendre opérationnels les organes administratifs pour renforcer les capacités d'intervention de l'Etat et améliorer les performances nécessaires au développement des deux secteurs.

2.1.1 Administration centrale

Au niveau central, les fonctions seront les suivantes :

- 1) Niveau politique : ce niveau concerne l'orientation, la définition et l'évaluation des politiques sectorielles de l'eau et de l'électricité ;
- 2) Niveau technique : les directions générales de l'énergie et de l'hydraulique sont chargées de l'élaboration des stratégies de mise en œuvre des politiques respectives de l'eau et de l'électricité ;
- 3) Niveau déconcentré : Les directions départementales de l'énergie et de l'hydraulique ont la charge de la mise en œuvre des politiques sectorielles au niveau départemental.

2.1.2 Structures des deux secteurs

Durant cette phase les structures suivantes seront opérationnelles :

- l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL) ;
- l'Organe de Régulation du Secteur de l'Eau (ORSE) ;
- l'Agence Nationale d'Electrification Rurale (ANER) ;
- l'Agence Nationale de l'Hydraulique Rurale (ANHYP) ;
- le Fonds de Développement du Secteur de l'Eau (FDSE) ;
- le Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSEL) ;
- le Conseil Consultatif de l'Eau.

2.2 SCHEMA DE RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

Au cours de cette phase, l'Etat procédera à :

- La révision des statuts de la SNE, de la SCPE et de la SNDE ;
- La clarification des relations entre l'Etat et les entreprises publiques des deux secteurs ;
- L'exploitation des centres ruraux par PANER et

l'ANHYP, et leur transfert par la suite aux collectivités locales ;

- L'assainissement technique, commercial et financier des trois entreprises publiques ;
- La séparation des activités en domaines d'activités stratégiques pour permettre le transfert de certaines d'entre elles au secteur privé.

2.2.1. Restructuration de le SNE

La restructuration vise l'assainissement et l'équilibre financier de la SNE sur une période de trois ans.

L'option choisie pendant cette période transitoire est la gestion intérimaire privée dans le cadre d'un contrat de gestion. Le gestionnaire privé sera sélectionné à l'issue d'un appel d'offres international.

Au-delà de la révision du statut juridique de la SNE, le nouveau schéma de réforme institutionnelle et structurelle du service public de l'électricité proposé, consiste en la séparation des activités techniques et commerciales en trois domaines d'activités stratégiques :

- la production et le transport ;
- la distribution et la commercialisation ;
- les travaux et services.

Ces activités devront être confiées à des filiales spécialisées de la SNE.

L'exploitation des centres ruraux est dévolue à l'Agence Nationale de l'Electrification Rurale.

Au cours de la première phase (2009-2011), les acteurs seront :

- l'Etat pour la production et le transport, à travers la filiale spécialisée de la SNE ;
- l'Etat pour la distribution et la commercialisation, à travers la filiale spécialisée de la SNE ;
- l'Etat pour les travaux et services, à travers la filiale spécialisée de la SNE.

Il convient de noter que pendant cette période, les activités des travaux et services seront ouvertes au secteur privé local selon une procédure d'agrément.

2.2.2. Restructuration de la SCPE

Il sera procédé à la révision du statut juridique de la SCPE pour la transformer en société anonyme avec conseil d'administration. Les entreprises du secteur seront actionnaires, l'Etat restant actionnaire majoritaire.

L'objectif visé par la restructuration de la SCPE est l'atteinte de l'équilibre financier à partir de 2009.

La SCPE conservera un seul domaine d'activité stratégique durant la première phase, à savoir la production d'électricité par les centrales thermiques. L'Etat propriétaire précisera la relation commerciale entre la SCPE et son unique client la SNE.

2.2.3. Restructuration de la SNDE

La restructuration vise l'assainissement et l'équilibre financier de la SNDE sur une période de trois ans.

L'option choisie pendant cette période transitoire est la gestion intérimaire privée dans le cadre d'un contrat de gestion. Le gestionnaire privé sera sélectionné à l'issue d'un appel d'offres international.

Au-delà de la révision du statut juridique de la SNDE, le nouveau schéma de réforme institutionnelle et structurelle du service public de l'eau potable proposé, consiste en la séparation des activités techniques et commerciales en deux domaines d'activités stratégiques :

- la production, la distribution et la commercialisation ;
- les travaux et services.

Ces activités devront être confiées à des filiales spécialisées de la SNDE. L'exploitation des centres ruraux est dévolue à l'Agence Nationale de l'Hydraulique Rurale.

Au cours de la première phase (2009-2011), les acteurs seront :

- l'Etat pour la production, la distribution et la commercialisation à travers la filiale spécialisée de la SNDE ;
- l'Etat pour les travaux et services, à travers la filiale spécialisée de la SNDE.

Il convient de noter que pendant cette période, les activités de travaux et services seront ouvertes au secteur privé local selon une procédure d'agrément.

3. DEUXIEME PHASE 2012-2015

3.1 REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN CHARGE DES SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

La réorganisation de l'administration publique consistera à :

- transférer progressivement aux collectivités locales la responsabilité de gestion des centres ruraux ;
- renforcer les capacités des collectivités locales dans la gestion des centres ruraux d'eau et d'électricité ;
- recentrer les activités de l'ANER et de l'ANHYR dans leur mission de promotion de l'électrification et de l'hydraulique rurales ;
- mettre en place les contrats de délégation de gestion entre l'Etat et les opérateurs des deux sous-secteurs ruraux ;
- renforcer les capacités d'intervention des agences et des directions départementales de l'énergie et de l'hydraulique.

3.2 SCHEMA DE RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES DES SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

Cette phase consacre la libéralisation des deux secteurs dans le cadre de Partenariat Public - Privé. L'Etat procédera à :

- la libéralisation des activités de distribution et de commercialisation de l'eau potable et de l'électricité ;
- la poursuite de la libéralisation des activités de production indépendante d'électricité ;
- la création de la société de gestion de patrimoine pour les deux secteurs ;
- le recentrage des activités de la SNE sur la production et le transport ;
- la libéralisation des activités de production, distribution et commercialisation d'eau potable.

3.2.1. Restructuration de la SNE

Au cours de cette seconde phase :

- les activités de production seront ouvertes au secteur privé (national, local et international) ;
- l'Etat se concentrera sur les activités de production et de transport d'électricité ;
- les activités de distribution et de commercialisation seront transférées au secteur privé international ;
- les activités de travaux et services seront cédées au secteur privé local et national.

3.2.2. Restructuration de la SNDE

Au cours de cette seconde phase :

- les activités de production, de distribution et de commercialisation seront transférées au secteur privé international dans le cadre d'un Partenariat Public - Privé ;
- les activités de travaux et services seront cédées au secteur privé local et national.

3.2.3. Regroupement des activités de distribution et de commercialisation

En fonction des résultats de l'évaluation des secteurs de l'électricité et de l'eau potable à la fin de la première phase (2009-2011), notamment, la réponse du marché et la rentabilité des activités, il est possible d'envisager le regroupement des activités de distribution et de commercialisation de l'électricité et de l'eau potable et de les confier à une seule société privée internationale.

3.2.4. Société de Gestion de Patrimoine

Il est prévu la création et la mise en place d'une société de gestion de patrimoine pour les deux secteurs. Cette société pourrait être chargée de la gestion du patrimoine de l'Etat dans les deux secteurs.

ANNEXES

2. CHRONOGRAMME DES ACTIONS A MENER

ACTIONS A MENER	Résultats	Estimation (en millions de FCFA)	Sources de financement	Trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4
Elaboration du projet de réformes institutionnelles	1. Le document portant réformes institutionnelles est disponible traitant les deux axes de la stratégie à savoir réorganisation de l'administration publique et restructuration des activités techniques et commerciales des deux secteurs ; 2. Les outils contractuels pour la sélection du gestionnaire privé intérimaire sont disponibles.	50 25	MEH MEH				
Séminaires de partage du projet de réformes et du programme national de développement des secteurs de l'eau et de l'électricité.	Deux séminaires sont organisés pour vulgariser les deux codes. Les deux codes ont été vulgarisés	100	MEH/ SNE/SN DE				
Evaluation du patrimoine de l'Etat : - Rédaction des TDR de sélection d'un cabinet pour l'évaluation du patrimoine ; - Sélection d'un cabinet d'expertise pour déterminer la valeur des ouvrages (usines, ouvrages de stockage, réseau de distribution etc...)	Le rapport d'évaluation du patrimoine est disponible •	3 100	 •				
Conclusion des contrats de Délégation entre l'Etat et l'opérateur public SNDE/SNE/ SCPE.	Un rapport de transfert d'actifs pour exploitation est signé entre l'Etat et les opérateurs publics pour la période 2009- 2011. Un contrat de délégation est signé entre l'Etat et la SNDE/SNE/SCPE 2009-2011.	5	SNDE/ SNE/ ETAT				
Installation des directions départementales de l'hydraulique et de l'énergie.	Les directions départementales de l'hydraulique sont installées. Les directions départementales de l'Energie sont installées.	120	MEH				
Installation des différentes structures de gestion et de développement des deux secteurs	ORSE, ANHYR, ARSEL, ANER , FDSE, FDSEL et CCE sont opérationnels.	20 20 20	MEH				
Sélection du gestionnaire intérimaire privé : 1. Rédaction des TDR 2. Publicité 3. Evaluation des offres et choix du gestionnaire 4. Préparation des dossiers de contrats	Le comité de suivi de la réforme est opérationnel Les TDR sont disponibles Un contrat de gestion est rédigé Un Gestionnaire intérimaire est sélectionné	25	MEH/ DGH/ DGE				
Suivi de l'exécution du contrat gestion intérimaire privée par le comité de suivi et les régulateurs	Le rapport de suivi et évaluation de l'exécution du contrat est disponible (Plan de renforcement des capacités humaines (technique et managériale) ; Plan de productivité ; Plan de renforcement des capacités technologiques et commerciales).	(*) 120	MEH/ SNE/ SCPE/ SNDE				
Assainissement financier : 1. Mise en place d'une approche analytique de la gestion 2. Mise en place d'outils de gestion spécifiques	Les comptes de résultats des deux opérateurs publics sont assainis en tenant compte des différents domaines d'activités stratégiques. Le système de comptabilité analytique est mis en place pour les trois sociétés : SNE, SNDE et SCPE.	15	SNE/ SNDE/ SCPE				
Evaluation ex post du contrat de gestion intérimaire	Un rapport d'évaluation établi par un cabinet est disponible La validation du rapport d'évaluation par le comité de pilotage de la réforme Le rapport d'évaluation et les décisions sont rendus publics	75 15 20	SNDE/ SNE/ SCPE Etat				

(*) Frais de fonctionnement du comité de suivi à raison de deux réunions par an 20

